



« Apache » Trudeau avoue cinq meurtres

JOLIETTE — Yves « Apache » Trudeau, ancien Hell's Angels de Laval, devenu délateur auprès de la Sûreté du Québec, a avoué hier au coroner avoir commis cinq meurtres depuis le début de l'année.

RAYMOND GERVAIS

Le témoignage de Trudeau, deuxième délateur connu, a ainsi permis d'éclaircir le quadruple meurtre à la bombe commis à Montréal l'hiver dernier dans une maison de rapport du boulevard De Maisonneuve ouest.

Âgé de 39 ans, Trudeau a fait son entrée dans la salle d'audience, en début d'après-midi, escorté de trois policiers de la Sûreté du Québec. Cravaté et vêtu d'un veston gris, ses cheveux bien taillés et sa barbe fraîchement rasée, il a témoigné durant près d'une heure et demie dans un langage clair et net rappelant celui d'un homme d'affaires.

Contrat de \$200 000 contre Paul April

Trudeau a expliqué au coroner Jean-B. Falardeau qu'il avait reçu un contrat d'un dénommé Allen Ross, un membre du gang de l'ouest, pour éliminer un certain Paul April, celui qui aurait tué Peter Frank Ryan, le fournisseur attiré en drogue des Hell's Angels de Laval, de Sorel et de Halifax.

Il a raconté comment lui et Mike Blass, le frère du célèbre Richard Blass abattu par la police il y a plusieurs années dans un chalet des Laurentides, s'y sont pris pour faire disparaître April et ses acolytes qui voulaient s'emparer du marché de la cocaïne à Montréal.

Le tout aurait été décidé lors des funérailles de Ryan. « Laurent (L'Anglais) Viau, Guy-Louis (Chop) Adam, Allen Ross et moi savions qui avait tué Ryan, a-t-il déclaré. Lors d'une rencontre au local de Laval, on a décidé d'éliminer ses meurtriers. On m'a alors offert \$200 000 et autres considérations, notamment, effacer les dettes de drogue du North Chapter de Laval ».

Explosif

Trudeau a dit avoir reçu une avance de \$25 000, somme utilisée pour l'achat d'un gros téléviseur et de 35 livres de plastique. Le téléviseur a servi à placer la bombe qui était commandée à distance.

Trudeau s'est rendu à deux reprises chez April, rue De Maisonneuve, pour lui dire qu'il lui offrirait un téléviseur avec magnétoscope et qu'il lui apporterait en prime un documentaire sur la vie des Hell's Angels — voir MEURTRES en A 2

STCUM: le tarif passera à \$1

LA MISE EN SERVICE DE LA LIGNE NUMÉRO 5 POURRAIT ÊTRE RETARDÉE

Dès le 1er janvier, les tarifs d'autobus et de métro devraient être majorés d'au moins 10 p. cent et la contribution des municipalités devrait subir une hausse de

FLORIAN BERNARD

18,6 p. cent, ce qui apporterait un revenu additionnel de \$19,9 millions dans les coffres de la Société de transport en commun de la CUM. Mais il faudra en outre trouver sept autres millions de dollars de différentes sources pour arriver à équilibrer le budget de près de \$490 millions que se propose de déposer sous peu la STCUM au

comité exécutif de la Communauté urbaine de Montréal.

Ces chiffres sont contenus dans un document officiel préparé par les services administratifs de la STCUM. Le document intitulé « Projections budgétaires 1986 » propose deux scénarios de budgets: le premier en sacrifiant l'ouverture en 1986 de la ligne de métro numéro 5 entre Saint-Michel et de Castelnau, et le second en prévoyant cette ouverture.

Si le tronçon en question n'est pas inauguré en 1986, le pourcentage d'augmentation de la contribution des municipalités sera abaissé à 14,3 p. cent, mais la hausse

générale des tarifs restera à 10 p. cent. En sacrifiant l'ouverture de la ligne 5, le budget serait ramené de \$489,1 millions à \$480,9 millions, soit une différence de moins de \$9 millions.

Il s'agit, dans la première hypothèse, d'une majoration de \$26 millions par rapport au budget de l'an dernier et, dans le cas de la seconde hypothèse, d'une majoration de \$17 millions.

Le tarif simple à \$1

Quelle que soit l'hypothèse retenue, les usagers ne pourront échapper à une hausse générale des tarifs en janvier. Le coût d'un billet simple, en espèces, devrait

alors atteindre le sommet de \$1. Il est encore trop tôt pour savoir de quelle façon pourrait être répartie la hausse entre les diverses catégories d'usagers, ni le pourcentage d'augmentation de la carte mensuelle.

Une chose est cependant assurée: non seulement les tarifs augmenteront mais, en outre, certains services seront abolis ou diminués. Dans une circulaire interne adressée à tous les directeurs de service en date du 13 août, la présidente-directrice générale de la STCUM, Mme Louise Roy, décrète l'établissement immédiat d'un gel

voir STCUM en A 2

SPECTACULAIRE INCENDIE, RUE PAPINEAU



L'incendie inusité d'un camion-citerne rempli d'huile à chauffage a pris l'allure d'une véritable conflagration, hier, lorsque les flammes se sont propagées à six autres véhicules en stationnement. Outre le mastodonte, trois voitures ont été complètement détruites. L'incident s'est produit sur l'heure du midi, en face du 10 200 Papineau, lors d'une livraison de mazout. Selon la police, une défectuosité du système de pompage du camion pourrait être à l'origine de l'accident. Après avoir embrasé le camion, l'huile en feu s'est rapidement communiquée aux autres véhicules. « C'est la première fois que je vois une affaire pareille », a été le seul commentaire des dirigeants de la compagnie d'huile à chauffage G. Hamel, établie à Laval depuis 35 ans.

photo Pierre McCann, LA PRESSE

POUR DÉTERMINER QUI EST SON PÈRE

La cour ordonne une prise de sang sur un bébé de 13 mois

Alors que, très souvent, des hommes se défilent après avoir fait un enfant à une jeune femme, un opérateur de machinerie lourde de la rue Sherbrooke ouest a entamé en cour des procédures pour se faire reconnaître comme le père d'une fillette de 13 mois.

LÉOPOLD LIZOTTE

Tout en consentant à ce que la mère continue à en assurer la garde, il demande à être « condamné » à verser, pour la petite, une pension alimentaire de \$25 par semaine. Mais il insiste pour que l'enfant porte son nom aussi bien que celui de son ancienne compagne, et que des droits de visite lui soient accordés.

Le hic, c'est que la maman affirme que c'est avec un autre homme qu'elle a eu cette enfant, le requérant ayant toujours eu recours à une méthode contraceptive au temps où il avait des relations sexuelles avec elle.

Il y a toutefois un moyen largement reconnu, aujourd'hui, de savoir s'il y a filiation entre l'enfant et celui qui prétend l'avoir engendré: l'expertise sanguine. Un médecin réputé de l'hôpital Maisonneuve est d'ailleurs prêt à procéder à cette expertise.

Pour contrer sa requête, les avocats de la jeune femme ont invoqué l'article 19 du code civil, qui a trait à l'inviolabilité de la personne humaine. Le texte spécifie qu'on ne peut procéder à une telle « violation » sans le

voir BÉBÉ en A 2

AUJOURD'HUI

• NORSK HYDRO

La Société nationale d'électricité de Norvège étudie la possibilité d'aménager à Bécancour une des plus importantes usines d'extraction de magnésium du monde, au coût de \$600 millions.

page C 1

• HYUNDAI À MONTRÉAL

Le fabricant sud-coréen d'automobiles Hyundai construirait une usine d'assemblage de \$200 millions et d'une capacité de 100 000 voitures par année dans la région de Montréal.

page C 1

• NIGERIA

Tout était calme hier soir à Lagos à l'issue d'un putsch qui a renversé le général Buhari au profit d'un autre militaire. On ne signale aucune effusion de sang.

page E 1

• TNM

Après un long intermède, le Théâtre du Nouveau-Monde reprendra ses activités à l'automne en présentant L'Avare de Molière.

page B 1

• DISCOVERY

Lancé en catastrophe entre deux orages, l'équipage de la navette Discovery réussit une première en plaçant deux satellites en orbite au cours de la même journée.

page A 9

• FILMS

Les Montréalais découvrent un grand comédien allemand, Armin Muller-Stahl, dont la personnalité éclate dans trois films actuellement présentés au Festival des Films du Monde.

page B 2

... NOTEZ QUE DURANT LES 24 HEURES DE LA JOURNÉE D'HIER, IL N'Y A PAS EU UN SEUL ACCIDENT D'AVION! ... FAUT L'FAIRE NON! ?

Tout Ottawa l'appelle « Pierre Marc » et le voit comme quelqu'un de la famille

OTTAWA — Avec Pierre Marc Johnson, Brian Mulroney et son entourage voient revivre, avec une incontestable sympathie, une idole de leur jeunesse.

« Je me ferme les yeux, dit un ancien de l'Union nationale évoquant une rencontre avec le fils Johnson, et je me revois en 1966: la même voix, la même poignée de mains que son père ».

« Si Pierre Marc se mettait à reprendre les idées de son père, ajoute un ministre senior du cabinet Mulroney, Dieu qu'il aurait du succès ».

« Il y a entre Brian Mulroney et Pierre Marc Johnson, explique un autre organisateur, important celui-là, plus d'affinités qu'il n'y en aura jamais entre Brian et Robert Bourassa ».

« Daniel Johnson, explique un ancien collaborateur du chef de l'Union nationale, n'a pas seulement appris à Brian Mulroney à boire du scotch à l'eau. Il lui a surtout montré comment attirer



à lui des gens qui ne sont pas de son parti ».

Où qu'on se tourne dans l'entourage de Brian Mulroney, on bute toujours sur un « ancien de l'Union nationale », celle de la fin des années 60, qui fut écartée du pouvoir par Robert Bourassa

et la montée du séparatisme. Comme Brian Mulroney, ces « bieux » se sont tournés vers Ottawa et on les a retrouvés, pendant la campagne électorale de l'été 1984, dans plusieurs postes-clés.

Peter White, celui qui a amené Brian Mulroney à l'Union nationale, était chef de cabinet associé de Daniel Johnson et il occupe aujourd'hui d'importantes fonctions politiques au bureau du premier ministre.

Marcel Masse, aujourd'hui ministre des Communications, donnait à Pierre Marc Johnson l'un de ses premiers emplois au service du Protocole... sous la direction de Jean-Paul L'Allier.

Roch LaSalle, qui a fait ses classes avec Antonio Barrette, fervent de Daniel Johnson et comme lui un « nationaliste qué-

bécois qui ne fait pas peur », vient de se voir confier d'importantes responsabilités politiques à la tête des conservateurs du Québec.

La famille Bertrand: la veuve du successeur de Daniel Johnson représente le comté de Brôme-Missisquoi; sa fille Louise, ancienne adjointe de Rodrigue Biron, est aujourd'hui chef de cabinet d'un autre ministre important de Brian Mulroney, Benoît Bouchard; et le fils, enfin, député à Québec et partisan de M. Johnson comme Rodrigue Biron d'ailleurs.

On pourrait ajouter à cette longue liste de noms des organisateurs-clés de Brian Mulroney au Québec, feu Rodrigue Pageau en premier lieu mais aussi les Ma-

voir PIERRE MARC en A 2

Méfiez-vous du froid qui survient en décembre, janvier et février dans certains îles et certains pays du Sud. En Haïti, la chaleur vous est garantie ou, si le froid vous empêche de vous baigner dans la mer, vous obtiendrez le remboursement intégral et votre forfait.

CHALEUR GARANTIE

NOËL EN HAÏTI 552\$

OU ARGENT REMIS

INCLUNT: avion, hôtel et transfert

Consultez notre brochure disponible chez votre agence de voyages.

HAÏTI TOURS

A PARTIR DE 552\$

La police surveillera bien les écoliers... pendant 2 semaines

La police de la CUM n'a pas mis de temps à réagir aux plaintes du Conseil scolaire de l'île de Montréal, en annonçant à son tour, hier, qu'elle allait accroître la surveillance des zones d'écoliers, au cours des deux prochaines semaines.

Comme c'est le cas depuis quelques années, les policiers porteront une attention spéciale aux automobilistes qui excèdent les limites de vitesse ou qui dépassent les autobus scolaires immobilisés. On ne tolérera pas non plus les véhicules stationnés illégalement aux abords des écoles.

« En cette période de l'année, la sécurité de l'écolier devient une priorité. Il s'agit de rappeler aux automobilistes qu'ils doivent se montrer doublement prudents, au moment où des milliers d'élèves, encore étourdis par les vacances, reprennent le chemin de l'école », a expliqué un porte-parole du directeur Alain Saint-Germain, de la police de la CUM.

Durant ces deux semaines, les policiers visiteront également les écoles afin de rafraîchir la mémoire des professeurs et des élèves sur les règles élémentaires de sécurité. Ils vérifieront aussi l'état des autobus.

Au cours de deux premières semaines qui ont suivi la rentrée, l'an passé, les policiers montréalais avaient distribué pas moins de 2033 contraventions. Néanmoins, 27 enfants âgés de 5 à 14 ans avaient été blessés: neuf se déplaçaient à pied, douze à bicyclette, tandis que les six autres prenaient place dans des véhicules.

Éviter de jouer dans la rue, traverser seulement aux intersections, porter des vêtements de couleurs vives, voilà les principales recommandations que l'on fait aux enfants. À ceux qui prennent l'autobus, on conseille d'attendre que le véhicule soit complètement arrêté avant de s'en approcher, puis d'y monter un à un, sans bousculade.

À la CÉCM, les 102 000 élèves devront travailler plus fort

Les 102 000 élèves de la Commission des écoles catholiques de Montréal qui rentrent aujourd'hui en classe peuvent s'attendre à devoir travailler fort pour devenir meilleurs.

ANDRÉ NOËL

« Le système (scolaire) public fait l'objet de critiques sérieuses », a dit hier le président de la CÉCM, Michel Pallascio, ajoutant qu'il faut cette année viser « un idéal d'excellence ».

Plus de 17 p. cent des élèves ont échoué aux examens de la cinquième du secondaire, en juin dernier, au Québec, selon des données fournies par le cabinet du ministre de l'Éducation, François Gendron.

La CÉCM n'a pas encore complété ses chiffres, mais il y a peu de chances qu'elle ait fait meilleure figure.

Les 120 écoles de la commission scolaire évalueront de plus en plus les élèves.

Déjà l'an dernier, les élèves

des six premières classes du primaire ont subi des examens en français et en mathématiques, ce qui ne se faisait pas avant.

M. Pallascio a dit que les autres mesures de redressement comprennent:

■ l'analyse détaillée des bulletins de chaque élève pour y déceler les faiblesses;

■ un resserrement du contrôle des absences;

■ des cours de récupération et une session de reprise des examens en mathématiques, français et anglais, langue seconde;

■ une révision des règles de promotion au primaire et au secondaire.

À titre d'expérience, des écoles doubleront le temps consacré à une matière donnée pour permettre aux élèves de reprendre l'année échouée tout en faisant l'année courante.

Les États généraux

Soucieux de la qualité de l'enseignement, M. Pallascio a dit que la CÉCM allait discuter de sa

participation éventuelle aux États généraux sur l'éducation.

Les États généraux sont organisés par la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec, dont s'est retirée la CÉCM cette année. Ils commenceront par des rencontres régionales en novembre et culmineront en avril par un grand congrès, à Montréal, sous le thème de l'excellence.

La participation du ministère de l'Éducation et de la Centrale de l'enseignement du Québec est presque assurée. Il s'agira d'un événement majeur dans les milieux de l'éducation.

Nouveaux services

M. Pallascio a par ailleurs annoncé de nouveaux services à la CÉCM:

■ les écoles primaires françaises Saint-Justin (5005 Mousseau) et Saint-Benoît (500 du Mont Cassin) et une autre à déterminer offriront: une concentration en anglais, langue seconde;

■ l'école primaire Sainte-Grétrude (11813 Gertrude) offrira une concentration en arts;

■ de nouveaux services aux enfants en difficulté commenceront cette année aux écoles secondaires Le Tremplin (au sein de la polyvalente Edouard-Montpetit, 6200 Pierre-de-Coubertin), Hen-



Michel Pallascio, président de la CÉCM.

ri-Julien (8735 Henri-Julien) et William Hingston (415 Saint-Roch).

Enfin, le régime d'optio: entre l'enseignement religieux et l'enseignement moral s'appliquera dans toutes les écoles. Il remplace le régime d'exemption qui obligeait des parents à faire une demande spéciale pour exempter leur enfant des cours de religion.

ARTISTES-PEINTRES ET AMUSEURS PUBLICS CONSERVENT LEURS PRIVILÈGES

Montréal chasse les artisans de la rue

À compter d'aujourd'hui, les artisans qui offraient leurs oeuvres en vente aux passants seront chassés de la rue en vertu d'un nouveau règlement municipal adopté hier soir en dépit de l'opposition manifestée par le

DENIS MASSE

Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal. Le parti d'opposition à l'hôtel de ville estime en effet que ce règlement est discriminatoire parce qu'il privilégie les artistes-peintres au détriment des autres créateurs comme les photographes, les orfèvres, les artisans du cuir.

Selon le nouveau règlement, seuls les artistes-peintres et les amuseurs publics seront autorisés, moyennant l'obtention d'un permis, à vendre exclusivement leurs propres oeuvres signées ou

à créer de l'animation sur le domaine public.

Le RCM s'étonne qu'une telle intervention survienne à cette période-ci de l'année alors que le tourisme tire à sa fin. Cette formation politique pense que l'administration aurait pu facilement y surseoir jusqu'à l'année prochaine et aurait ainsi eu le temps d'approfondir ses consultations avec le milieu et, surtout, de mieux définir les différentes catégories d'artistes créateurs.

De son côté, l'administration est soucieuse de débarrasser les rues de Montréal de quantité de revendeurs qui n'offraient souvent rien d'autre que de la pacotille et, en certains cas, livraient une concurrence indue aux boutiquiers en vendant des lunettes, des tee-shirts, voire des hamacs.

Le vice-président du Comité exécutif, M. Pierre Lorange, qui

a piloté ce dossier, a précisé que les endroits où les artistes-peintres seraient admis, seraient multipliés par trois. Ainsi, il leur sera désormais permis de se tenir sur les rues Prince-Arthur, Duluth et Saint-Amable ainsi que sur les places Dominion, Philips, McGill College, Pasteur, Marché Bon Secours et du Forum.

Rénovation de la gare Dalhousie

Le conseil municipal a autorisé le versement d'une somme d'un million de dollars pour la restauration de l'ancienne gare Dalhousie, entre les rues Saint-Antoine et Notre-Dame, et a confié à la Société immobilière du patrimoine architectural (SIMPA) la tâche de coordonner le recyclage du vieux bâtiment, témoin de la naissance du Grand Tronc, au siècle dernier.

En recommandant cette décision, le président du comité exécutif, M. Yvon Lamarre, a déclaré que l'administration municipale voulait montrer au Canadien Pacifique, toujours propriétaire d'une cour de triage à proximité de la gare, tout le sérieux avec lequel elle envisageait l'aménagement, dans ce secteur, du Musée ferroviaire canadien qui se trouve actuellement à Saint-Constant.

De leur côté, les membres du RCM ont voté contre cette résolution en soutenant qu'elle leur paraissait prématurée, la vocation de l'ancienne gare n'étant pas encore définie et l'immeuble lui-même se trouvant isolé par rapport au reste du Vieux-Port et du Vieux-Montréal. Selon eux, d'autres priorités auraient pu être comblées par l'octroi d'un million de dollars.

BÉBÉ

SUITE DE LA PAGE A 1

consentement de la personne ou sans y être autorisé par la loi.

Dans ce cas-ci, évidemment, l'enfant est trop jeune pour dire oui ou non, et son tuteur s'oppose à toute prise de sang, si infime que soit la quantité nécessaire.

Saisi du problème, le juge Claude Guérin, de la Cour supérieure, vient de décider qu'il est manifestement de l'intérêt de l'enfant de connaître son père. Il soutient que, selon le même intérêt qu'elle doit porter à sa fille, la maman a l'obligation

première de lui faire connaître le nom du véritable géniteur.

Le magistrat rappelle que, d'un autre côté, la loi ne donne pas un droit strict au refus d'une telle expertise, et qu'une jurisprudence abondante s'est créée pour forcer nombre de parents d'accepter pour leurs rejetons en danger, des transfusions auxquelles ils étaient farouchement opposés. Pour des motifs religieux dans bien des cas.

Considérant que, dans ce cas-ci, le prélèvement envisagé, indolore, ne causera aucun tort à la fillette, le juge Guérin l'ordonne en soulignant que la justice et la vérité valent bien quelques gouttes de sang.

STCUM

SUITE DE LA PAGE A 1

décède l'établissement immédiat d'un gel de l'embauche et d'un contrôle serré du temps supplémentaire.

Elle ajoute qu'en vue de redresser la situation financière actuelle, il faut dès maintenant se limiter aux dépenses strictement essentielles et retarder l'octroi de tout contrat extérieur, même ceux ayant fait l'objet d'une acceptation d'appel d'offres.

Dans un autre document daté du 13 août, le trésorier et contrôleur de la STCUM, M. Robert Dion, suggère toute une série de mesures destinées à alléger la charge financière en 1986, notamment la fermeture des lignes de métro trente minutes plus tôt en soirée. Cette réduction des heures de service entraînerait de plus une réduction de service sur 57 lignes de surface et une économie globale de 53 100 heures de travail.

Le même document propose une réduction de service sur certaines lignes de surface les samedis et dimanches. L'économie totale engendrée par ce scénario serait de l'ordre de 81 300 heures. Il est également question d'une réduction de service sur certaines lignes de surface, en soirée, les jours de semaine, de façon à économiser 42 100 heures additionnelles.

À elles seules, ces trois mesures permettraient d'économiser 176 500 heures de travail durant l'année.

DesMarais

Le président de la CUM, M. Pierre DesMarais, n'a pas voulu commenter ces scénarios de la STCUM, soulignant qu'il attendra de recevoir des documents officiels avant de déclarer quoi que ce soit. Il a cependant rappelé que la STCUM doit soumettre son budget au plus tard le 1er oc-

tobre et que ce sont les élus qui seront appelés à approuver, à modifier ou à rejeter les propositions financières du transport en commun.

Pour ce qui est de la ligne de métro numéro 5, le président de la CUM a déjà déclaré qu'il ne prévoyait pas sa mise en service en 1986.

De leur côté, certains maires de banlieue ont déclaré que ces hypothèses de la STCUM n'ont pas de quoi étonner outre mesure. Le maire Guy Descary, de Lachine, estime qu'il va falloir payer ce qu'il faut pour assurer les services de transport. M. Descary a aussi signalé qu'une prévision de hausse des tarifs de 10 p. cent n'est pas exagérée dans le contexte actuel, même si elle double l'indice de la hausse du coût de la vie. Il a rappelé que c'est à Montréal que le transport en commun coûte le moins cher aux usagers.

Yves Ryan

Selon le maire Yves Ryan, de Montréal-Nord, il n'est pas question de réduire les services avant d'étudier sérieusement les retombées d'un tel geste. M. Ryan a émis la crainte qu'une réduction de service entraîne une baisse de la clientèle. Il a aussi dit que le commerce de certains secteurs de Montréal est directement lié aux heures de service du métro. Retraîner trente minutes au dernier train circulant dans le centre-ville pourrait signifier, selon lui, une sérieuse perte de clientèle pour les cinémas et les restaurants.

Par ailleurs, M. Ryan — autant que M. Descary — favorise la non-ouverture en 1986 de la ligne numéro 5. Le maire de Montréal-Nord estime qu'en réglant le problème de l'absentéisme à la STCUM, on pourrait récupérer plusieurs millions par année. Enfin, à l'instar d'autres maires, il souligne que le gouvernement du Québec devra réévaluer à la hausse ses contributions annuelles au transport en commun.



FLORE D'ICI

avec Florian Bernard

LA MOLÈNE (verbascum)

— 46 —

■ Molène géante, tabac du diable, bouillon blanc, plante bonhomme, sont autant de noms communs qu'on donne à la molène (verbascum), une plante remarquable dont on trouve deux espèces au Québec et plus d'une centaine en Europe.

C'est une plante haute, dressée, à longue tige recouverte de larges feuilles comme celles du tabac, au sommet recouvert de ravissantes fleurs blanches ou jaunes. La plante est recouverte d'une couche laineuse et persistante. Elle fleurit l'été dans les lieux très secs et bien éclairés, à proximité des rochers et au bord des routes.

Au Nouveau-Brunswick les Acadiens donnent à cette plante son vieux nom européen de «bouillon blanc», dérivé du mot «bouillée» qui signifie une touffe d'herbe ou de branches, notamment dans le Poitou et en Vendée. Les Indiens et les premiers colons insuflaient les fleurs de la molène pour en faire une boisson rafraîchissante.

La molène blattaria — molène blattaire — commune dans la région de Montréal — posséderait la propriété de chasser les blattes, d'où l'origine de son nom. C'est une plante glabre aux larges feuilles embrassantes, comme celles du tabac, aux belles fleurs jaune vif à cœur violet, de toute beauté. La floraison a lieu durant l'été.



La Quotidienne	à trois chiffres	à quatre chiffres
	978	8199

LA MÉTÉO

Mercredi, 28 août 1985

AUJOURD'HUI: Min.: 14° Max.: 23°

ENSOLEILLÉ AVEC PASSAGES NUAGEUX, VENTS MODÉRÉS

DEMAIN: ENNUAGEMENT

Québec		
Abitibi	9	19
Outaouais	13	22
Laurier	14	23
Contons de l'Est	13	22
Mauricie	13	22
Québec	13	21
Lac-Saint-Jean	11	20
Rimouski	14	19
Gaspésie	13	16
Bas-Caraïbe	14	19
Sept-Îles	13	16
Canada		
Victoria	8	24
Edmonton	4	17
Regina	10	22
Winnipeg	15	26
Toronto	19	24
Fredericton	13	21
Halifax	14	18
Charlottetown	16	18
Saint-Jean	14	18

États-Unis		
Boston	18	21
Buffalo	18	28
Chicago	14	26
Miami	26	32
New York	23	29
N.-Orléans	20	30
Pittsburgh	17	26
S. Francisco	13	19
Washington	22	29
Dallas	21	34
les capitales		
Amsterdam	11	23
Athènes	21	36
Acapulco	25	32
Berlin	13	20
Bruxelles	6	23
Buenos Aires	13	14
Copenhague	11	19
Genève	13	18
Hong Kong	25	26
La Caire	22	34
Libonne	15	28
Londres	11	21
Madrid	12	26
Moscou	15	26
Mexico	13	21
Oly.	6	13
Paris	10	20
Rome	23	30
Seoul	24	26
Stockholm	13	18
Tokyo	25	31
Trinidad	23	33
Vienne	13	17

PIERRE MARC

SUITE DE LA PAGE A 1

rio Beaulieu, Jean Loïselle, Christian Viens, Claude Dupras, Jean-Yves Lortie, etc.

Et à Québec, on s'en est vite rendu compte, Brian Mulroney n'est pas sans amis: Guy Chevrette bien sûr, un connaissance de la Commission Cliche, mais aussi Jérôme Proulx, Maurice Martel, l'actuel ministre du Revenu qui comme M. Mulroney militait dans les associations étudiantes de l'Union nationale au début des années 60.

Il y a même un autre candidat à la direction du PQ, Guy Bertrand qui, avec Marcel Masse en 1965, travailla à l'élaboration du programme politique qui devait permettre en 1966 à Daniel Johnson de prendre le pouvoir.

Par contre, les jeunes députés de Brian Mulroney qui n'ont aucune histoire commune ni avec

l'Union nationale ni avec le Parti québécois semblent partagés entre plusieurs candidats et notamment Mme Pauline Marois et Jean Garon. Leur sympathie va d'abord au Parti québécois pour lequel une majorité a voté en 1976 et en 1981.

Parmi les dirigeants québécois du Parti conservateur à Ottawa, Pierre Marc Johnson est donc perçu comme un fils de bonne famille, le « fils de son père ». Ce qui n'empêche pas quelques « vrais bleus » de rappeler qu'il a voté pour toutes les lois du Parti québécois et qui voient en lui un « nationaliste de gauche ».

Même les conservateurs du Canada anglais s'intéressent au « phénomène Johnson » parce qu'ils savent, sans trop connaître les détails, que c'est le même clan que celui de Brian Mulroney qui tente de faire une rentrée politique au Québec. Et

c'est encore le même qui, en 1968, permettait à l'un des leurs, John Diefenbaker, de faire une percée au Québec.

Mais les stratèges du Parti conservateur, ministres et organisateurs, attachent autant d'importance politique à l'éclatement du PQ — provoqué par Daniel Johnson — qu'à la nostalgie de la belle époque de l'Union nationale.

D'une façon ou d'une autre, confient un ministre important et l'un des principaux organisateurs conservateurs du Québec, la porte est maintenant ouverte à la création d'un Parti conservateur au Québec après les élections provinciales:

■ Si Bourassa se fait battre, expliquent-ils, ce sera la troisième défaite d'affilée pour les libéraux et ils ne pourront plus se poser en défenseurs du fédéralisme au Québec. Le moment créé par la victoire de Da-

vid Peterson en Ontario est stoppé net. Il faudra une alternative au Parti québécois et ce sera nous ».

■ Si Johnson se fait battre, poursuivent-ils, c'est l'éclatement du PQ et il faut proposer, en face des libéraux, un parti nationaliste de droite. C'est pourquoi d'ailleurs, ajoute un ministre de Brian Mulroney d'un air condescendant, André Asselin vient un peu mêler les cartes avec son Parti conservateur du Québec avant les élections provinciales.

Dans les cabinets de ministres, enfin, on est trop occupé pour suivre de près la campagne au leadership, d'autant plus qu'on prend son résultat pour acquis. Mais on ajoute: « Il y a des gens à Ottawa qui aimeraient bien voir une lutte Johnson-Bourassa. Entre le coeur et la raison, il y a des liens de l'Histoire qu'on ne brise pas facilement ».

L'HÉROÏNOMANE ACCUSÉ D'HOMICIDE

Sympathie, mais refus de cautionnement

■ Tout en montrant beaucoup de sympathie à l'égard de Ben Gagnery, jeune peintre en bâtiments accusé d'avoir mis fin aux jours de sa compagne en lui administrant une dose mortelle d'héroïne, le juge Luc Trudel, de la Correctionnelle, lui a refusé hier tout cautionnement en attendant la tenue de l'enquête préliminaire.

Il s'est ainsi rendu aux représentations du procureur de la Couronne, Me Yves Berthiaume, qui s'opposait à la remise en liberté du prévenu, inculpé d'homicide involontaire. Me Berthiaume avait voqué les deux raisons prévues par le code, soit la possibilité que le prévenu ne soit pas présent au stade ultérieur de la procédure et le fait que l'intérêt public pourrait être desservi par une telle libération.

En faveur du cautionnement, l'avocat de la défense, Me Léonard Waxman, avait choisi de faire entendre le prévenu lui-même, puis sa mère, mais seulement après avoir obtenu une ordonnance de non-publication qui interdit toute relation des propos, à certains moments fort pathétiques, de celui qui, le 23 juillet dernier, a vu son amie Anne-Marie d'Amour, 21 ans, trépasser dans ses bras après avoir été piquée à l'héroïne à son retour d'une douloureuse visite chez le dentiste.

Au cours de la matinée, Me Berthiaume avait tenté à plusieurs reprises d'amorcer l'enquête, en soulignant à mots volés que la tenue de celle-ci pouvait être compromise si on la retardait de quelques heures encore. On devina alors que la crainte était forte que le prévenu ne soit pas en état de faire face à la cour.

Lorsqu'il y entra finalement, en après-midi, l'accusé paraissait effectivement anxieux, sinon un peu prostré. Mais lorsque son avocat l'appela finalement à la barre pour exposer les raisons qui devaient inciter le magistrat à le renvoyer auprès de sa fillette de trois ans, c'est d'une voix particulièrement assurée qu'il répondit à toutes les questions pendant une vingtaine de minutes.

À la fin, toutefois, le juge Trudel écarta sa requête, mais non sans lui avoir exprimé sa sympathie et lui avoir rappelé qu'un tribunal supérieur pouvait bien être appelé à réviser sa décision.

Pas de walkman pour les cyclistes

■ L'unanimité a été faite hier soir au conseil municipal de Montréal autour d'un projet de règlement qui interdira aux cyclistes de porter des écouteurs quand ils circuleront sur les voies publiques. L'administration municipale est d'avis que le port de baladeurs (walkman) est dangereux puisqu'ils empêchent les cyclistes d'entendre autour d'eux et qu'elle se doit de protéger ses citoyens même contre leur gré.

Ce règlement municipal va au-delà du code de la sécurité routière mais l'administration juge utile de le présenter. Le RCM a approuvé le projet en première lecture mais aurait souhaité que l'administration aille plus loin en prenant des mesures, par exemple, pour éliminer les dangers posés par des automobilistes qui ouvrent leurs portières de gauche sans se soucier des cyclistes qui doivent raser les voitures en stationnement.

Quadruplés en Ontario

■ Une femme de Peterborough a donné naissance hier à quatre garçons. C'était la deuxième fois cette année que des quadruplés naissent dans cette ville. Les parents sont Valerie Koning, 32 ans, et Bryan Keelan, 32 ans, ingénieur électricien. Les bébés sont nés par voie de césarienne.

Cols blancs de Verdun en grève?

■ C'est dans une proportion de 75 p. cent que les cols blancs de Verdun ont accordé un mandat de grève à leurs dirigeants syndicaux. Ces employés sont affiliés au Syndicat canadien de la fonction publique.

Ils accusent la Ville d'arranger à leur endroit car, après avoir signé une entente avec ses cols bleus, prévoyant des hausses salariales de huit et de 6,5 p. cent, Verdun n'offre aucune augmentation aux cols blancs la première année et seulement trois p. cent pour chacune des deux années subséquentes.

Sitôt libérés, les Hell's reprennent la guérilla judiciaire pour ne pas témoigner



Jacques Pelletier, un des quatre Hell's libérés hier. téléphoto CP

■ JOLIETTE - Le juge Jean-B. Falardeau a ordonné à Robert « Tiny » Richard, un des quatre motards libérés hier, de témoigner à l'enquête portant sur la mort des six Hell's Angels de Laval.

RAYMOND GERVAIS

Mais son avocat, Me Jacques Bouchard, conteste la décision du coroner et inscrira dès aujourd'hui, une requête en bref d'évocation devant la Cour supérieure, visant à casser la décision du juge Falardeau et à empêcher ainsi que son client soit appelé à la barre des témoins.

Afin de parer à toute éventualité, Me Bouchard tentera aussi d'obtenir un sursis de la Cour supérieure afin de faire retarder le témoignage de son client prévu pour jeudi, le 5 septembre. Jusqu'à ce que la Cour se prononce sur la requête en bref d'évocation.

En rendant sa décision, le juge Falardeau a cité une volumineuse jurisprudence sur laquelle il base sa décision et étend celle-ci

à l'ensemble des témoins importants qui seront appelés à témoigner dans la présente enquête.

Me Bouchard estime que ses clients ne peuvent être contraints à témoigner puisque le procureur général a admis que des accusations pourraient être portées contre les motards. Au dire de l'avocat, les témoins deviennent alors des accusés potentiels et par conséquent devraient jouir des mêmes privilèges qu'un accusé et ne pas être forcé de rendre témoignage.

Quatre motards libérés

Ce n'est par ailleurs qu'en fin d'après-midi hier que trois des quatre motards qui devaient être libérés sous cautionnement, selon la décision du coroner, ont pu reprendre la liberté dont ils étaient privés depuis deux mois.

Jacques Pelletier a été le premier à se retrouver à l'air libre, vers midi. Dans son cas le cautionnement de \$100 000 n'a pas tardé à venir. Il a quitté le palais de justice de Joliette en compagnie d'un ami dans la trentaine venu le chercher en camionnette noire.

Mais pour les trois autres, Robert Richard, Guy Rodrigue et Richard Rousseau, les formalités ont traîné en longueur, les cautionnements sont arrivés tard si bien qu'ils n'ont quitté les lieux que vers 16h après avoir obtenu quelques modifications dans les conditions posées par le coroner.

Le juge Jean-B. Falardeau avait ordonné aux motards de ne pas communiquer entre eux et cela justement leur posait un problème puisqu'ils devaient entrer chez eux à bord du même véhicule.

Le coroner a accepté de bonne grâce de faire exception pour l'occasion. Ainsi, Robert « Tiny » Richard, Guy « Mouski » Rodrigue et Richard Rousseau, se sont engouffrés dans une automobile de couleur noire, une Nova SS qui a démarré en trombe du stationnement du Palais de Justice sous le regard inquiet de plusieurs policiers de la Sûreté du Québec.

Voyant le trio quitter le stationnement, un membre de la SQ a dit à un autre policier: « Je me demande si on les reverra la semaine prochaine ? »

Du Mount Royal High à l'école Mont-Royal

■ Le Mount Royal High School, jusqu'ici fréquenté par quelque 1 100 élèves anglophones et protestants, va être envahi, demain, par 600 écoliers de langue française. Devenue française de fait, il semble qu'elle le sera également de nom d'ici peu. Ce sera l'école Mont-Royal.

Le juge Pierre Michaud, de la Cour supérieure, a rejeté hier la requête en injonction qu'avaient présentée les dirigeants du groupe des anciens élèves désireux de faire échec au changement de statut linguistique décrété le 30 janvier dernier par la Commission scolaire protestante du Grand Montréal. Évidemment déçu, le groupe, représenté par Me Julius Grey, n'a pu indiquer immédiatement toutefois si un appel allait être logé.

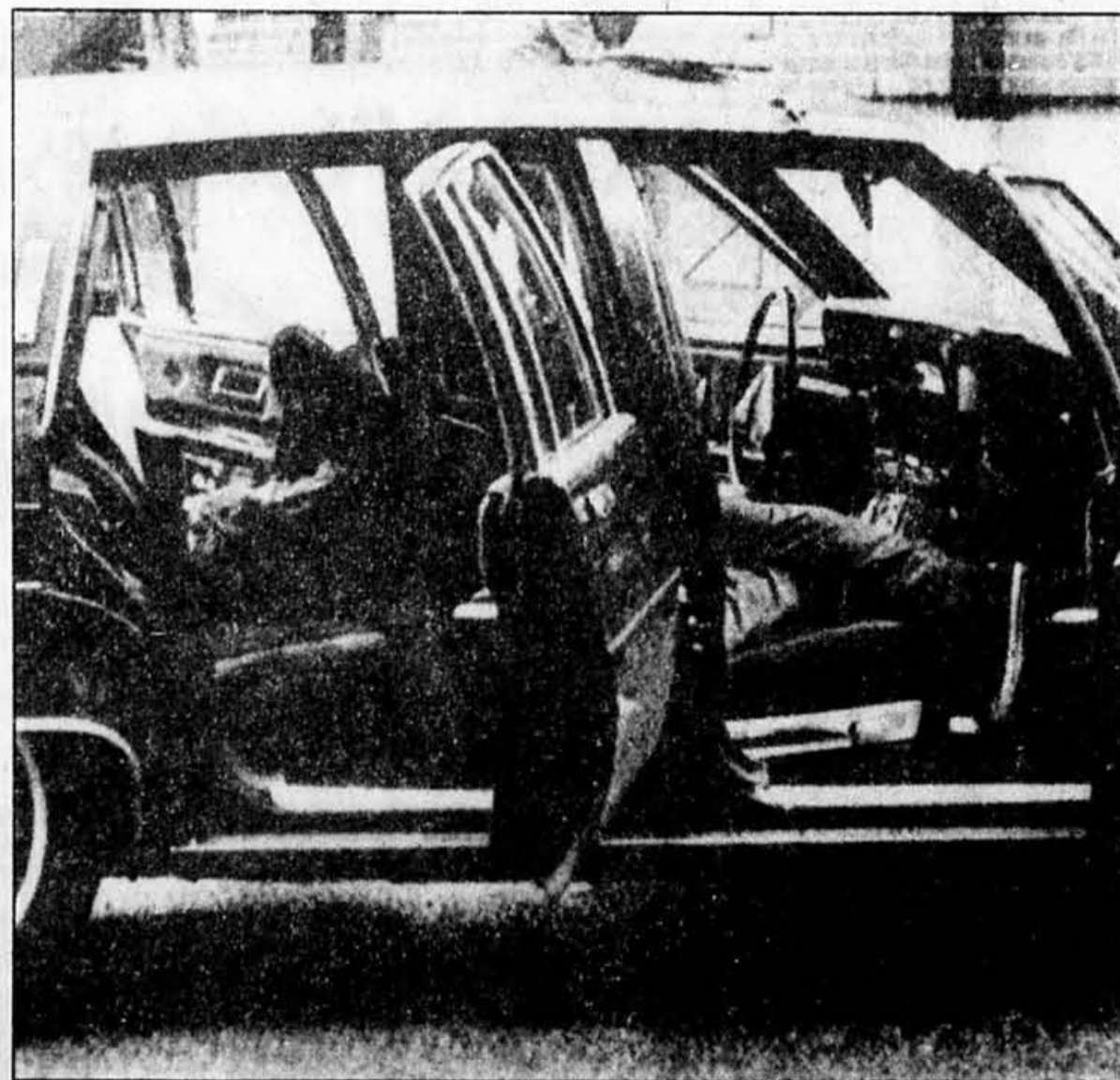
Quant au représentant de la commission, il a convenu que ce pouvait être un dénouement douloureux pour certains, mais qu'il fallait faire face au double problème: la diminution marquée du nombre d'élèves anglophones et la nécessité de trouver une école pour les francophones.

Le juge Michaud a rejeté les principaux arguments des requérants, tant sur l'illégalité de la résolution adoptée au début de l'hiver, que sur l'insuffisance de la consultation faite auprès des parents.

Les demandeurs avaient également invoqué le jugement rendu en juin par le juge André Brossard, déclarant invalide la loi 3 sur la restructuration scolaire. Mais comme il n'y a pas eu, de la part du gouvernement,

quelque demande de sursis de sa décision, en dépit d'un appel rapidement logé, le tribunal en vient à la conclusion que cette décision est applicable. Et que, conséquemment, on n'avait pas à obtenir l'approbation formelle du ministre de l'Éducation pour changer la vocation linguistique de cette école.

Au chapitre des inconvénients, qui sont déterminants en pareille procédure, il va sans dire, le tribunal a évidemment souligné que les inscriptions des étudiants francophones dans la nouvelle institution mise à leur disposition étaient à peu près complètes. Il a signalé que les élèves anglophones délogés étaient eux aussi, pour la plupart, déjà inscrits dans d'autres écoles et a souligné enfin les inconvénients qu'auraient à subir les professeurs.



Le corps de Michel Boulianne a été retrouvé dans sa voiture-taxi, hier, par la police, dans le stationnement d'une école de Trois-Rivières. photolaser PC

Un chauffeur de taxi assassiné dans sa voiture à Trois-Rivières

■ TROIS-RIVIERES (PC) — La Sûreté du Québec enquête pour retrouver le ou les auteurs du meurtre d'un chauffeur de taxi de Trois-Rivières dont le cadavre a été découvert hier dans sa voiture.

La victime a été identifiée comme étant M. Michel Boulianne, 36 ans, de Trois-Rivières-Ouest.

Le rapport préliminaire de l'autopsie pratiquée à l'Institut de médecine légale et de police scientifique de Montréal a révélé que le chauffeur de taxi avait été poignardé à plusieurs reprises à l'abdomen et au dos.

M. Boulianne avait été porté disparu par son épouse lundi soir. C'est vers 05h00 hier matin que sa voi-

ture-taxi a été localisée dans le stationnement d'une école par des policiers municipaux de Trois-Rivières.

Selon la police, le meurtre aurait été commis dans la nuit de dimanche à lundi et le vol pourrait être le mobile puisque le porte-monnaie de M. Boulianne n'a pas été retrouvé.

L'enquête a révélé qu'il avait fait monter des clients près d'un bar du centre-ville vers 4h40 dimanche matin.

M. Boulianne était chauffeur de taxi depuis trois ou quatre ans mais ce n'est que depuis le mois de juin qu'il exploitait sa propre voiture.



Lucien Caron, devant l'hôtel de ville de Verdun, où il a oeuvré pendant vingt ans. photo P.H. Talbot, LA PRESSE

Lucien Caron: 20 ans de service à Verdun

■ Dans un mois, à peine, le maire Lucien Caron de Verdun quittera pour toujours son fauteuil de l'hôtel de ville. C'est une décision qui pèse lourd et qui le remplit de tristesse. Après avoir consacré de nombreuses heures chaque semaine à l'hôtel

Son père était capitaine de police et son grand père était assistant-directeur du service de police de Verdun. « Chez nous, dit-il, tout le monde parlait d'affaires municipales, de loi et de maintien de la paix. Cet environnement a sûrement modelé mon goût pour la politique ».

S'il quitte la mairie de Verdun, M. Caron n'abandonne pas pour autant son poste de député libéral du comté à l'Assemblée nationale. « Je ne pourrais pas me passer de politique active » a-t-il confié à LA PRESSE, ajoutant que depuis plusieurs années il sacrifie même ses vacances annuelles pour demeurer près de ses électeurs.

En 1966, lors de son premier mandat, le budget de Verdun était de \$5 millions. Il est maintenant de \$40 millions. « J'ai donné à Verdun des institutions dont je révais depuis des années. Je pars heureux, conscient d'avoir fait mon devoir et surtout d'avoir conservé l'estime de tous les citoyens ».

FLORIAN BERNARD

de ville, et ceci depuis près de 20 ans, le maire Caron — de son propre aveu — va ressentir durement cette brisure. À LA PRESSE, hier, M. Caron a confié ses impressions.

Il est venu à la politique tôt parce que, dit-il, je n'ai pas eu d'enfants et que je ressentais le besoin de travailler pour la collectivité, notamment les jeunes. C'est d'abord pour doter la ville de services améliorés de récréation et de loisirs qu'il s'est fait élire comme conseiller le 4 avril 1966, ne se doutant pas qu'il resterait en poste durant 20 ans, dont deux mandats à la mairie.

Un « feu de misère »

■ Trois commerces ont été lourdement endommagés, hier, à la suite d'un « feu de misère » qui a dévasté un immeuble de deux étages, au 7192 rue Saint-Hubert. Huit logements ont aussi été endommagés par la fumée.

Les pompiers ont dû travailler d'arrache-pied pendant près de deux heures pour maîtriser les flammes qui ont pris naissance dans des amas de tissus entrepo-

sés au sous-sol de l'édifice. Une soixantaine de pompiers ont répondu à l'appel.

« Il s'agit d'un feu de misère typique, comme on dit dans le métier », a expliqué l'assistant-directeur Georges Gagnon. Ce type d'incendie se déclare dans des endroits difficilement accessibles et pratiquement impossibles à ventiler. Un pompier a été blessé à une jambe au cours des opérations.

Une cour américaine: la sodomie est anticonstitutionnelle

■ LA NOUVELLE ORLÉANS (AFP) — Une cour d'appel fédérale américaine a estimé conforme à la constitution une loi du Texas interdisant la sodomie entre homosexuels.

Par 9 voix contre 7, les magistrats de la 5ème cour d'appel régionale de la Nouvelle-Orléans (Louisiane) ont renversé lundi deux jugements précédents, considérant que la moralité devait être respectée, que depuis sept siècles, la culture occidentale était fortement hostile aux moeurs homosexuelles et que la

nouvelle loi était nécessaire pour contrôler la propagation du SIDA.

Un million de Texans sont revenus des criminels, a déclaré M. Tom Coleman, président d'une association texane de défense des droits de l'homme qui a fait part de son intention de porter l'affaire devant la cour suprême des États-Unis.

Un des magistrats de la cour d'appel en désaccord avec l'arrêt adopté a estimé que la loi viole le droit des citoyens au respect de leur vie privée.

Leblanc-Bantey et Paquette préfèrent Garon

« Dans le contexte actuel, il ne serait peut-être pas mauvais que le Québec soit dirigé par Jean Garon ».

PIERRE VENNAT

Tel est du moins l'avis « personnel » de l'ex-ministre Denise LeBlanc-Bantey, présidente du Rassemblement démocratique pour l'indépendance. Si celle-ci se réjouit par ailleurs de voir deux femmes sur les rangs, elle juge néanmoins « inacceptable » leur candidature à la succession de René Lévesque, leur reprochant d'avoir placé leurs convictions indépendantistes sous le boisseau.

Son collègue Gilbert Paquette abonde dans le même sens, estimant que comparativement à Pierre Marc Johnson ou même Pauline Marois, la candidature de Jean Garon est un « moindre mal ».

M. Paquette pense qu'en se disant d'accord avec le rêve, mais en ajoutant qu'il ne veut pas que la souveraineté devienne un cauchemar, M. Johnson travaille, dans les faits, contre l'idée, car il accredité la thèse voulant que la souveraineté pourrait être cause de cauchemar pour les Québécois.

À cela, Mme LeBlanc-Bantey ajoute qu'en huit ans de vie parlementaire, elle s'est rendu compte que bon nombre de députés libéraux sont aussi nationalistes que plusieurs péquistes actuels, notamment M. Johnson.

Les deux représentants du RDI ne croient pas, d'autre part, que l'élection de M. Garon changerait quelque chose au fait que les indépendantistes ne sont plus qu'une minorité au sein du PQ.

Un parti: pas maintenant

De la conférence de presse

qu'ils ont donné hier au nom de leur mouvement, il ressort que:

• Après quatre mois d'existence, le mouvement ne compte que sur un effectif qui « frise » les 2,000 membres et n'a amassé que \$30,000 lors de sa campagne de financement;

• il serait donc illusoire pour lui de songer à se transformer en parti politique avant le printemps, alors qu'une décision à ce sujet sera prise en congrès d'orientation. Le RDI espère être alors gonflé des nombreux péquistes qui sortiront déçus de la lutte au leadership du PQ. Un appel leur a été lancé hier pour qu'ils se rallient au plus tôt au RDI;

• en conséquence, on considère qu'une initiative comme celle du Parti indépendantiste fondé récemment par Denis Monière équivaut à placer la charrue avant les boeufs;

• la lutte que mène Guy Bertrand arrive trop tard. Il aurait fallu qu'elle se fasse le 19 janvier pour éviter le virage idéologique du parti. Même si le PQ compte encore plus de membres indépendantistes que le RDI, il s'agit d'une minorité qui ne peut rien faire à l'intérieur de ce parti.

Mme LeBlanc-Bantey et M. Paquette ne veulent pas dire s'ils seront à nouveau candidats aux prochaines élections. De leurs propos, il ressort néanmoins que dans le cas de Mme LeBlanc-Bantey, c'est peu probable, tandis que M. Paquette semble tenté. Il trouverait dommage qu'il n'y ait aucun candidat pour mousser l'idéal indépendantiste lors de ce scrutin.

En attendant, on tiendra une « réunion élargie » et publique le 14 septembre à Montréal, puis on partira en « tournée de l'indépendance » du premier octobre au 30 novembre.

JOHNSON ÉGALEMENT BON PREMIER DANS L'OUTAOUAIS Marois a le vent dans les voiles dans la région des « orthodoxes »

HULL — L'Outaouais, c'est la région des orthodoxes. Et de Pauline Marois. « On va montrer à la province que les orthodoxes existent », promet Pierre Legault, un indépendantiste de la première heure. « Et les orthodoxes sont tous avec Pauline », ajoute Carole Campeau, présidente du Parti québécois du comté de Hull.

MARIO ROY envoyé spécial de LA PRESSE

« Pauline », c'est la marraine de la région, celle qui, succédant à Bernard Landry, a eu la tâche de représenter l'Outaouais au Conseil des ministres.

On dit qu'elle a été plus efficace que lui dans cette fonction rendue nécessaire par le fait que cinq députés libéraux représentent les comtés de Hull, Gatineau, Pontiac, Châteauguay et Papineau à l'Assemblée nationale.

Cette efficacité de la ministre de la Main d'œuvre et de la Sécurité du revenu tient peut-être à ce que Pauline Marois connaît bien la région, y ayant œuvré au sein du réseau des affaires sociales.

Quoi qu'il en soit, dans la course à la présidence du parti, les péquistes lui concèdent actuellement 40 p. cent des suffrages, contre 60 p. cent à Pierre Marc Johnson et des poussiers pour les autres; pour tout le monde, Jean Garon est un deuxième choix de... premier ordre.

Car M. Johnson est tout de même, comme partout, le plus populaire. « Je ne comprends pas pourquoi! » lance-t-on comme une boutade, alors que l'on sait très bien que le ministre de la Justice est fortement organisé et compte sur l'appui des hommes d'affaires, des professionnels, des « réalistes ». L'un de ses organisateurs, le notaire Serge Côté, lâche bien vite l'argument ultime: « C'est lui qui a les meilleures chances de nous mener à la victoire. »

Le camp Johnson a vendu 900 cartes de membres, contre 450 pour les supporters de Mme Marois. Cela sera ultimement comptabilisé comme une victoire du parti qui, dans l'Outaouais, a presque doublé son membership.

« C'est d'autant plus remarquable que la majorité des exécutifs de comtés ont sauté en janvier, et que les nouveaux n'ont pas, malgré toute leur bonne volonté, l'expertise des anciens », constate Jean Racicot, qui joue ici le rôle de permanent du PQ.

La peur de Johnson

Voilà les orthodoxes, ceux qui ont « sauté » en janvier ou ceux qui sont restés mais qui ont aussi leur carte du Rassemblement démocratique pour l'indépendance;

bref, ceux qui appuient Pauline Marois. Et qui ont peur de Johnson et de ce qu'il va faire avec le parti.

« Il glisse vers la droite », ou: « Il n'est pas accessible à la base comme il devrait l'être », entend-on à son sujet à la permanence du PQ, rue Saint-Raymond, à Hull, là où la présidente de comté, Mme Campeau, ex-syndicaliste, ex-candidate NPD au fédéral, s'est prononcée pour Pauline Marois. Les autres présidents se sont abstenus, tout comme le président régional, l'homme d'affaires Emmanuel Marcotte, dont chacun sait pourtant qu'il est pro-Johnson.

« Je n'irais pas jusqu'à dire que Mme Marois est très forte. Elle est très sympathique, c'est sûr, mais après... » réplique Serge Côté, selon qui le camp Johnson a recruté des péquistes de toutes tendances, qui, en somme, ont confiance en lui.

Jean Garon aussi projette une image fortement nationaliste. Pourquoi pas lui? « En tous les cas, les ex-Landry sont devenus Garon », affirme Sylvain Dompierre, le « poteau » local du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

« C'est un des bons ministres du cabinet, oui. Mais on ne le voit

pas comme premier ministre », dit simplement Pierre Legault. Le notaire Côté ajoute: « Il donne un bon show, c'est sûr. Mais est-ce que ça lui donne des votes? Même M. Johnson rit de ses blagues et l'applaudit: ça ne veut pas dire qu'il va voter pour lui! »

Ce soir, au Centre des congrès de Hull, le ministre de l'Agriculture va parler en premier; Pauline Marois, en dernier.

Les supporters de la ministre lui ont conseillé de livrer un discours fortement nationaliste dans un coin de pays où, de l'autre côté de la rivière, trône un gouvernement dont on n'a pas cessé de se méfier.

ESPECÉ EN VOIE DE DISPARITION



EXIT PROPRIO, EXIT VIDÉO.

Depuis l'avènement du Sanctuaire du Mont-Royal, les visiteurs inopportuns ne s'amuse plus en votre absence. Les moyens primaires de protection sont disparus. Enfin. Les gens bien et prévoyants l'ont compris. Et ils ont cessé d'être inquiets.

Le Sanctuaire est conçu en fonction du bien-être de ses résidents. Un système de sécurité est en œuvre 24 heures sur 24. Vos objets

précieux sont bien protégés. Votre intimité est préservée: chaque ascenseur ne dessert que deux résidences par palier. L'intérieur peut être aménagé en fonction de vos besoins. Le paysage est somptueux. D'immenses baies vitrées vous assurent un ensoleillement inégalé. N'est-ce pas là une façon élégante de se distinguer?



le sanctuaire
du mont-royal

Accédez à un nouveau mode de vie.

CONDOMINIUMS PRIVILÉGIÉS EN BORDURE OUEST D'OUTREMONT. 8000 CHEMIN DEACON, MONTRÉAL (514) 738-6000. DE PRÉFÉRENCE SUR RENDEZ-VOUS.
1 ch. à coucher: 1026 pi car. - \$299,500 - / 2 ch. à coucher: 1372 pi car. - \$322,000 - / 3 ch. à coucher: 1711 pi car. - \$169,000 - / Penthouses: 2248 pi car. - \$288,000 -



Jean Garon a inauguré officiellement hier soir ses locaux montréalais de campagne. photo Pierre L'Amour LA PRESSE

« L'adversaire, c'est Bourassa » (Garon)

Jean Garon a inauguré officiellement ses locaux montréalais de campagne hier soir, en fustigeant le nouveau greffier du Conseil privé, Paul Tellier et surtout en lançant un appel à l'unité des péquistes au lendemain du 29 septembre, dans la lutte contre Robert Bourassa.

PIERRE VENNAT

En verve, M. Garon qui était accompagné du ministre Gérard Godin, a déclaré que ce n'est pas parce que les députés conservateurs ont dit non aux demandes du Québec en matière de politique de main-d'œuvre qu'il va cesser de revendiquer.

D'ailleurs, a-t-il ajouté, si M. Mulroney et ses députés sont si mal conseillés, c'est qu'ils sont entourés de hauts fonctionnaires comme Paul Tellier, principal responsable de la campagne référendaire pour le « non », pour le compte des libéraux, auquel M. Mulroney vient de donner une promotion.

M. Garon veut donc que le Québec reprenne tous ses pouvoirs, notamment en matière de politique de transport et de contrôle du Saint-Laurent, « principal outil de notre développement économique ».

Ce qui intéresse toutefois plus particulièrement Jean Garon, apparemment encore plus que la campagne au leadership, c'est que les péquistes se mobilisent pour vaincre Robert Bourassa.

Il a donc lancé un appel à l'uni-

té de tous les péquistes, anciens comme nouveaux et affirmé que « l'adversaire, ce n'est pas Pierre Marc (Johnson), ce n'est pas Pauline (Marois), ce n'est pas Francine (Lalonde), ce ne sont pas non plus Luc Gagnon ou Guy Bertrand, c'est Robert Bourassa ».

Dans les prochaines semaines, promet-il, les Québécois vont réfléchir sur Robert Bourassa, et vont se dire que « redonner le Québec à Bourassa, ça n'a pas de bon sens. Bourassa, même les libéraux ne l'aiment pas ».

C'est pourquoi, dit-il, les péquistes doivent des maintenant se préparer à la lutte électorale, quel que soit le futur chef.

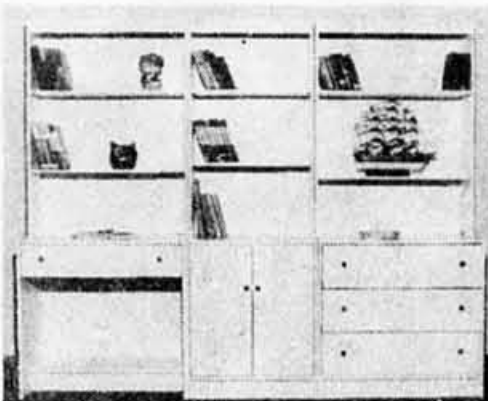
Pour lui, les 55 000 membres recueillis par le PQ, « en été », constituent un fort succès. « Seul Marcel Léger, toujours emporté comme toujours par son enthousiasme, a parlé de 100 000 nouveaux membres. Mais je suis persuadé que si la campagne n'avait pas eu lieu pendant les vacances, le PQ aurait présentement 300 000 membres. De toute façon, aux élections, on aura plus de votes que les libéraux ».

Pour le reste, parlant devant quelque 75 militants et organisateurs emplissant à pleine capacité le petit local de la rue Marquette, il a sensiblement répété son discours de Sherbrooke. S'il veut que le Québec double ses exportations d'ici cinq ans, c'est que, dit-il, les Québécois devenant les meilleurs, n'auront plus peur de la souveraineté.

Vente retour à l'école 50% DE RABAIS

UNITÉ MURALE 3 PIÈCES

SUR MODÈLES DISCONTINUÉS DONT QUELQUES-UNS ENDOMMAGÉS



89 x 18/9 x 72" H
disponible fini noyer et blanc



Livraison immédiate
Fini blanc

UNITÉ MURALE 3 PIÈCES

UNITÉ MURALE 3 PIÈCES

UNITÉ MURALE 2 PIÈCES



82 x 18/9 x 72" H
disponible fini noyer ou blanc



78 x 15 x 68" H
disponible fini noyer



72 x 18/12 x 72" H
disponible fini teck, amande
et chêne clair

\$199⁰⁰

Livraison immédiate

\$299⁰⁰

Livraison immédiate

\$399⁰⁰

VENEZ VISITER NOTRE SALLE D'EXPOSITION

OUVERT
LE DIMANCHE
10 h à 16 h

FURNALLE Inc.

8495, boul. Décarie

au nord de Jean-Talon et
au sud du Métropolitain.

HEURES D'OUVERTURE
LUNDI MARDI MERCREDI VENDREDI 10h à 18h
JEUDI 10h à 18h
SAMEDI 10h à 18h
DIMANCHE 10h à 16h
FRAIS DE LIVRAISON EN SUS



De la Savane
sortie
Sarel/Decarie

340-9400

Le PQ: 12 000 membres de plus qu'en 76

Avec 128 188 membres en règle, le Parti québécois dépasse de 12 000 le nombre d'adhérents qu'il possédait le 15 novembre 1976 lorsqu'il a été porté au pouvoir pour la première fois. Il est encore loin toutefois de son total record de 238 620 membres atteint en décembre 1981, huit mois après sa réélection.

Le PQ n'a jamais eu 300 000 membres en règle. En incluant ceux dont la carte est échu depuis moins de 365 jours, le sommet, toujours en décembre 81, a été de 291 013 adhérents. C'est cette liste qui a servi lors du « référendum » de janvier 82, ce référendum interne exigé par René Lévesque qui menaçait de démissionner. Un peu plus de 151 000 personnes (52 p. cent) avaient alors exercé leur droit de vote.

Le membership du PQ a commencé à baisser sérieusement en juin 82. Il y avait alors 165 975 membres. Autre chute spectaculaire en mai 83 alors qu'il n'en reste plus que 78 140. Le plus bas total a été atteint après la campagne de recrutement de juin dernier avec 72 990 membres en règle.

Dans l'ensemble, les députés du PQ se sont montrés satisfaits des résultats de la dernière campagne de recrutement. « Ça rejoint exactement les prévisions raisonnables que nous avions faites », a pour sa part commenté le premier ministre René Lévesque.

Johnson lance aux nationalistes une invitation assortie d'un avertissement

QUEBEC — Tous les groupes nationalistes seront les bienvenus dans un Parti québécois dirigé par Pierre Marc Johnson. Mais cela, à condition qu'ils occupent la place qui leur revient, sans plus.

YVON LABERGE de notre bureau de Québec

C'est à la fois l'invitation et l'avertissement qu'a lancés hier matin le ministre de la Justice et candidat à la succession de René Lévesque, à l'endroit des orthodoxes qui ont quitté le PQ l'après-midi du 19 janvier dernier pour les raisons que l'on sait.

« Cela, a dit Pierre Marc Johnson, à condition qu'on ne puisse pas, à tous les deux mois, faire les débats cosmiques et ontologiques. Il faut progresser et avancer. Notre parti politique est un parti qui peut unir toute la gamme de ce que l'on appelle traditionnellement les nationalistes. Mais, il faut être capable de fonctionner comme parti. »

En d'autres mots, celui que plusieurs voient déjà à la tête du parti et du gouvernement ne veut pas revivre ce qu'a eu à vivre René Lévesque au cours des deux dernières années. S'entend, tout le débat entourant l'option du Parti québécois et les querelles de sémantique autour de l'indépendance et de la souveraineté-association.

« Depuis deux ans, ça avait comme une tendance au repliement et au grattage de plaies qui faisaient mal, a précisé le minis-



Pierre Marc Johnson a obtenu hier l'appui du ministre Jean-Guy Rodrigue, de même que ceux des députés Michel Leduc et Jean-Paul Champagne. Les trois s'étaient rangés derrière Bernard Landry.

tre-candidat. Dans la mesure où on regarde en avant, le parti peut être accueillant en autant que ces groupes y occupent la place qu'ils doivent occuper. Qu'ils ne prétendent pas en occuper plus qu'ils n'en représentent.

Pierre Marc Johnson en fait même une question de franchise

et il n'accepte pas que certains éléments prétendent représenter les 40 p. cent de Québécois qui ont dit « oui » au référendum de 1980. Surtout, a-t-il ajouté en substance, quand ce mouvement n'en représente que dix, 15 ou 20 p. cent.

Remontant plus loin dans le temps, comme pour se montrer davantage accueillant, Pierre Marc Johnson a rappelé que jusqu'à maintenant, le Parti québécois a su s'accommoder de toutes les tendances, de tous les mouvements et de toutes les polarisations. Cela, dit-il, n'a pas empêché son parti de former le gouvernement deux fois depuis 1976. Pas plus, d'ailleurs, ajouta-t-il, que cela l'a empêché de faire avancer le Québec dans tous les domaines.

Finalement, ce qu'il faut retenir des propos du ministre, c'est que sous sa gouverne, le Parti québécois n'analysera pas la situation politique du Québec selon ce que certains éléments voudraient qu'elle soit. Mais plutôt d'après ce qu'elle est réellement et dans le respect du cheminement de son peuple.

Le ministre-candidat Johnson a reçu hier trois nouveaux appuis qui portent à 39 le nombre des députés ou ministres qui se joignent à son organisation.

Il s'agit du ministre de l'Énergie et des Ressources, Jean-Guy Rodrigue, et des députés Michel Leduc et Jean-Paul Champagne.

Tous trois sont de Laval et tous trois avaient appuyé la candidature de Bernard Landry. Ce dernier, on s'en souvient s'est retiré de la course moins de 48 heures

avant la tenue de la première assemblée régionale de Rimouski.

Il ressort des propos tenus hier par MM. Rodrigue et Leduc que leur appui à Bernard Landry n'était autre que sympathique, voire même symbolique.

Ainsi, pour sa part, le député Michel Leduc, pourtant le premier député à avoir soutenu le ministre des Relations internationales, a avoué, indirectement, n'avoir jamais cru aux chances de M. Landry.

« Je n'ai jamais cru à la possibilité d'un deuxième tour de scrutin. Malgré mon appui à Bernard Landry, j'ai toujours cru que Pierre Marc Johnson l'emporterait au premier tour (le 29 septembre). J'ai donné mon appui à M. Landry comme Lavallois (comme lui) et parce que je croyais aux compétences de ce dernier. »

Si la campagne du ministre Landry n'a pas pris son envol, ajoute le député de Fabre, ce n'est ni de la faute du candidat, ni celle de ceux qui l'ont suivi.

De son côté, Jean-Guy Rodrigue a dit s'être joint à M. Landry même si les militants de son comité de Vimont lui ont marqué leur préférence pour Pierre Marc Johnson. « J'avais appuyé M. Landry en tenant compte du fait que nous travaillons ensemble depuis huit ans et ça m'apparaissait important de maintenir le style d'équipe que nous avions développé à Laval. »

Quant à M. Johnson, il a profité de l'occasion qui lui était donnée pour rappeler qu'il souhaite que Bernard Landry continue d'occuper la place qui est sienne dans le parti et dans le gouvernement.

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET ÉDUCATION PERMANENTE

COURS DU SOIR SESSION AUTOMNE 1985		
ANGLAIS 104	Anglais élémentaire	lundi
ANGLAIS 301	Anglais intermédiaire	lundi
ARTS PLASTIQUES 901	Organisation picturale	mercredi
ECONOMIQUE 935	L'économie du Québec	mardi
ESPAGNOL 101	Espagnol élémentaire I	mercredi
ESPAGNOL 201	Espagnol élémentaire II	mardi
ESPAGNOL 301	Espagnol intermédiaire I	lundi
ESPAGNOL 901	Espagnol langue avancée	mardi
FRANÇAIS 111	Français écrit	mardi
FRANÇAIS 402	Essai	mardi
FRANÇAIS 940	Littérature policière, fantastique et humoristique	mercredi
GÉOGRAPHIE 214	Géographie politique	jeudi
HISTOIRE 961	Histoire des États-Unis	jeudi
HISTOIRE DE L'ART 905	Hist. de l'art contemporain	lundi
INFORMATIQUE 919	Intro. au langage Pascal	mardi
MATHÉMATIQUES 211	Algèbre	lun.-merc.
MATHÉMATIQUES 307	Probabilités et statistiques	lun.-merc.
PHILOSOPHIE 101	La connaissance et ses instruments	mardi
PHILOSOPHIE 301	L'homme et la société	jeudi
PSYCHOLOGIE 903	Psychologie sociale	mercredi
SCIENCE POLITIQUE 946	Les régimes politiques du Tiers-Monde	mardi
SCIENCES DE LA RELIGION 384	Les sectes religieuses	mercredi
SOCIOLOGIE 961	Changement social	lundi

Début des cours: semaine du 9 septembre

Informations et inscriptions:
Collège André-Grasset
1001 est, boul. Crémazie
Montréal, Qué. H2M 1M3
Tél.: 381-4293

VENTE FINALE

TERMES FACILES
PAYEZ EN 90 JOURS
sans intérêts ni frais de crédit

AUVENTS

de FIBRE DE VERRE
TRANSLUCIDE
ou tout ALUMINIUM pour
BALCON
ou **PATIO**
FINITION HERMÉTIQUE

* FAITS SUR MESURE *

549\$

CHACUN COMPREND

Avec un matériau de fabrication exclusive à l'allure de marche d'escalier spécialement conçu pour les auvents (pas pour les clôtures).

Mesures et installation par des experts et comprenant de solides colonnes ornementales. Longueur 84", projection 48", pentes 26". Autres grandeurs à prix proportionnels.

GARANTIE MORRIS
DEPUIS PLUS DE 50 ANS
MARCHANDISE
SATISFAISANTE POUR 6 ANS
ou REMPLACÉE SANS FRAIS
CONTRE LES MATÉRIEAUX
DÉFECTUEUX

Votre choix de 14 combinaisons de nouvelles couleurs en aluminium fini émail cuit et 10 en fibre de verre.

Profitez de cette vente spéciale printanière pour vous doter d'une protection à l'année contre les intempéries avec les magnifiques auvents imperméables W.M. Morris & Fils Ltée. Votre maison fera l'envie de votre entourage.

Les auvents MORRIS sont les seuls qui possèdent les caractéristiques habituelles plus des perfectionnements techniques exclusifs qui en font un achat des plus judicieux. Le nouveau fini émail anodisé, peint ou rouillé et cuit au four ou de fibre de verre rugueuse, sont de loin des meilleurs et les plus durables de tous. Le nouveau système d'emboîtement assure la meilleure protection qui soit contre les infiltrations. Et le plus important fabricant au monde de matériaux pour auvents en aluminium offre une garantie complète contre la rouille, l'affaiblissement, la décoloration ou l'effondrement.

Demandez une démonstration gratuite sans obligation par un de nos représentants. Il vous montrera nos auvents sur mesure pour fenêtres, portes, balcons, patios, marquises, devantures de magasins, etc. N'oubliez pas: W.M. MORRIS & FILS est le précurseur. AUSSI DISPONIBLES: FENÊTRES, PORTES-PATIOES ET LAMBRIS D'ALUMINIUM DE PREMIÈRE QUALITÉ.

NE PAS CONFONDRE AVEC LES IMITATEURS

W.M. MORRIS & FILS
LE PLUS GRAND NOM DANS LE DOMAINE DES PORTES ET FENÊTRES

* ESTIMATION GRATUITE *

381-2581

SOIR, JOUR FÉRIÉ ET
FIN DE SEMAINE
737-1960

9162, BOUL. SAINT-LAURENT (Entre Legendre et Oubliés)
Découper et conserver pour références futures.

Automne 85

Cours de base de Fine Cuisine Familiale

par **Henri Bernard**

1 fois par semaine
le jour ou le soir

Permis d'enseignement de culture personnelle 749640
DEPLIANT GRATUIT

843-6481

Institut Culinaire Henri Bernard
3942, rue St-Denis, Montréal H2W 2M2

ACADÉMIE WATTIER

10ème anniversaire

Cours de peinture, dessin, aquarelle, pastel et modelage.

Session automne 1985

Début: 3 septembre
Cours de 4 h par semaine
Durée: 15 semaines
Jour ou soir • Tous les niveaux

Renseignements et inscriptions: **669-7573** Permis #740840

Cours de peinture et de dessin

« UN ART QUI ENRICHIT LA VIE »

SESSION AUTOMNE 1985

Début: semaine du 9 septembre
Cours de 3 heures par semaine
Durée: 15 semaines

Pour de plus amples renseignements et inscriptions:
APPELEZ DU LUNDI AU VENDREDI, DE 12 h à 19 h
388-0288

ÉCOLE DE PEINTURE DU QUÉBEC
427, boul. Henri-Bourassa Est
Bureau 2, Montréal
Sortie métro Henri-Bourassa
Permis d'enseignement du ministère de l'Éducation no 749611

TAPIS D'ORIENT À VENDRE

Le président de notre compagnie revient d'Iran après un séjour de 4 mois, pendant lequel il a sélectionné lui-même, à la pièce, une superbe collection de tapis et carpettes d'Orient. Nous venons tout juste d'ouvrir ce nouvel arrivage, dont la beauté et la variété sont indescriptibles. Découvrez l'art de l'Iran grâce à la collaboration de H.A.M. of Iran, réputée à travers le monde. Nous sommes fiers de vous présenter cette rare collection regroupant plus de 2 000 tapis et carpettes de Perse et d'Orient.

LA PLUS BELLE ET LA PLUS GRANDE VENTE AU CANADA DEPUIS 1968

Cette collection fabuleuse comprend quelques-uns des plus beaux chefs-d'œuvre du monde en tapis, carpettes, tapis de passage, pièces murales et pièces décoratives importées d'Orient, que nous avons choisis avec le plus grand soin. Ces œuvres d'art donneront de la classe à votre intérieur. Vous pourrez effectuer vos achats à l'occasion de notre

LIQUIDATION DE FIN D'ÉTÉ

Vous avez retardé cet investissement et ce plaisir suffisamment longtemps. Passez voir ces œuvres d'art le

Vendredi 30 août, de 10 h à 21 h
Samedi 31 août, de 10 h à 18 h

Au fil des 17 dernières années, les consommateurs ont appris qu'ils pouvaient acheter avec **CONFIANCE** chez nous. Même si vous n'achetez pas de tapis, nous nous ferons un plaisir de vous montrer cette sélection exceptionnelle comprenant des Mahtoshkam, Noien, Isfahan soie et duvet de chèvre, Imperial Tabriz, Taba Tabriz, Qum soie, Ardebil, Jashgan, Bakhtiary, Birjand, Kashmar, Mazlegan, Seneh et un vaste choix de tapis du Pakistan, du Cachemire et de l'Inde. Ces pièces enchanteront l'amateur d'art et le fervent de décoration, tout exigeant et soucieux d'économie qu'il soit. Par expérience, nous vous suggérons fortement de ne pas remettre à plus tard l'achat d'un tel tapis. Voici quelques exemples:

Dures (tapis indien) 9 x 12 **485\$**
Shiraz (tapis d'Orient) 10 x 7 **785\$**
(Pas plus de 1 par famille)

HOLIDAY INN — SALONS E et D
Centre-ville — Montréal
420 ouest, rue Sherbrooke
Une division de Keshmiri Holding Co. Ltd.

Toyota: Québec compte sur Ottawa

QUEBEC — Le gouvernement du Québec compte sur l'aide d'Ottawa pour attirer sur son territoire les grands de l'automobile de ce monde. Et notamment, le constructeur nippon Toyota.

YVON LABERGE de notre bureau de Québec

Comme l'ont expliqué hier le premier ministre Lévesque et son ministre de l'Industrie et du Commerce, Rodrigue Biron, le gouvernement québécois ne ménage aucun effort, mais c'est au gouvernement fédéral de dire aux constructeurs que c'est maintenant le tour du Québec.

« Dans mes discussions avec les ministres Sinclair Stevens (Expansion industrielle régionale) et André Bissonette (Petites et moyennes entreprises), a déclaré M. Biron à son arrivée au caucus des députés péquistes, j'ai toujours demandé que le fédéral dise aux entreprises de s'implanter ailleurs qu'en Ontario. »

Ce faisant, le ministre de l'Industrie et du Commerce rejette du revers de la main les critiques qui lui sont adressées, et voulant que le Québec fasse preuve de lenteur dans ses négociations avec l'industrie de l'automobile.

Critiquant plutôt l'attitude des médias d'information, qu'il accuse de « bordeliser » le dossier Toyota, il a lancé: « Quand on aura quelque chose à annoncer, on le fera. »

Mais que pour l'heure, Toyota est à la recherche d'un emplacement pour construire son usine canadienne et sa décision devrait être connue à la fin de septembre. Le principal concurrent du Québec est l'Ontario et son ministre de l'Industrie, Hugh O'Neil, se rendra au Japon à la mi-septembre pour discuter le coup avec les administrateurs de la firme Toyota.

Le ministre Rodrigue Biron en fera-t-il autant? Non, répond-il aux questions des journalistes.

Lui-même y est allé déjà et il en a profité pour rencontrer les mandataires de l'industrie automobile japonaise, sans exception. Prochainement, c'est le ministre des Finances, Yves Duhaime, qui doit s'y rendre. « M. Duhaime y va dans deux semaines, a raconté hier le ministre de l'Industrie et du Commerce. Il en profitera sûrement pour aller saluer nos amis de chez Toyota. »

Quant au premier ministre Lévesque, il a reconnu que le Québec faisait tout en son pouvoir mais que c'est au fédéral d'en faire également autant.

Le premier ministre est satisfait, jusqu'à maintenant, de l'attitude d'Ottawa dans le dossier Toyota et il n'y décelez aucune marque de favoritisme. Pourtant, pas plus tard qu'avant hier, un porte-parole du ministre Sinclair Stevens faisait savoir que ce dossier restera neutre dans ce dossier, laissant le soin aux provinces de vendre leurs avantages.

Le point de vue de Johnson

En conférence de presse convoquée hier pour annoncer que trois nouveaux députés lui accordaient leur appui, le candidat à la succession de René Lévesque, le ministre Pierre Marc Johnson, a indiqué pour sa part que la décision de Toyota n'est pas que politique.

« La recherche de la verbotricité, dans ce dossier là, plutôt que les résultats, a quelque chose, pour moi, d'un peu irritant. Le développement économique ne se fait pas en paroles mais dans les gestes. »

Le ministre-candidat a néanmoins déclaré que le Québec peut offrir, à Toyota et aux autres constructeurs, une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures de sous-traitement en développement, un environnement favorable. Sans compter qu'avec les intervenants du milieu, le Québec peut développer des programmes de formation pour faire le pont avec l'entreprise pour le développement des ressources humaines dans le secteur de l'automobile.

Les municipalités de l'Ontario réclament le bilinguisme officiel

OTTAWA (PC) — Les municipalités de l'Ontario veulent que le premier ministre libéral David Peterson proclame la province officiellement bilingue.

Les délégués au congrès annuel de l'Association des municipalités de l'Ontario ont voté lundi en faveur de l'enchaînement des droits des Franco-Ontariens dans la constitution.

Une résolution identique avait été battue par quelques voix, au congrès de l'année dernière. Le vote de lundi s'est déroulé à main levée.

Le bilinguisme officiel signifierait que toutes les lois de la province devraient être publiées en français aussi bien qu'en anglais, que les agences et organismes provinciaux seraient tenus d'of-

frir des services dans les deux langues et que les procès devraient se dérouler dans l'une ou l'autre langue, sur demande.

Le ministre des Affaires municipales, M. Bernard Grandmaître, a informé les délégués qu'il transmettrait cette requête au cabinet. Il a toutefois dit qu'il prévoyait qu'il s'écoulerait un certain temps avant que la requête fasse l'objet de discussions de la part du conseil des ministres. Il a ajouté que le gouvernement dispose déjà d'un programme législatif passablement chargé.

C'est M. Grandmaître lui-même, qui, alors qu'il était maire de Vanier, en banlieue d'Ottawa, l'année dernière, s'était fait le parrain de cette résolution qui avait été battue de justesse.

Les langueurs d'un été du PQ

On le voit chaque jour davantage depuis le début de la campagne pour le choix d'un président du Parti québécois: le départ de René Lévesque laisse un vide immense, enlève au mouvement l'âme de son fondateur, le prive d'un rassembleur.

Il se ressaisira sans doute puisque s'ouvre à présent une ère nouvelle sous la direction prochaine du successeur élu. Mais, au cours de cette transition, plutôt longue et ennuyeuse, l'avenir paraît incertain et brumeux. À entendre les candidats, à lire les comptes rendus de leurs interventions multiples, on ne sait toujours pas à quoi ressemblera un PQ dirigé par Pauline Marois, Jean Garon ou Pierre Marc Johnson.

On ne sait même pas s'il restera fidèle à l'article premier de son programme sur la souveraineté, ou bien s'il finira par se rallier pour de bon au régime fédéral avec ses risques et ses avantages. Et s'il choisit la première voie, le fera-t-il savoir publiquement en termes clairs? Ou bien optera-t-il pour la seconde sans renoncer complètement à la première?

Pour éviter de rouvrir les plaies mal cicatrisées d'un combat inachevé, les aspirants à la succession de M. Lévesque s'abstiennent, dit-on, de relancer ce débat. Mais le peuple, las de cette ambiguïté indéfinissable, voudrait maintenant savoir à quoi s'en tenir. Et les règles qui gouvernent ce grand tournoi interdisent aux candidats d'interpeller leurs adversaires lors des réunions publiques et n'accordent pas aux militants le droit de les interroger sur des points qu'ils jugent essentiels.

C'est pourquoi il est difficile de définir les conceptions sociales, politiques et économiques propres à chacun des principaux candidats. On connaît mieux les idées de l'écologiste Luc Gagnon sur l'exploitation des richesses naturelles dans une économie respectueuse de l'environnement, sur la création et le partage des emplois et sur l'autonomie énergétique que celles des trois vedettes de la course sur les mêmes sujets.

En réalité, cette campagne est paradoxale. D'un côté, le PQ se montre innovateur et progressiste en adoptant le régime du suffrage universel de ses membres pour choisir son président. Il va même jusqu'à recruter plus de 50 000 nouveaux militants afin d'élargir et d'ainsi renouveler sa base.

Mais, d'un autre côté, le PQ se comporte comme ces vieux partis dont il raille si souvent les pratiques. Il limite au minimum l'examen des idées, des programmes et des projets. Les candidats lancent des morceaux de propositions, des fractions de politiques et des intuitions généreuses. La confrontation critique est éliminée et il est malaisé sinon impossible de se représenter, de manière cohérente et globale, la pensée de celles ou de ceux qui aspirent à devenir rien de moins que premier ministre du Québec dans un mois.

Tout se passe comme si, d'un commun accord, les vedettes du PQ étaient convenues d'étouffer les vrais débats de crainte que ceux-ci, brutaux ou gênants, ne compromettent les chances d'une réélection espérée cet automne. Seul Bernard Landry, parmi les anciens ministres, était résolu à briser au besoin les vases sacrés, à poser les questions troublantes, à toucher le cœur des problèmes. Il a perdu ce pari et s'est retiré d'une course où il avait plus à perdre qu'à gagner.

Parti d'idées, de renouveau, de changements en 1968, espoir d'une ou deux générations, instrument béni des intellectuels et accordé aux rêves des jeunes dans les années soixante-dix, le Parti québécois ne s'élève plus cet été au-dessus de l'anecdote politique. Aucune formation, quel qu'en soit l'idéal à la naissance, ne résiste longtemps aux pièges du vieillissement.

Michel ROY

Il n'y a pas de nation chaste

L'espionnage, c'est le viol des secrets. Il est courant entre industries et entre nations. À cet égard, il n'y a pas de nation chaste. Les nations qui ont les mains pures n'ont tout simplement pas de mains. Les Anglais eux-mêmes, chez qui on ne trouve aucun texte prouvant l'existence de services d'espionnage et de contre-espionnage, sont des virtuoses en la matière.

La chronique estivale a été particulièrement riche en «affaires» dont les caractéristiques communes se ramènent à un enchevêtrement inouï. A éclaté l'affaire de la poudre traçante déposée sur le personnel de l'ambassade américaine à Moscou, après l'installation de micros dans les locaux; puis, voici l'affaire allemande, dont le douteux héros, chef du contre-espionnage, passe à l'ennemi, obligeant de la sorte la République fédérale à réorganiser ses réseaux de renseignements; puis, a été rappelé le rôle du président Reagan, qui, s'il ne s'est pas fait délateur à l'époque du «maccarthysme» le plus virulent, fraya avec les délateurs; enfin, «last but not the least», l'affaire Greenpeace, qui donne tant de maux de tête au gouvernement français depuis plusieurs jours.

L'important, dans ces guerres de l'ombre, est de ne pas se faire prendre. Ce qui est pardonné moins que tout, c'est l'insuccès. Il devient ensuite bien difficile de corriger le faux-pas initial. D'où le scepticisme assez général qui accueille toutes les «explications» de Paris.

Il est évident que quelque chose n'a pas tourné rond. Le gouvernement français reconnaît que ses agents étaient présents dans les parages du bateau Greenpeace, saboté le 10 juillet dernier. Mais il décline toute responsabilité dans l'action entreprise contre le navire et dans la mort d'un photographe appartenant à l'équipe de Greenpeace.

Alors, qui est responsable d'une bavure qualifiée hier par le premier ministre Laurent Fabius «d'action criminelle»? Toutes les suppositions ont cours, y compris les plus délirantes.

Pour mettre les choses au net, le président Mitterrand a commandé une enquête à M. Bernard Tricot, qui jouit d'une réputation d'intégrité absolue. Or, le rapport de l'enquête paraît insuffisant. Parce que son mandat était trop étroit? Parce qu'il n'eut pas le temps ou les moyens d'aller au fond des choses?

Tout se passe maintenant comme si l'initiative était abandonnée à la Nouvelle-Zélande, dont les services semblent en savoir long, qui sont sur le point de dire des choses et qui ne les disent pas. À charger naturellement pour le gouvernement néo-zélandais d'apporter ses preuves.

«Greenpeace» évoque des réalités poétiques. Le nom du bateau, «Rainbow Warrior», fait penser à la fois à l'arc-en-ciel et à la guerre.

Les arcs-en-ciel annoncent d'habitude la fin des tempêtes. Quel est le sens exact du message du «Rainbow Warrior»? S'agit-il simplement de multiplier les agaceries à l'endroit d'une puissance, en l'espèce la France, qui procède à des essais nucléaires en Polynésie? Les agaceries, s'il s'agit de simples agaceries, ont déjà coûté la vie à un homme.

L'organisation «Greenpeace» se propose-t-elle d'aller plus loin et d'empêcher les essais nucléaires, non seulement ceux de la France, mais, logiquement, ceux des autres puissances?

L'Élysée a fait savoir que la marine nationale repoussera toute intrusion étrangère dans le secteur de Mururoa. Inacceptable? Mais vaut mieux être craint qu'aimé, si on comprend bien le premier ministre Laurent Fabius rappelant que la France est seul juge de ses intérêts.

Guy CORMIER

LES OMBRES (SUITE) D'AFRIQUE DU SUD



Droits réservés



Michelle Parent

Le christianisme n'a pas remplacé le judaïsme

(collaboration spéciale)

Au Vatican, la Commission pour les relations religieuses avec le judaïsme a publié, au début de l'été, un document pour «une correcte présentation des Juifs et du judaïsme dans la prédication et la catéchèse de l'Église catholique».

Précédemment, deux documents avaient été publiés par le Vatican pour renouer l'enseignement traditionnel par lequel on tenait les Juifs les seuls responsables de la mort du Christ. Depuis la fin du second concile du Vatican, un groupe d'experts s'est penché pour étudier les préjugés en la matière et dénoncer l'antisémitisme.

Vous souvenez-vous de l'époque où on nous disait de ne pas aller acheter chez les Juifs parce qu'ils avaient tué Jésus?

En d'autres termes, on nous laissait croire que la responsabilité entière incombait à tous les Juifs pour la mort de Jésus. Cette idée s'est répandue et il en est résulté qu'un sentiment d'antisémitisme a germé parmi plusieurs d'entre nous.

Or, qu'en est-il exactement?

Il est vrai que c'est un petit groupe de Juifs qui a fait pression auprès du gouverneur romain du temps, Ponce Pilate, pour tuer Jésus. Mais, tous les Juifs d'alors n'étaient pas nécessairement consentants. Et

ce n'est pas une raison pour rendre responsables les Juifs d'aujourd'hui. Le Christ est mort «à cause des péchés de tous les hommes», dit le document *Nostra Aetate*. «Les Juifs ne doivent pas, pour autant, être présentés comme reprouvés par Dieu ni maudits comme si cela découlait de la Sainte Écriture».

Il ne faut pas oublier que les Juifs d'alors voyaient Jésus comme un prédicateur, un enseignant et non pas comme un Messie et encore moins comme un Dieu.

Durant l'époque des Croisades, les chrétiens ont persécuté les Juifs, les ont chassés et brûlés vifs dans leurs synagogues. Par contre, si la conquête des Lieux Saints par les Croisés en 1099 a été un épisode malheureux pour les Juifs, elle l'a été également pour les musulmans et les fidèles de l'Église orientale qui furent aussi l'objet de massacres impitoyables.

En conséquence de ces massacres, les Juifs se sont dispersés à travers l'Europe; mais le christianisme était la religion d'État à l'époque.

Un autre aspect mérite d'être souligné dans ce document. Il s'agit de la conception traditionnelle du peuple «puni» conservée comme argument vivant dans l'apologétique

chrétienne. Le pape dit que l'enseignement doit se faire d'une manière objective, sans offenser personne, en ayant toujours conscience de l'héritage commun des Juifs et des chrétiens car la religion chrétienne est née du judaïsme.

Le document rappelle aussi combien a été négatif, durant deux millénaires, le bilan des rapports entre Juifs et chrétiens. On y dit aussi que la catéchèse devrait, pour sa part, aider à comprendre la signification, pour les Juifs, de leur extermination pendant les années 1939-45 et de ses conséquences. On souligne également que les éducateurs doivent s'occuper du problème du racisme qui est toujours vivant dans les différentes formes d'antisémitisme.

Cependant, on peut s'étonner de la réaction du rabbin Immanuel Jakobovits qui, dans une entrevue au *Times* de Londres, déclare que le document parle de l'holocauste d'une façon «douloureusement simpliste» et n'enferme pas de condamnation virulente de l'antisémitisme.

Ce n'est pas tout à fait exact. Car le document «condamne» toute forme d'antisémitisme et de discrimination «comme opposée à l'esprit même du christianisme».

Dans un article du *Jérusalem Post*, le représentant d'Is-

raël auprès de la Commission vaticane pour les relations religieuses avec les Juifs, M. Geoffrey Wigoder, affirme que le document prend la position la plus conservatrice et la plus rétrograde. Une position qui fait perdre aux Juifs leur identité fondamentale. Cela découle du vieil enseignement voulant que l'entente entre Dieu et le peuple juif a été remplacée par une entente entre Dieu et ceux qui avaient accepté Jésus. Les théologiens se sont référés au déplacement des Juifs et à la discontinuité de la divine entente.

Les Juifs reprochent au document de faire un pas en arrière par rapport à Vatican II qui avait dit qu'il ne fallait pas présenter le judaïsme comme ayant été «déplacé» et «remplacé» par le christianisme. Il faut présenter le judaïsme comme «existant en parallèle»: même si les sentiers sont différents pour atteindre Dieu, les Juifs et les chrétiens finissent par y arriver.

Si le document satisfait les conservateurs et déçoit les progressistes, il y a une chose sûre et certaine: le dialogue entre Juifs et chrétiens est engagé pour longtemps.

Nous pouvons espérer que de ce dialogue jailliront la compréhension et l'objectivité envers le judaïsme et les Juifs.

REVUE DE PRESSE

Il n'y aura pas de Watergate tricolore

(D'après AFP) — La publication lundi à Paris du rapport d'un haut-fonctionnaire, M. Bernard Tricot, qui met hors de cause les services secrets français dans l'attentat en Nouvelle-Zélande contre le bateau du mouvement écologiste Greenpeace, a retenu toute l'attention des editorialistes de la presse parisienne.

Les *Échos* (Informations économiques) s'exclament: «Ouf! Quand un rapporteur a le sens de l'État, il a forcément une petite idée sur la raison d'État. Et pas besoin d'être bien malicieux pour penser que Bernard Tricot (...) a enveloppé toute sa présentation de l'affaire Greenpeace de ce voile pudique. (...) Que les autorités néo-zélandaises attendent le procès prévu pour début novembre et le suspens pèsera comme une épée de Damoclès sur la vie politique du pays.»

«L'Éteignoir», titre pour sa part *Le Quotidien de Paris* (opposition): «Si l'on se place du point de vue de la raison d'État, M. Bernard Tricot a bien mérité

de la patrie. Le rapport qu'il a remis au Premier ministre innocent en effet tout le monde. (...) Reste à savoir dans quelle mesure la raison d'État et l'intérêt national ne souffrent pas de l'excès de zèle qu'on met à leur service. Trop, c'est parfois trop!»

Le Matin de Paris (socialiste) affirme que: «Pour quelques commentateurs plus soucieux de spectaculaire que d'information exacte, ce sera aussi la fin de leurs espoirs: l'affaire Greenpeace n'est pas un «Watergate tricolore». (...) Si certains voulaient entraver la politique militaire du pays, ils ont manqué leur coup. Le consensus sur la dissuasion s'est donc trouvé renforcé.»

Pour *L'Humanité* (communiste): À lire l'inventaire du texte tissé par M. Tricot, il n'est pas besoin d'être expert pour s'apercevoir qu'il ne répond à aucune des questions posées sur la responsabilité du criminel d'Auckland. (...) On mesure une

fois de plus la distance, le gouffre entre les paroles et les actes. (...) L'affaire Greenpeace ne saurait pour autant être terminée sur cet incroyable épisode. Elle ne fait que commencer. (...) Les Français ont le droit de savoir la vérité. Toute la vérité.»

Libération (gauche indépendante) estime qu'il est clair que Bernard Tricot sait se conduire en avocat. Comme tout défenseur, il joue dans sa plaidoirie les faiblesses de l'adversaire, à savoir celle de l'accusation néo-zélandaise. (...) Dans tous les cas de figure, ce n'est vraiment pas la gloire pour la DGSE (NDLR: services secrets français). C'est si peu de gloire — on a le choix entre l'incompétence dans l'action ou l'incompétence dans le renseignement — que de toutes manières, le gouvernement est atteint.

«Le rapport qui lave plus blanc», titre ironiquement *Le Parisien Libéré* (Informations générales): «Le rapport Tricot

ne met pas un terme à l'affaire. (...) Les Français ne veulent pas de raison particulière de s'offusquer quand une telle opération est accablée par des agents français. Mais ils n'aiment pas que cela soit fait maladroitement et que notre pays de fasse prendre la main dans le sac. À cet égard, les conclusions du rapport Tricot seront sans doute acceptées par l'opinion comme une clause de style rassurante, sans pour autant que tous les doutes soient balayés.»

Pour sa part, *le Figaro* (droite) affirme: «En chargeant une personnalité 'incontestable', comme l'ancien proche collaborateur du général de Gaulle, de cette enquête rigoureuse», M. Mitterrand a, pour l'instant, réussi l'un des plus beaux coups de «parapluie politique» de sa carrière, si riche en manœuvres de ce genre. Il reste à savoir quelle exploitation M. Fabius (NDLR: le premier ministre français) choisira d'en tirer dès aujourd'hui.»

LIBRE OPINION

Premiers indices de redressement économique

Le programme de redressement économique adopté par le gouvernement d'Israël semble donner de premiers résultats positifs. Certes le taux de l'indice du coût de la vie pour le mois de juillet restera très élevé en raison des augmentations de prix dues à l'annulation des subventions à des produits de consommation de base et aux transports mais l'on peut être assuré qu'il descendra de façon spectaculaire pour les mois d'août et septembre.

David CATARIVAS journaliste

Par ailleurs, le montant des devises étrangères en réserve a considérablement augmenté et cela est dû à la fois aux opérations bancaires des Israéliens qui ont choisi de convertir en «shekalim» leurs dollars pour bénéficier d'un taux d'intérêt plus élevé et aux transferts de fonds provenant de l'assistance économique américaine. Certains voient dans cette assistance un danger potentiel car, disent-ils, c'est finalement un revenu qui n'est pas le produit d'un travail et cela ne peut que contribuer à accroître l'inflation.

Mais c'est oublier que, finalement, l'assistance américaine à Israël n'est aussi généreuse que parce que les Américains y gagnent sur le plan stratégique et obtiennent à bien meilleur marché d'Israël ce qu'ils n'obtiennent souvent pas, malgré le prix très cher qu'ils paient, de la part de leurs alliés de l'OTAN, par exemple.

Il ne fait pas de doute que les États-Unis obtiennent, directement et indirectement, bien des avantages résultant de l'existence d'un État d'Israël fort et stable, allié du monde occidental, au sein de ce Moyen-Orient si convoité et l'on peut, en termes économiques, considérer l'assistance américaine comme le prix de services rendus par les forces armées israéliennes — sans qu'il soit pour autant besoin de bases américaines ou de manœuvres communes — à la cause occidentale au Moyen-Orient.

Il y a une incontestable contribution israélienne au renforcement stratégique des États-Unis et de leurs alliés dans la région et il est normal qu'Israël es soit rémunéré. D'autre part des programmes de recherche scientifique et militaire menés par Israël ont des retombées économiques pour d'importantes entreprises américaines et là encore c'est autant de gagné, pour les États-Unis. Les Israéliens peuvent donc, normalement, faire entrer les subventions américaines comme un des éléments de l'actif dans leur balance des paiements.

Mais l'indice le plus important de la bonne direction dans laquelle s'engage l'économie israélienne se trouve peut-être dans le comporte-

ment de la population. Celle-ci semble enfin avoir compris qu'il n'est pas de redressement possible sans sa contribution et que cette contribution ne peut que prendre la forme d'une restriction du pouvoir d'achat. Restriction soit en raison de l'érosion des salaires — et elle est importante, soit en raison de l'augmentation du nombre de chômeurs — grave mais non encore inquiétante, soit, enfin, par une volonté individuelle de restreindre les dépenses, volonté facilitée par l'augmentation importante des prix des denrées qui ne sont plus subventionnées. Le résultat des premières mesures prises par le gouvernement c'est que pour la première fois depuis des années, le Trésor n'a pas «imprimé» d'argent ce mois dernier et a au contraire «épongé» l'équivalent de 250 milliards de shekels.

Les gens n'achètent plus n'importe quoi pour se débarrasser à n'importe quel prix de l'argent qui semblait leur brûler les doigts. Ils comparent les prix et les vendeurs sont, pour la première fois depuis longtemps, obligés de faire des efforts et de consentir d'importantes réductions pour attirer la clientèle. On sent de la part de la population une volonté de voir le programme aboutir, réussir et cela malgré tous les doutes et toutes les critiques exprimées dans tous les milieux.

Les employeurs ne sont pas contents, les comités d'entreprises non plus. Les fonctionnaires licenciés et ceux qui sont menacés de l'être n'ont aucune raison de paviser; mais tout le monde est d'accord pour reconnaître que les mesures de licenciement peuvent certainement améliorer le fonctionnement des administrations et qu'il était temps que ces mesures soient prises, même pour des motifs autres que purement économiques. Le secteur des services est gonflé en Israël hors de proportion avec les besoins et les moyens du pays. Le plan de redressement peut avoir une influence des plus positives dans ce domaine.

Une récente enquête menée par l'Institut de Recherche sociale appliquée (qui se spécialise en Israël dans les sondages d'opinion) révèle que 87% de la population est prête à réduire son niveau de vie pour permettre la solution de la crise, tandis que 63% pensent que le programme améliorera la situation économique d'Israël. Ce sont là des données importantes pour le gouvernement encouragé à poursuivre dans cette direction même — 59% le disent — sans nouvelles concessions à la Histadrout, la Centrale syndicale toute puissante. La réussite du plan économique risque, naturellement, d'avoir des répercussions politiques, mais cela est «une autre histoire» comme disait Kipling.

«Excès de sincérité»

La présente a pour objet de marquer mon étonnement, pour ne pas dire ma stupefaction, devant l'article de M. Pierre Vennat paru dans LA PRESSE du 21 août 1985 en page C-1 et intitulé «Pauline Marois devra se méfier de ses excès de sincérité».

Tout d'abord, pour éviter toute équivoque, une mise au point s'impose: je ne suis en aucune façon un partisan de Mme Marois déçu du traitement accordé à «sa» candidate par M. Vennat. Je n'ai rien à voir ni de près ni de loin avec le Parti québécois qui, en ce qui me concerne, est mort et enterré depuis ce fameux congrès d'il y a trois ans où les autorités du Parti ont bafoué les militants et ont imposé (et bien sûr gagné) le plébiscite qui a suivi. Dans cette néo-Union nationale en train de se structurer, tous les aspirants-tes à la direction me laissent tout à fait froid.

Voici donc qu'il y a deux semaines, Mme Marois a le «courage» de voir ce qu'à peu près tout le monde voit et de dire ce que tout le monde dit au Québec, sauf les péquistes, à savoir que la gestion économique du PQ a été un échec. Ce fut bien le seul élément intéressant jusqu'à maintenant dans la course au leadership. Or, chose incroyable, M. Vennat lui fait la leçon: toute vérité n'est pas bonne à dire en politique, dit-il. Même plus: dire à haute voix ce qu'à peu près tout le monde pense constitue un «excès de sincérité». Heureusement, apprenons-nous, Mme Marois a fait «amende honorable». Comprenons qu'elle a manqué de courage

politique et surtout qu'elle a eu peur de se voir rejetée du prochain cabinet Johnson: alors elle est revenue sur ce qu'elle avait dit. Bravo Mme Marois, vous êtes une bien bonne politicienne. Dix sur dix.

Je trouve proprement renversant que des journalistes, censés être les «chiens de garde» de la démocratie (c'est bien de cette façon qu'ils se présentent le plus souvent) en soient rendus à donner des leçons de politesse à des politiciens-ennes. Comment pourraient-ils ensuite dénoncer les inepties (et il y en a à la tonne dans cette campagne), pour ne pas parler carrément des mensonges, des politiciennes) s'ils rappellent à l'ordre sitôt qu'une vérité pourtant toute simple est prononcée mais jugée «impertinente»?

On s'étonnera ensuite que les jeunes, en particulier, soient désabusés pour ne pas dire écoeurés de la politique officielle (et de tout ce qui l'entoure, y compris des commentaires politiques des journaux). Quand j'y regarde de plus près, cela m'apparaît de plus en plus comme une attitude saine et réfléchie.

Gilles LABELLE Montréal

NDLR — Pour un politicien, toute vérité n'est pas bonne à dire. C'est malheureux pour la vérité, pour l'honnêteté intellectuelle et pour nos moeurs politiques, mais c'est malheureusement vrai. Les journalistes ne font que le constater. La preuve? Mme Marois s'est excusée par la suite de son «excès de sincérité». P.V.

L'individualisme renaît en Amérique

Les jeunes affichent un instinct individualiste qui contraste avec la culture collectiviste dans laquelle ils ont été élevés. On leur a enseigné que tout est social. Confusément, ils ne le croient plus. Car il y a l'individu.

Les écoles, les médias et les Églises continuent d'entretenir une vision collectiviste du monde. Et plusieurs punks du troisième âge qui essaient gauchement de se recycler (au Parti libéral du Québec, par exemple) ne peuvent bafouiller «liberté individuelle» sans ajouter «et collective».

Heureusement, une nouvelle culture individualiste apparaît en Amérique, en France, en Angleterre et ailleurs dans le monde. On découvre que les anciennes expressions fétiches comme «la société qui décide» ou «la nation qui grandit» n'ont aucun sens sinon totalitaire. Il n'y a que l'individu qui compte, et l'individu ne doit compter que sur lui-même.

L'Etat-Providence court à la faillite. Malgré qu'il confisque la moitié de tous les revenus des Québécois, que ses exactions aient doublé par rapport à la production nationale depuis vingt ans, ses coffres sont étrangement vides. L'assurance-maladie étatique coûte une petite fortune pour une médecine fonctionnarisée et des services de plus en plus rationnés. Les actuels de Sobeco calculent que, dans une cinquantaine d'années, 40% des salaires devra être consacré au financement des programmes actuels de sécurité de la vieillesse, de retraites publiques et d'assurance-maladie. Sans compter les impôts pour tout le reste: éducation, assistance sociale, interventions multiples... S'il leur reste encore quelque liberté et quelque dignité, nos enfants diront non.

Il ne s'agit pas seulement de s'opposer à l'Etat, mais d'être en faveur de l'individu et des solutions privées. Par exemple, l'Etat vous empêche de travailler en imposant aux employeurs des conditions d'embauche irréalistes (réglementation des congédiements, normes du travail, discrimination positive, salaire minimum, conventions collectives, taxes diverses sur l'emploi); ou en exigeant un permis de travail (dans la construction, par exemple); ou en accordant aux syndicats des privilèges coercitifs qui institutionnalisent l'ancienneté et la médiocrité... Eh bien! Il ne vous reste qu'à créer votre propre emploi, au noir s'il le faut. Ainsi s'explique l'accroissement des travailleurs autonomes et de l'économie souterraine au cours des dernières années.

La faillite de l'Etat-Providence et la naissance d'une nouvelle culture individualiste convergent vers la reconnaissance d'une règle d'or: pour faire sa vie librement, dignement et efficacement, il ne faut compter que sur soi, sur ses relations libres, sur des institutions privées. L'individu est sa propre providence.

Les écoles publiques sont davantage des clubs privés d'enseignants que des entreprises au service des enfants, leurs clients. Allez-vous manifester, former des comités, participer, parler à Pauline Marois, voter pour Pierre Fortier? Ce serait inefficace, anti-individualiste et stupide. Débrouillez-vous plutôt individuellement, votez avec vos pieds et envoyez vos enfants à l'école privée de votre choix.

Bâtir sa vie en dehors des fausses sécurités collectivistes et étatiques serait ainsi le mot d'ordre des gagnants de l'avenir. On peut croire que les jeunes sont en train de le comprendre.

Ce n'est pas toujours facile à mettre en pratique. Quand la famille québécoise moyenne paie le quart de son revenu en impôts de toutes sortes et que son taux marginal d'impôt sur le revenu frôle les 50%, allez donc économiser pour la retraite ou offrir à vos enfants le Collège Stanislas! Au fond, l'Etat déteste la famille, qui le remplace trop bien.

Quand l'Etat empêche les jeunes de travailler (rappelez-vous, il y a vingt ans, presque n'importe quel jeune pouvait trouver un emploi n'importe quand), il n'est pas facile de partir dans la vie. Et il est bien difficile d'éviter les hôpitaux étatisés et les médecins fonctionnaires quand l'Etat prohibe les établissements capitalistes et vous interdit (car c'est bel et bien interdit par la loi) d'acheter des assurances privées pour les services assurés monopolistiquement par la RAMQ.

Mais il faut essayer. Ceux qui comptent sur la sécurité de l'Etat se préparent de cruelles déceptions. Et puis, nous ne sommes pas des assistés sociaux. Nos guérisseurs professionnels de maux sociaux, après avoir nié l'individu, ne se gênent pas pour ensuite verser quelques larmes de crocodile sur l'individu défavorisé qui, disent-ils, ne pourrait se débrouiller tout seul. Altruisme qui sonne faux.

D'abord, les pauvres le sont souvent parce que l'Etat leur interdit de se débrouiller. L'Etat éthiopien, qui refuse les multinationales, ne fait que pousser le phénomène à l'absurde.

Enfin, autant l'Etat redistribue très peu aux vrais pauvres, sa redistribution favorise plutôt les fonctionnaires, les agriculteurs, les intellectuels, les groupes de pression, la nomenclature de l'Etat-Providence... Les gens qui s'arrangent mal sur le marché ne s'en tirent pas nécessairement mieux contre la bureaucratie étatique, corporatiste ou syndicale.

Enfin, autant l'Etat est inefficace pour aider les pauvres, autant des efforts individuels et privés sont possibles, qui vont de la charité privée à l'entrepreneuriat en passant par les associations communautaires. Avec un peu de chance et beaucoup de travail, l'avenir appartiendra au mécat et aux organismes privés de services sociaux, fiers d'être financés par des contributions volontaires plutôt que par la coercition fiscale. L'Etat? Connais pas!

Pierre LEMIEUX

Respect dû aux sourds

À la fin de juin, un accident mortel s'est produit quelque part à Montréal. Un accident mortel comme il s'en produit des centaines au cours de l'année à travers la province. Pourtant, au-delà de ces déplorables statistiques, l'accident dont je veux parler était du même ordre, sauf qu'il impliquait une personne sourde et que les journaux ont vite fait de souligner la chose. En effet, la dépêche d'un journal écrivait: «Deux jeunes gens sont écrasés par une ambulance (...) Elle a heurté une automobile du conducteur, un sourd-muet, n'avait de toute évidence pas entendu la sirène.»

À la seule mention du mot SOURD-MUET, les journaux à sensation et les postes de radio en mal d'auditeurs sont tombés tous en même temps sur la tête, non pas du sourd-muet en question, mais sur toute la communauté sourde, comme si tous les sourds, collectivement, étaient responsables de l'accident, alors que le sourd réellement impliqué ne l'était peut-être pas lui-même. Des le lendemain de la tragédie, en effet, les postes de radio diffusaient des calomnies contre les sourds en général, alors que l'ensemble des sourds n'avait rien à voir avec l'accident. Et c'est justement à la radio, là où la communication avec le monde des sourds est impossible qu'un tel coup bas a été rendu possible.

De quel préjugés les animateurs radiophoniques ont-ils fait preuve contre les sourds à cette occasion? On ne le saura jamais avec certitude, puisque nous ne savons que ce que ceux qui les ont entendus ont bien voulu nous transmettre. Pourtant, si ces paroles irréfléchies avaient été écrites, il est certain qu'elles auraient suscité une riposte énergique de la part de la communauté sourde. Malheureusement, seul un entrefilet sarcastique paru dans le Journal de Montréal et signé André Ruffiangé: «Il est aberrant de constater qu'un SOURD-MUET puisse obtenir un permis de conduire au Québec. Cela me paraît d'une imprudence totale...» nous permet de nous faire par nous-même une très petite idée de l'avalanche de propos malveillants ou pour le moins méprisants qui ont été exprimés à notre sujet à l'occasion de ce malencontreux incident (...)

Comme les entendants, les sourds ont droit au respect de leur personne, tant comme individu que comme membre d'une collectivité. Le sens de l'ouïe mis à part, ce sont des gens normaux et non des fous, des imbéciles ou des gens dangereux. Même qu'il se produit infiniment plus d'incidents répréhensibles qui sont le fait de personnes qui entendent qu'il y en a de commises par des personnes sourdes. Les journaux en sont remplis tous les jours. Alors pourquoi, avec les sourds, y a-t-il toujours deux poids et deux mesures? C'est aux entendants de répondre à cette question.

Arthur LEBLANC Voir Dire

La vierge à l'enfant affamé

«Sais-tu ce que ça fait, un Éthiopien debout?» Je l'ai regardé, j'ai dit «Ah! ils sont rendus là?»

Et je l'ai revue, elle et son enfant, celle qu'on voyait partout, sur les affiches et à la télévision. Celle qu'on aurait pu appeler «La Vierge à l'enfant affamé...» J'ai revu le petit, sa bouche ouverte sur le vide... Est-il encore vivant? Et si oui, par quel miracle? Est-ce qu'il pleure? Un cri peut-il encore sortir de cet enfant, de cette ombre grise, ou bien ouvre-t-il ainsi la bouche pour mieux respirer, pendant qu'il le peut encore? Et la femme ne peut rien pour son enfant, elle n'a rien à donner, que de mourir avec lui...

Peut-on rester la même personne après avoir vu ça? On s'est ému, on a pleuré. Quinze jours? Un mois? On a envoyé dix, vingt, cent dollars. Et on a chanté «We are the world...» Ces enfants qui nous regardent... Le système ré-

cupère n'importe quoi, et on en fait des vidéo clips! Et lorsqu'on les a assez vus, on les jette, on les oublie, la mode est passée. Voilà, les enfants qui crévent ce n'est plus la mode, et c'est déprimant à la fin toutes ces images, on est soulagé de ne plus les voir, et on peut continuer tranquillement de consommer notre vie quotidienne...

C'est à ce stade qu'apparaissent les blagues de mauvais goût. On s'est habitué à l'intolérable, et on se décuple en essayant d'en rire. Ne nous reste-t-il aucune dignité? Est-ce qu'on ne pourrait pas laisser mourir ces gens en paix, sans en plus essayer d'y trouver un sujet de rigolade?

Si vous voulez savoir ce que ça fait, un Éthiopien debout, je ne vous le dirai pas.

Et si on vous le demande, vous pourriez répondre que ça ne vous intéresse pas. C'est permis.

Francine LABRIE Ste-Adèle



«On s'est habitué à l'intolérable.»

Fermeture intempestive

Au directeur de l'hôpital Notre-Dame

Je trouve déplorable, inadmissible, le fait de fermer le centre de jour (centre psychiatrique) alors que l'on voit comment sont traités la majorité (la presque totalité) des «cas» psychiatriques. Ce mal (appelons-le ainsi) de la société se répand de plus en plus en ces années-ci et l'on continue de construire, d'agrandir nos hôpitaux psychiatriques dont la philosophie, ou plutôt la manière de faire, est beaucoup plus axée sur la guérison de la maladie par les médicaments et les traitements aux «électrochocs» alors que nous savons tous que ce «semblant» de guérison n'est en fait qu'un état stabilisé de la maladie et cela pour un certain temps seulement.

Alors, dites-moi pourquoi lorsque l'on a un centre qui se veut un centre d'écoute, d'épanouissement, de prise de conscience et d'autogénération, un centre humanisé, on décide de le fermer.

Etant moi-même une ex-patient psychiatrique (et je ne suis nullement gênée de dire que j'ai co-

toyé pour un certain temps la «folie») j'ai fréquenté ce centre de jour et j'y ai suivi la thérapie que l'on y donnait. Je peux vous affirmer aujourd'hui que je me suis «grandie» par ce centre, cette thérapie, j'ai appris à reconnaître et à aimer mes émotions telles qu'elles sont. Je suis maintenant en mesure de composer avec mes sentiments et d'être en accord avec eux; c'est avec des gens plus humains, des gens tels que le personnel de votre centre que j'y suis parvenue. Je me suis sentie aimée, respectée et appuyée tout au long de ma démarche.

Alors qu'attendez-vous pour agir? Que nos hôpitaux soient envahis par tous ces malades, schizophrènes, psychotiques, dépressifs et suicidaires? Combien de temps, d'énergie et d'argent mettez-vous à la disposition de la recherche pour des médicaments miraculeux alors que vous savez très bien que la solution n'est pas là?

Carole LEBLANC Montréal

Scénario rocambolesque

Suite à la réglementation qui a été adoptée au sujet de l'acupuncture, voici le scénario qui se passe si je veux être traité en acupuncture. Tout ça en supposant que je trouve du premier coup un médecin qui accepte de me référer en acupuncture, et que mon cas ne soit pas contre-indiqué pour l'acupuncture aux yeux de ce médecin.

— trois semaines de délai pour obtenir rendez-vous avec le médecin.

— trois minutes d'attente pour me faire dire que je dois passer des tests avant de recevoir mon «permis» pour aller en acupuncture: établir un diagnostic sans avoir recours à la technologie ne fait pas sérieux, n'est-ce pas?

— trois semaines de délai pour passer la batterie de tests et retourner voir le médecin, qui enfin m'accorde le certificat médical me permettant d'aller me faire traiter en acupuncture.

Bilan: six semaines se sont écoulées, la «castonguette» a été utilisée deux fois, des services de laboratoire et de radiologie ont été utilisés, et je n'ai pas eu encore un seul traitement.

Il y a de quoi décourager n'importe qui de se faire traiter en acupuncture, non? Et pour une société qui a déjà des coûts exorbitants de soins de santé, n'est-ce pas à créer des dépenses supplémentaires et inutiles?

C. GÉLINAS Le Gardeur

Hommage à Roger Duhamel

Dans le concert d'éloges qui accompagnera longtemps la mort de Roger Duhamel, j'aimerais ajouter ma modeste voix. Nous nous étions connus à Ottawa, alors que j'avais eu recours à ses conseils à propos d'un livre que j'écrivais pour le compte du gouvernement. Par la suite, je le rencontrai à la Société des écrivains. Enfin, ayant eu à organiser le congrès annuel de cette Société, dont le thème portait sur le conte dans notre littérature, je lui avais demandé de prononcer la conférence de clôture. Il nous avait alors brossé un tableau éblouissant du conte dans la littérature universelle, de Chaucer à Tchekov. Par la suite, j'eus l'occasion de bavarder souvent avec lui dans des réunions de toutes sortes.

Sans jamais devenir intimes, nous n'en avons pas moins entretenue une correspondance épisodique pendant environ un quart de siècle, à propos de divers sujets. Le dernier service qu'il me rendit fut d'écrire une préface à mon dernier manuscrit. Malgré ses nombreuses occupations, il eut la gentillesse, la générosité et l'indulgence de me faire cette préface qui m'honorait.

Depuis fort longtemps, je lisais ses articles. Ceux-ci m'avaient conduit à ses livres, dont le dernier, consacré à Chateaubriand, Barès et Braillich, m'avait fasciné. Il m'avait pourtant, en réponse à une lettre que je lui écrivis à ce propos, que devant le peu de succès de ce livre, il avait renoncé à écrire. Il aurait pu ajouter, comme le Maître de Santiago de Montherlant, que «c'est un honneur que d'être oublié dans le monde où l'on vit».

Roger Duhamel était, en effet, un humaniste nourri d'une longue tradition littéraire qui est en voie de disparaître. Il était attaché par toutes ses fibres aux grandes valeurs fondamentales de notre civilisation chrétienne et gréco-latine, assaillie de tous côtés aujourd'hui par un flot de barbarie. Avec son départ, il me semble que disparaît l'un des derniers de nos grands humanistes. Espérons seulement que quelque étudiant, en mal de thèse, puisse un jour faire revivre cette grande figure de nos lettres, et que surtout, il publie ses oeuvres éparpillées dans divers journaux et revues. Ce serait là enrichir notre patrimoine littéraire.

Jacques GOUIN

LA PRESSE RENSEIGNEMENTS 285-7272. LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400.» Port de retour garanti.

la presse RENSEIGNEMENTS 285-7272. ABONNEMENT 285-6911. Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7h à 18h. RÉDACTION 285-7070. PROMOTION 285-7100. COMPAGNIE 285-6892. ANNONCES CLASSÉES 285-7111. Commandes du lundi au vendredi 8h à 17h. Pour changer du lundi au vendredi 9h à 16h30. GRANDES ANNONCES 285-7202. Détails: National, Télé-Press 285-7306. Vacances, Voyages 285-7265. Carrières et professions, nominations 285-7320.

MONTRÉAL À PIED

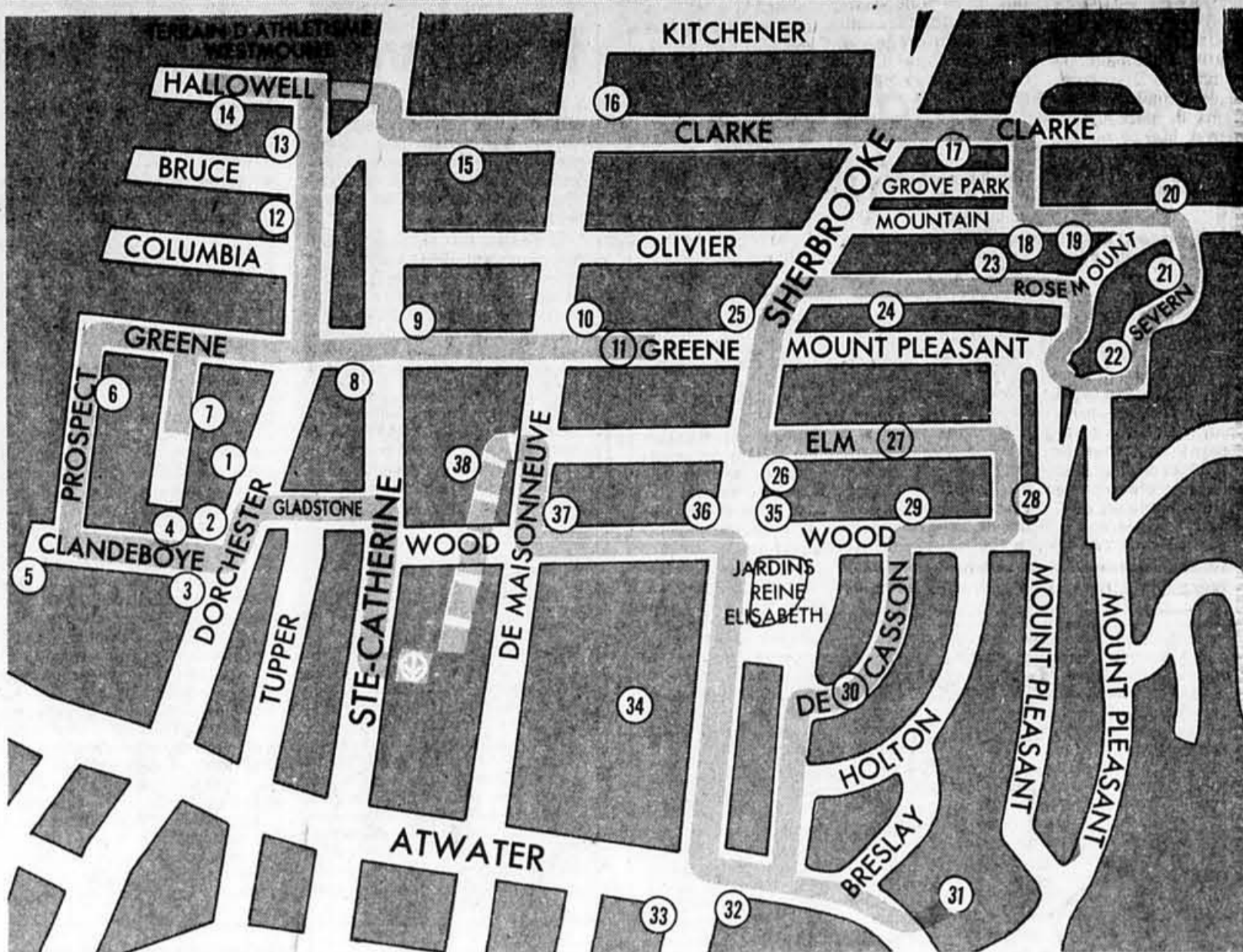


Guy Pinard

Westmount (1)

La richesse des équipements immobiliers de Westmount, allée à la trop longue distance à parcourir pour un seul circuit, nous amène à vous proposer de visiter Westmount en trois tranches, soit deux circuits exclusivement réservés à la ville de Westmount et, pour clore cette série, un dix-neuvième circuit également partagé entre le nord de Westmount et le quartier Côte-des-Neiges, et gravitant autour du symbole le plus réputé de Montréal, l'oratoire Saint-Joseph. Mais revenons pour le moment au circuit d'aujourd'hui qui vous entrainera dans le secteur est de Westmount. Ce circuit est évidemment émaillé de somptueuses résidences, toutes plus envoûtantes les unes que les autres, mais il nous permet aussi de découvrir des bâtiments intéressants comme la ferme des Sulpiciens, le « Rosemount », l'église Saint-Léon-de-Westmount, ainsi que les trois couvents qu'on retrouve de part et d'autre de l'intersection des rues Sherbrooke et Atwater, et plus particulièrement l'ex-maison-mère des Soeurs de la congrégation Notre-Dame, aujourd'hui propriété du cégep Dawson. Autant vous le dire immédiatement, c'est un circuit un peu fatigant, puisque la deuxième partie du parcours se déroule à flanc de montagne.

Départ et arrivée : Station de métro Atwater
Distance : 5 km
Durée : Deux heures



1 Le circuit commence à la station de métro Atwater, sortie Sainte-Catherine.

RUE SAINTE-CATHERINE (à droite)
RUE GLADSTONE (à gauche)
BOULEVARD DORCHESTER (à gauche)

1 — Ensemble immobilier « The Towers » (du 4130 au 4140) — Construites en pierre polie et bossée vers 1880, ces maisons en rangée furent les premières du genre à Westmount. À noter les tourelles dotées de nombreuses fenêtres.

2 — Maison en brique rouge (au 4128) — Remarquable pour sa tourelle, son portique en pierre, son toit à lucarnes et sa galerie sur deux côtés.

3 — Maison en brique (angle sud-est de Clandeboye) — Remarquable pour son entrée latérale surplombée d'une arche avec bandeau décoratif, ses vitraux, sa fenêtre en encoche, sa cheminée et sa véranda en porte-à-faux à l'arrière.

AVENUE CLANDEBOYE (à droite)
4 — Maison de style gothique (au 130) — Remarquable pour ses moulures en bois de style gothique.

5 — Maison d'inspiration médiévale (au 51) — Connue sous le nom de « Pierrefonds », cette élégante maison d'inspiration médiévale et à toit crénelé a été construite en 1897. À noter les vitraux et l'entrée surplombée d'un balcon en bois sculpté.

RUE PROSPECT (à droite)
6 — Maison aux couleurs pastels (au 65) — Maison en pierre taillée et dont les boiserie extérieures sont peintes en teintes pastels.

AVENUE GREENE (à droite)

RUE STAYNER (à droite)
7 — Maison à balcon (au 71) — Maison dont le balcon est surmonté d'un médaillon illustrant le castor et la feuille d'érable. À noter les vitraux de l'entrée. Retour vers la rue Greene.

AVENUE GREENE (à droite)
8 — Ex-Banque Royale du Canada (angle sud-est de Sainte-Catherine) — Édifice dessiné par les frères Maxwell et construit en blocs de grès en 1904. Bandeau supporté par deux pilastres et portant toujours l'inscription « The Royal Bank of Canada », surmonté d'armoiries.

9 — Édifice de Bellefeuille (du 1210 au 1218) — Construit en brique rouge avec ornements en pierre de taille en 1887 pour Me Edouard Lefevre de Bellefeuille. À noter le toit à lucarnes.



10 — Ex-bureau de poste (au 1304) — Édifice de style baroque dessiné par W.A. Ritchie, construit en 1913 et recyclé en boutiques. Imposante entrée en coin surmontée d'un dôme et flanquée de chaque côté d'une colonnade surmontée d'un fronton à médaillon. Corniche intéressante.

11 — Rénovation urbaine — Section de rue rénovée par la ville de Westmount vers la fin des années 70, et dont la forme d'aménagement routier a depuis été reprise par l'administration montréalaise. Revenir vers le boulevard Dorchester.

2 BOULEVARD DORCHESTER (à droite)
12 — Ensemble d'inspiration victorienne (du 4258 au 4270) — Ensemble en pierre polie et bossée construit en 1900. À noter les vitraux et les toits agrémentés de tourelles et de créneaux. La maison de 1895 au 4274 se démarque de manière spectaculaire de cet ensemble par l'utilisation de la pierre de grès rouge.

13 — Maison Archibald (au 4278) — Maison construite vers 1915 par John Archibald et dont les lignes sont beaucoup plus sobres que celle des maisons qu'elle côtoie.

RUE HALLOWELL (à gauche)
14 — Ensemble hétéroclite (du 49 au 99) — Ensemble intéressant de par l'usage de différents styles et de plusieurs matériaux de construction. À noter les loggias à peine assez grandes pour deux personnes et les balcons de bois sur trois étages. Revenir sur ses pas rue Hollowell, et traverser le parc droit devant soi jusqu'à la rue Sainte-Catherine vers : boulevard Dorchester.

RUE SAINTE-CATHERINE (à droite)
AVENUE CLARKE (à gauche)

15 — Maison (au 241) — Maison construite en 1899 et remarquable par ses fenêtres de style gothique et sa corniche d'inspiration mauresque.

16 — Église Saint-Léon-de-Westmount (angle nord-ouest de de Maisonneuve) — Église catholique dont la partie la plus ancienne (comportant l'abside, les transeps et le tiers de la nef actuelle) a été construite en 1903 selon des plans de Georges-Alphonse Monette, qui a également signé en 1920 l'agrandissement et la façade florentine. À noter le vestibule surmonté d'une balustrade et le campanile. La décoration de style roman de Florence, sa chaire et ses autels en marbre, les portes en bronze des confessionnaux et de la balustrade, les sculptures sur bois du Honduras du jubé et de la chaire, ses vitraux et ses portes sculptées.

RUE SHERBROOKE (à droite)
AVENUE GROVE PARK (à gauche)

17 — Maisons des années 20 (versant de gauche) — Maisons dessinées par Percy Erskine Nobbs construites en brique vers la fin des années 20. Contrairement à ce qui se fait aujourd'hui dans les développements immobiliers, ces maisons se ressemblent sans être identiques, ce qui est à l'honneur de l'architecte.

AVENUE ALWOTH (à droite)
AVENUE MOUNTAIN (à gauche)

18 — Maison à pignon (au 451) — Maison en stuc à pignon à bordure ouvree. À noter le toit de tôle, les fenêtres cintrées et le balcon en fer forgé.

19 — Maison de cocher (à l'angle de Rosemount Crescent) — Petite maison de pierre, de brique, de stuc et de bois, remarquable pour ses fenêtres en encoche. Elle aurait logé le cocher ou le jardinier du domaine Rosemount (voir plus loin).

20 — Maison de style gothique (au 490) — Maison en pierre lisse et pierre bossée construite vers 1870 en s'inspirant de l'architecture gothique religieuse. À noter le toit en bardeaux et le pignon à bordure ciselée du portique.

AVENUE SEVERN (à droite)
21 — « ROSEMOUNT » (au 16) — Maison en pierre grise construite pour Anna Goudenough, propriétaire foncière, et acquise en 1849 par John Young, commissaire du port de Montréal. La maison de trois étages au 18 fut ajoutée en 1850, et est facile à reconnaître à cause de la différence de la pierre. À noter les toits à lucarnes et la corniche à créneaux.

22 — Maison en bois (face à l'avenue Mount Pleasant, après la courbe de l'avenue Severn, au 474) — Maison en déclin de bois et en bardeaux construite en 1891 dans le style des maisons de la côte de l'Atlantique. Descendre l'escalier sur votre droite.

ROSEMOUNT CRESCENT (à droite)
AVENUE ROSEMOUNT (à gauche)

23 — Maison en pierre lisse (au 52) — Résidence construite vers 1860. À noter que la maison mitoyenne du 60 (dissimulée derrière de grands arbres) a conservé ses ornements au-dessus des ouvertures du rez-de-chaussée.

24 — Maisons semi-détachées (au 37 et 39) — Maisons de style roman construites en 1896 d'après les plans d'Edward Maxwell.

RUE SHERBROOKE (à gauche)
25 — Stonehenge (du 4250 au 4000) — Concliergerie construite en 1929 et remarquable pour ses gargouilles sculptées aux encadrements, au sommet de l'édifice.

26 — Maison en pierre (au 4119) — Maison en pierre beige, remarquable pour son portique et sa fenestration.

AVENUE ELM (à gauche)
27 — Maisons inspirées par les châteaux — Rue absolument remarquable — il faut avoir les yeux tout grands ouverts — bordée de maisons inspirées des châteaux médiévaux et construites en 1895. À noter les tourelles et l'utilisation du grès rouge rehaussé par les bandes de pierre polie (au 423 et au 425), les créneaux (au 434), les créneaux et les vitraux (au 437 et au 439), les vitraux (au 484 et au 488), la tourelle et l'utilisation inverse des matériaux, la pierre rouge étant cette fois polie tandis que la pierre d'ornementation est, elle, bossée (au 492), et enfin la ligne moyennageuse du toit (au 493 et au 495).

AVENUE HOLTON (à droite)
28 — Maisons de pierre (du 47 au 41) — Ensemble aux façades de style varié construit en pierre de taille en 1903. À noter le toit vert-de-gris, la fenêtre en baie et les balcons.

3 AVENUE WOOD (à droite)
29 — Maison Marchand (au 486) — Maison d'allure sobre construite en 1912 par l'architecte J.-Omer Marchand. À noter la façade à grande ouverture vitrée et l'ornementation sculptée.

CHEMIN DE CASSON (à gauche)
30 — Ex-ferme des Sulpiciens — Ferme vendue en 1920 pour un développement immobilier singularisé par ses rues en cercle aux tronçons courts pour assurer plus d'intimité, le plus vaste jamais entrepris au Canada jusque là. Le chemin de Casson illustre bien ce développement, les maisons ayant été dessinées par les architectes Shorey et Ritchie. Le développement s'est poursuivi sur le chemin Barat. À noter que ces maisons semi-détachées sont dotées d'une entrée latérale d'un côté de la rue, et d'une entrée en façade de l'autre.

CHEMIN BARAT (à gauche)
RUE ATWATER (à gauche)

31 — Manège LeMoyné-d'Iberville (au 3350) — Jadis connu sous le vocable de « Ferme des prêtres », cet édifice en pierre des champs fut construit en 1804 par François Daveluy, maître maçon, incendié en 1874 et partiellement reconstruit en 1875. L'aile ouest a été ajoutée en 1911 et l'aile nord en 1943. À noter le toit à lucarnes. Revenir sur ses pas, rue Atwater, vers la rue Sherbrooke.

32 — Couvent des Petites Filles de Saint-Joseph (angle nord-est de Sherbrooke) — Édifice en forme de « U » dessiné par Alfred-Hector Lapierre et construit en 1910 en pierre de taille. Propriété des Sulpiciens, il est aujourd'hui utilisé pour les services communautaires.

33 — Maison générale des Soeurs de la congrégation Notre-Dame (angle sud-est de Sherbrooke) — Oeuvre de J.-Omer Marchand, cet édifice construit en 1913 en brique chamois logeait jadis l'école normale Jacques-Cartier et comprenait une chapelle démolie en 1973. À noter l'entrée principale, la corniche et l'ornementation sculptée.

RUE SHERBROOKE (à droite)
34 — Ex-Maison-mère des Soeurs de la congrégation Notre-Dame (au 3040) — Imposant bâtiment de style Beaux-Arts dessiné par J.-Omer Marchand, construit entre 1905 et 1908, le premier bâtiment religieux construit avec un matériau de couleur claire (brique chamois). Le bâtiment prend la forme d'un « H », la chapelle servant de lien entre les deux ailes principales. À noter : la rosace, les fenêtres en arcade, les colonnes à chapiteau, toutes d'inspiration romane, la coupole et le fronton byzantins, et la statue de Notre-Dame-de-la-Garde installée en 1907 au sommet du dôme.

35 — Maison de ville (au 4103) — Maison dessinée par les frères Maxwell et construite en pierre de taille en 1907. Remarquable fenêtre en baie surplombant le portique.

36 — Temple Emmanuel-El (au 4134) — (angle sud-ouest de l'avenue Wood) — Édifice construit en brique en 1959. À noter les fenêtres cintrées. Revenir sur ses pas, rue Sherbrooke.

AVENUE WOOD (à droite)
37 — Church of the Advent (angle nord-ouest du boulevard de Maisonneuve) — Temple de style néo-gothique construit en 1892, en brique rouge avec entrée et ornementation en pierre de taille. À noter la cloche à ciel ouvert. On a retrouvé des croquis signés par les architectes Cox et Amos mais sans pouvoir affirmer qu'ils ont dessiné le temple.

BOULEVARD DE MAISONNEUVE (à droite)
38 — Westmount Square — Ensemble de trois tours conçu par l'architecte Mies van der Rohe et terminé en 1966. S'engager dans la galerie des boutiques par l'entrée parallèle au boulevard de Maisonneuve. Un couloir (malheureusement mal indiqué) mène à la station de métro Atwater, terme de notre visite.



Sources pour de plus amples informations :
■ Explorer Montréal, de Cécile Grenier et Joshua Wolfe (Libre-Expression)
■ Guide culturel de Montréal (Héritage-Montréal)
■ Répertoire d'architecture traditionnelle (CUM)

Une première : Discovery place deux satellites sur orbite

(Selon UPI-AP- AFP) — Lancé en catastrophe entre deux orages, hier matin, l'équipage de la navette Discovery, malgré quelques incidents de parcours, a réussi, hier, à mettre en orbite deux satellites, une première dans le domaine spatial.

« Fantastique! Nous sommes vraiment soulagés », ont affirmé les dirigeants de la NASA en apprenant le lancement réussi du satellite Aussat, hier après-midi. L'engin, qui permettra des communications permanentes sur tout le vaste territoire australien, a été déployé au-dessus de l'Équateur une journée plus tôt que prévu. Dès la mise en orbite de Discovery, en effet,

l'équipage avait constaté qu'un voile solaire du satellite avait été endommagé en percutant une pièce du bras manipulateur.

Au cours des heures suivantes, toutefois, les spécialistes de la mission ont réussi à remettre en place le voile solaire qui protège l'engin, grâce au même bras manipulateur canadien. Pour empêcher que les dispositifs électroniques du satellite ne soient endommagés par la chaleur ou le froid, exposé dans la soute de la navette aux intempéries, ils l'ont lancé plus tôt que prévu. Le satellite de \$60 millions, en orbite géostationnaire à 22 300 milles au-dessus de la Terre, est maintenant hors danger, grâce à la rota-

tion constante qui l'anime. On ne saura toutefois que dans dix jours, lors de tests, si les antennes de l'engin sont intactes.

Moins de cinq heures après le déploiement d'Aussat et une orbite plus tôt que prévu, les astronautes ont lancé un satellite américain de \$100 millions, l'ASC-1, qui sera chargé d'alimenter les communications de plus de 450 firmes et agences américaines.

Un troisième satellite, le Leasat-Syncom IV-4, appartenant à la US Navy, sera déployé conformément au plan initial, demain, au cours de la 32^e orbite de Discovery.

Hier soir, les responsables de la mis-

sion Discovery n'ont pu confirmer, en raison des difficultés rencontrées depuis le début du lancement, si l'audacieuse opération de sauvetage en orbite d'un satellite en perdition — le Leasat-Syncom IV-3 — aura bien lieu. La réparation en vol de cet engin d'une valeur de \$100 millions, qui nécessitera une marche dans l'espace de deux spécialistes de mission, pourrait avoir lieu samedi, dimanche ou lundi prochain.

Une décision finale à ce sujet devra tenir compte des réserves en carburant de Discovery. Ces réserves devront être suffisantes pour la poursuite et le rendez-vous prévu avec le satellite qui dérive, inerte dans l'espace, depuis son lancement avorté en avril dernier.

Après deux mises à feu annulées, au cours des jours précédents, par des orages et une panne d'ordinateur, Discovery a été lancé hier dans les pires conditions qui aient jamais précédées lors d'une telle mission.

CUISINES • CUISINES • CUISINES • CUISINES

45% DE MOINS que notre liste de prix suggérés sur **NOS CUISINES EN MÉLAMINE**



• SALLE DE JEUX
• RAJOUTS
• SALLE DE BAINS
• TOUT GENRE DE TRAVAUX

HEURES D'OUVERTURE
SAMEDI ET DIMANCHE 10 h à 17 h
LUNDI À MERCREDI 9 h à 18 h
JEUDI ET VENDREDI 9 h à 20 h

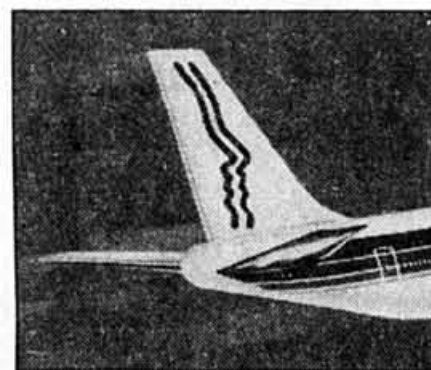


AUSI **25% DE MOINS** que notre liste de prix

suggérés sur la plupart de nos CUISINES EN CHÊNE

RÉNOVATION 9725, BOUL. L'ACADIE 337-0702

TOUTES CES DESTINATIONS AUX PRIX PEOPLE EXPRESS



3 vols quotidiens sans escale vers New York/Newark 52-79\$

DE MONTRÉAL/MIRABEL VIA MEWARK VERS	TARIF ALLER	DESTINATION	PRIX
ALBANY	\$79/\$119	HOUSTON/HOBBY	\$146/\$173
ATLANTA	133/\$159	JACKSONVILLE	\$133/\$159
BALTIMORE	\$79/\$119	MELBOURNE, FL.	\$159/\$199
BIRMINGHAM	\$133/\$159	MIAMI	\$159/\$199
BOSTON	\$79/\$119	MINNEAPOLIS/ST. PAUL	\$146/\$199
CHARLOTTE	\$106/\$133	NASHVILLE	\$133/\$159
CHICAGO	\$133/\$159	NORFOLK/VIRGINIA BEACH	\$79/\$119
CINCINNATI	\$106/\$133	ORLANDO	\$145/\$199
CLEVELAND	\$106/\$133	PITTSBURGH	\$106/\$133
COLUMBIA, S.C.	\$106/\$133	PROVIDENCE	\$79/\$119
COLUMBUS	\$106/\$133	RALEIGH/DURHAM	\$106/\$133
DALLAS/FI. WORTH	\$173/\$199	ST. PETERSBURG/TAMPA	\$159/\$199
DAYTON	\$106/\$133	SARASOTA/BRADENTON	\$159/\$199
DENVER	\$146/\$173	WEST PALM BEACH	\$159/\$199
DETROIT	\$106/\$133	WASHINGTON/DULLES INT.	\$52/\$79
FT. LAUDERDALE	\$159/\$199	WASHINGTON-NATIONAL	\$79/\$119
FT. MYERS	\$159/\$199	LONDRES	ECONOMIQUE \$319/\$346 PREMIÈRE \$655/\$682
SAN FRANCISCO/OAKLAND	ECONOMIQUE \$226/\$293 PREMIÈRE \$469	BRUXELLES, BELGIQUE (à partir du 8 septembre 1985)	ECONOMIQUE \$185/\$212 PREMIÈRE \$252/\$279 <small>8 au 30 septembre 1985 1^{er} oct-13 novembre 1985</small>
LOS ANGELES	ECONOMIQUE \$226/\$293 PREMIÈRE \$469		PREMIÈRE \$655/\$682

Prix en vigueur du 5 septembre au 13 novembre 1985. Les prix s'entendent en dollars canadiens et son assujettis à l'approbation gouvernementale. Tous les vols arrivent au Terminal C de l'aéroport international de Newark.

PEOPLEExpress

POUR VOYAGEURS AVISÉS

Les lignes aériennes People Express. Pour réservations, appelez à Montréal, (Québec) (514) 875-6787, à Burlington, vt. (802) 863-2509 ou consultez votre agent de voyages

Les lignes aériennes People Express 1985

UNE LIGNE DIRECTE SUR

l'avenir



Grâce à l'expertise unique qu'elle a acquise depuis 13 ans en formation universitaire à distance, la Télé-université répond aux besoins en émergence par :

- des moyens pédagogiques originaux, variés et adaptés aux réalités modernes
- des outils à la fine pointe des technologies nouvelles

dans des champs tels que :

- la micro-informatique
- la bureautique
- l'utilisation de l'informatique à des fins d'enseignement
- la gestion prospective du travail
- l'humanisation du travail
- les langues secondes
- la personne, son milieu, sa société

Pour plus d'informations, communiquez avec le Service aux étudiants :

Montréal (514) 522-3540 sans frais : 1-800-361-6808
Québec (418) 657-2262 sans frais : 1-800-463-4722
Beauce (418) 228-8484 sans frais : 1-800-463-1615

Université du Québec
Télé-université

La Commission Scolaire Jérôme-LeRoyer

CENTRE D'ÉDUCATION DES ADULTES D'ANJOU

8205 rue Fonteneau (angle St-Donat) Montréal (Québec) H1K 4E1

FORMATION PROFESSIONNELLE À TEMPS PLEIN

INSCRIPTION: Du 3 septembre au 6 septembre (de 19h à 21h)

DÉBUT DES COURS: Le 30 septembre 1985

COÛT: 30,00\$ pour l'année scolaire
12,00\$ pour les tests de classement si nécessaire

HORAIRE DES COURS: de 16 h 00 à 22 h 00

CONDITIONS D'ADMISSION: Avoir 18 ans au 30 septembre 1985. Satisfaisant aux préalables de chacun des cours. Ne pas être inscrit à plein temps au secteur des jeunes.

- COURS OFFERTS:
- Dessin de construction mécanique
 - Dessin en général
 - Coiffure pour dames
 - Coiffure pour hommes
 - Soins esthétiques du visage et maquillage
 - Électrolyse
 - Manucure
 - Secrétariat en général
 - Secrétariat et sténographie bilingue

CENTRE DANIEL-JOHNSON
1200 boulevard du Tricentenaire
Montréal (PAT) (Québec)
H1B 3A8
Tél.: 642-0245

- INSCRIPTION: Prendre rendez-vous par téléphone
- HORAIRE DES COURS: 8 h 30 à 15 h 00
- COURS OFFERTS DÉBUT
- Mécanique automobile (enseignement individualisé): 9 septembre 1985
- Réparation et entretien d'appareils électroménagers: 23 septembre 1985
- Charpenterie-menuiserie: Coffrage, charpente, finition: 23 septembre 1985

COURS D'ASTROLOGIE

Centre de recherche Astro-Psychologique de Montréal Inc. (fondé par Huguette Hérisp)
Début des cours le 11 septembre
Pré requis: D.E.C. ou équivalent.
Renseignements: 522-3791 523-1081 ou écrire à C.P. 1081, succ. Desjardins Montréal H5B 1C2

Sur la rive sud...

Alfred Dallaire a bâti le complexe funéraire le plus moderne, le plus prestigieux, le plus polyvalent du Québec. En plus il a voulu qu'il soit très économique. Venez le visiter.

Alfred Dallaire INC 270-3111

Malépart devient critique du PLC en matière de politique sociale

■ OTTAWA (PC) — Le député libéral Jean-Claude Malépart a été nommé, hier, critique officiel de son parti aux Communes dans le domaine de la politique sociale du gouvernement conservateur.

Cette nomination, faite par le leader libéral John Turner, constitue une récompense pour les attaques incessantes de M. Malépart au cours des débats soulevés par la décision du gouvernement de réduire la protection contre l'inflation des pensions de vieillesse.

En procédant à un remaniement de son cabinet fantôme, M. Turner a également nommé M. Lloyd Axworthy au poste de critique commercial, tout en le maintenant critique de la Commission canadienne du blé. Il aura ainsi un rôle important à jouer cet automne, au moment où les Communes se pencheront sur les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis.

Le député Raymond Garneau, d'autre part, abandonne sa fonction de critique du Conseil du trésor pour devenir critique associé des finances, avec M. Donald Johnston.

M. Dave Dingwall devient critique de l'expansion industrielle régionale, mais M. Axworthy demeure président du comité des parlementaires libéraux sur le développement régional.

Mme Lucie Pepin va au statut de la femme, tout en conservant l'immigration.

M. George Baker passe au Conseil du trésor et à la Société des postes.

M. Brian Tobin devient critique associé des transports (avec M. André Ouellet) et demeure critique des forêts.

M. Sheila Finestone passe aux communications.

M. Alfonso Gagliano, des petites entreprises, s'occupe en plus de Revenu Canada.

Le whip Jean-Robert Gauthier conserve son poste.

M. Therese Killens va à la consommation et aux corporations.

M. Jean Lapierre devient critique associé de l'emploi et de la jeunesse.

M. Sergio Marchi: sport amateur et multiculturalisme.

M. Marcel Prud'homme: Agence canadienne de développement international.

M. Bill Rompkey: critique associé de la défense, avec M. ajn Hopkins.

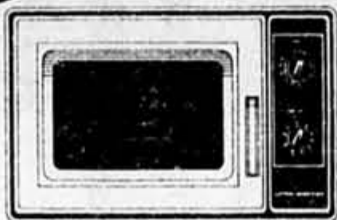
La marine canadienne souhaite élargir ses possibilités

■ HALIFAX, Nouvelle-Ecosse (AFP) — La marine canadienne entend améliorer ses capacités pour être en mesure, au milieu des années 1990, d'assurer sa propre protection anti-aérienne, anti-sous-marine et contre les navires de surface, et de protéger d'autres vaisseaux, déclare-t-on au quartier-général de Halifax (Nouvelle-Ecosse), sur la côte atlantique.

Pour l'instant, indique-t-on de même source, la marine canadienne concentre ses moyens sur la guerre anti-sous-marine. Mais sa participation aux manœuvres de l'OTAN se fera désormais dans un esprit de préparation aux missions d'une marine capable d'aller n'importe où et de tout faire. Cela sera possible, espère-t-on à Halifax, lorsque la flotte canadienne aura reçu les six frégates en construction ou programmées, et que les travaux de transformation de quatre destroyers en navires anti-aériens auront été menés à bien.

Un rapport du ministère canadien de la Défense soulignait en avril 1984 que la marine canadienne n'était plus capable de satisfaire en même temps des exigences nationales et des engagements internationaux.

LES PRIX SONT EN CHUTE

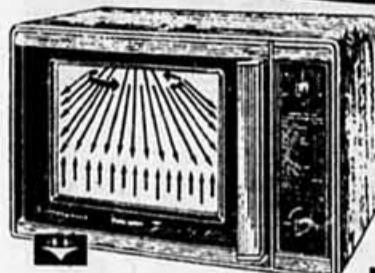


LITTON MOFFAT

FOUR À MICRO-ONDES

Peu importe où vous allez, c'est le «Go anywhere» qu'il vous faut.
 • capacité de 0,8 pied cube
 • ne pèse que 43 lb
 • peut s'installer près du comptoir de cuisine
 • commande de puissance variable.

239\$
Incluant 2 ans de service à domicile.



Hotpoint

FOUR À MICRO-ONDES

• système micro-ondes «Dual Wave»
 • capacité 1,4 pied cube
 • minuterie de 60 minutes à 2 vitesses
 • niveau d'énergie variable.

399\$
Service et livraison inclus.



Modèle MR-7830

HITACHI

FOUR À MICRO-ONDES ÉLECTRONIQUE

• capacité extra grand 1.45 pied cube
 • six réglages de puissance
 • minuterie 99 min./99 sec.
 • commandes électroniques
 • plaque tournante.

459\$
Service et livraison inclus.



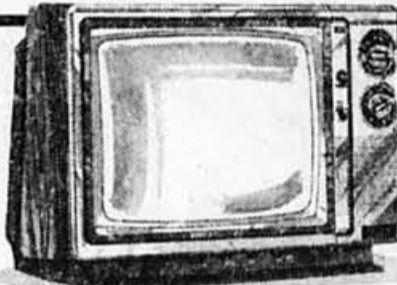
HITACHI

TÉLÉ-COULEUR 26"

• luminaire 20 • lampe écran «In-Line»
 • style contemporain • fini noyer.



699\$
Incluant 3 ans de service à domicile.



MAGNAVOX
TÉLÉCOULEUR PORTATIVE 14" MAGNAVOX

• tube écran de précision
 • antenne UHF
 • 100% transistorisé
 • couleurs exceptionnelles



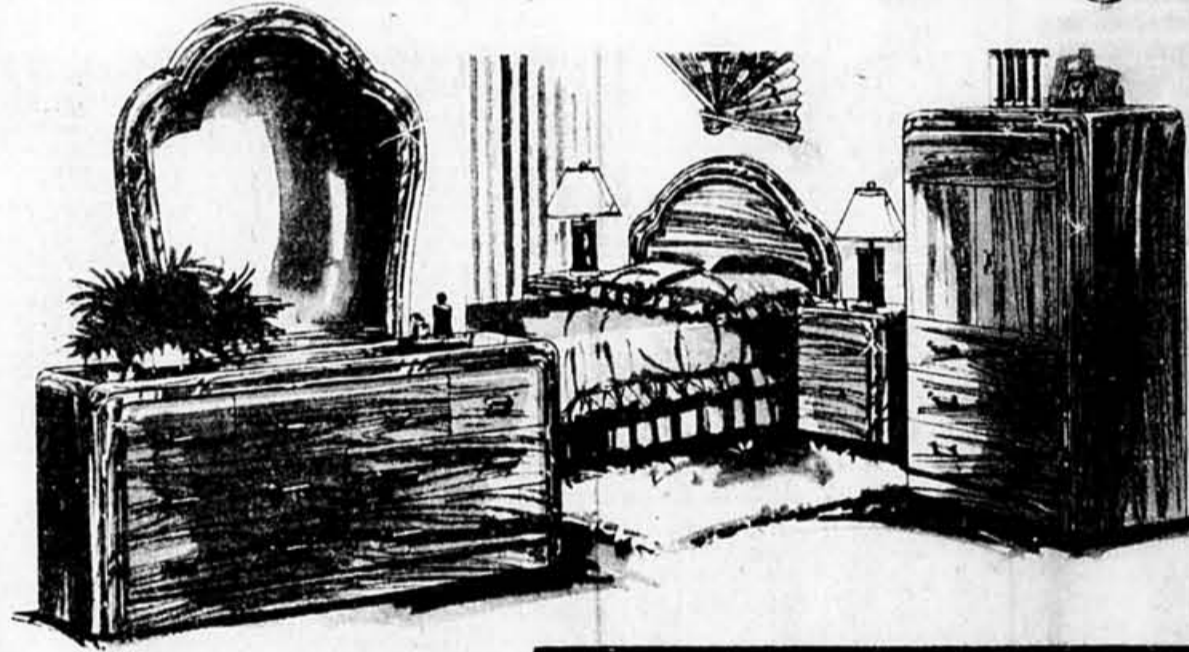
259\$
Incluant 3 ans de service à domicile



POUR LE MODE DE VIE D'AUJOURD'HUI

Mobilier de salle à manger 7 pièces de belle finition frêne naturel. Ce mobilier est idéal pour les repas de tous les jours et pour les grands festins. Le mobilier comprend: table rectangulaire 38" x 54" pouvant s'allonger jusqu'à 78" avec panneau-rallonge, quatre chaises et vaisselier avec éclairage intérieur.

1 249\$ 5 pièces
1 149\$ buffet-huche

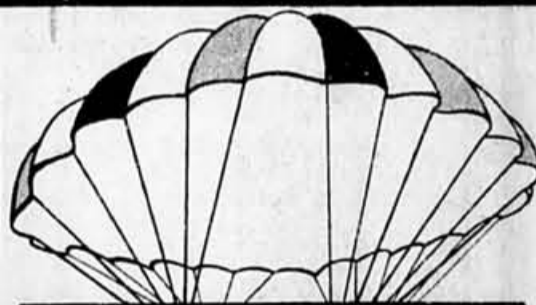


ALLURE RAFFINÉE ET DISTINGUÉE

Magnifique mobilier en frêne naturel au design moderne. Garnitures finies laiton lui conférant une touche de distinction. Ses compositions: bureau triple, miroir, commode, tête de lit et deux tables de nuit.

1 999\$ 6 pièces
Livraison incluse

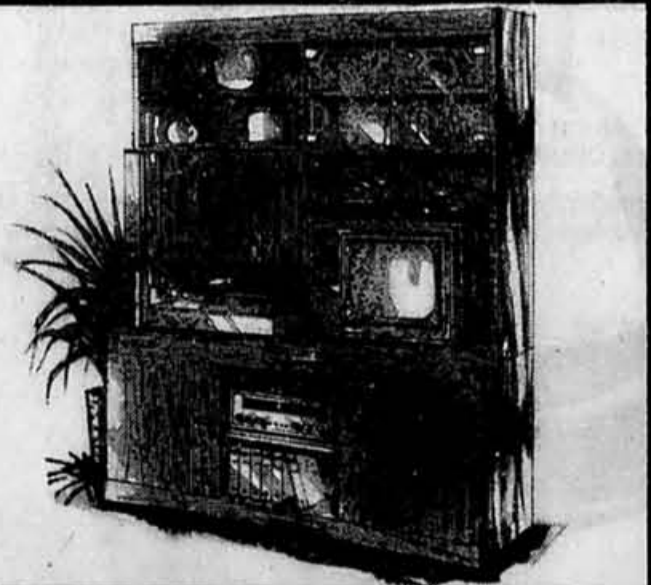
LIVRAISON ET SERVICE APRÈS-VENTE GRATUITS



UNITÉ MURALE 2 PIÈCES

Voici une bonne façon de mettre à profit vos murs en utilisant tous les espaces de rangement possibles de ce meuble. Section supérieure avec éclairage et portes vitrées et bar battant. Fabrication durable et très facile d'entretien.

439\$ Livraison incluse



BRAULT & MARTINEAU

«C'est là qu'ça se passe!»



MONTRÉAL
7330 est. Sherbrooke
(métro Beauport)
353-7330

LAVAL
382, boul. Des Laurentides
687-3210

VILLE LASALLE
1130 Dollard
364-8110

ST-LÉONARD
6875 est. Jean-Talon
(près des Galeries d'Anjou)
254-9455

LONGUEUIL
3245, chemin Chambly
(coin Roberval)
679-1260



• LIVRAISON GRATUITE • SERVICE APRÈS-VENTE GRATUIT • PLAN BUDGÉTAIRE

SPECIAL

COMPLETS

3 pièces ou croisés
 100% laine et poly-laine
 unis et rayés.
 Aussi nouveaux coloris,
 grandeurs 36 à 46
 court, régulier et long.
 Prix ord. jusqu'à \$299

Spécial
\$169

IMPERMÉABLES

Nouveaux modèles 1985 coupe
 européenne modèle croisé avec
 ceinture et épaulettes grandeurs:
 36 à 46 — court, régulier et long
 aussi: en modèle droit

Spécial
\$79

VESTONS

Poly-laine polyester-lin
 et 100% laine.
 Nouveaux coloris
 grandeurs 36 à 46
 court, régulier, long
 Ord. jusqu'à \$129

Spécial
\$79
 2 pour \$150

PANTALONS

Pierre Cardin
 Cacharel
 Polyester — Polyester et
 laine — 100% laine

Spécial
\$35
 3 pour \$100

CHEMISES

Ord. jusqu'à \$45

Spécial
 5 pour \$100

RETOUCHES GRATUITES

Morrie Gold

385, RUE SAINTE-CATHERINE OUEST
 PRÈS BLEURY
 MASTERCARD — VISA — AMERICAN EXPRESS

La « soeur-curé » de Saint-Michel est décédée

Soeur Claire Richer, la « soeur-curé » de Saint-Michel de Napierville, dans le diocèse de Saint-Jean-Longueuil, est morte hier matin à la maison mère de sa congrégation des Soeurs de Saint-Anne, à Lachine. Elle est décédée à l'âge de 62 ans.

JULES BÉLIVEAU

d'un cancer du foie dont elle était atteinte après avoir été opérée en février 1983 pour un cancer du sein.

Il y a moins de trois semaines, au cours de la messe dominicale, les paroissiens de Saint-Michel avaient fait leurs adieux à celle qui assumait la première respon-

sabilité de leur paroisse depuis dix ans. Plusieurs personnes, qui ne pouvaient retenir leur larme, se doutaient bien alors qu'elles ne reverraient pas soeur Richer vivante. Ce sentiment était d'autant plus ancré dans leur esprit — même si on essayait bien de se convaincre du contraire — que la plupart voyaient pour la première fois la religieuse pratiquement incapable de se mouvoir autrement qu'en fauteuil roulant.

C'est le 10 août 1975 que soeur Richer, qui venait d'être nommée responsable de la communauté chrétienne de Saint-Michel de Napierville par l'évêque du diocèse de Saint-Jean-Longueuil de cette époque, Mgr Gérard-Marie

Coderre, prenait possession de sa paroisse.

Secteur de l'enseignement

Cette religieuse avait jusqu'alors toujours oeuvré dans le domaine de l'éducation. Elle a travaillé pendant quelques années pour la Commission des écoles catholiques de Montréal et, après son entrée en religion à l'âge de 24 ans, elle a continué à exercer son métier d'enseignante dans les diocèses de Montréal, de Valleyfield et de Saint-Jérôme. Elle a enseigné à l'école normale, au cours commercial et au cours classique. Elle a été la directrice de collèges tant publics que privés. Et elle a été co-fondatrice de l'école polyvalente de Saint-Jérôme.

À Saint-Michel de Napierville, soeur Richer s'est rapidement gagnée l'affection de la grande majorité de ses paroissiens. Un prêtre de Saint-Jean-Longueuil, M. Pierre Archambeault, qui s'est rendu depuis cinq ans d'innombrables fois dans la paroisse de la religieuse pour y célébrer la messe du dimanche, a spontanément déclaré : « Soeur Richer était adulée dans sa paroisse ». Et il a signalé qu'elle était « une rassembleuse » et « une personne d'une très grande foi ».

Même les prêtres des paroisses voisines de Saint-Michel, dont quelques-uns ne savaient trop que penser de la nomination d'une femme à la tête d'une communauté paroissiale, en sont ve-

nus à éprouver beaucoup d'admiration pour la tâche accomplie par leur nouvelle « consœur », par la qualité de son travail, par son immense dévouement et, finalement, par le don de sa vie.

L'évêque de Saint-Jean-Longueuil, Mgr Bernard Hubert, au cours d'une visite pastorale à Saint-Michel effectuée une semaine après le départ de soeur Richer, lui a remis in absentia la médaille du Mérite diocésain de son diocèse.

La dépouille de soeur Richer sera exposée à Saint-Michel à compter de 19 h aujourd'hui. Les funérailles, qui seront présidées par Mgr Hubert, auront lieu demain, à 14 heures, à Saint-Michel.



photo P. H. Talbot, LA PRESSE
Soeur Claire Richer

L'ALLURE AU GRAND COMPLET...



1.



2.



3.



4.



5.



6.



7.



8.

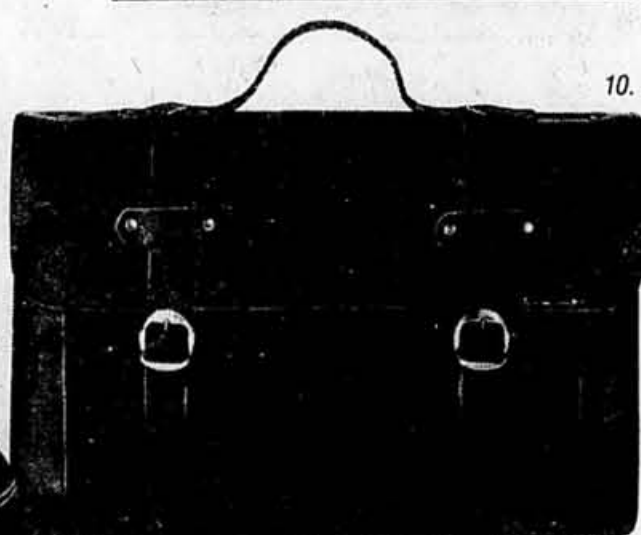


9.



12.

13.



10.



11.

1. **LEWIS**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
Escarpin solide pour quotidiens actifs. Empeigne en cuir décorée de motifs tressés. Talon moyen. Disponible en bleu, noir ou beige naturel. Ord. 49,99\$, maint. - 39,99\$.
2. **CHAUSSURES PANDA**
Anjou - Fairview - St-Bruno - Laval
Robustes, les Kickers sont aussi la coqueluche des enfants et des adolescents. Ordinairement 40,99\$ à 75,99\$, tous nos Kickers sont offerts à 25% de rabais du 29 au 31 août. Ci-contre, sandalette en cuir pour fillette. Ord. 45,99\$, maint. - 34,49\$.
3. **BATA**
Anjou - St-Bruno - Laval
Une rentrée performante et athlétique dans ces chaussures sport au confort coussiné. Un grand choix de styles pour toute la famille. De 15,99\$ à 19,99\$.
4. **KINNEY**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
Super basket en filet de nylon renforcé à la cheville. Pointures enfant 1 à 6, homme 7 à 12. Ord. 29,99\$ maint. - 24,88\$.
5. **AGGIES**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
L'escarpin réinventé en toute fantaisie. Ci-contre, escarpin à plissé bouclé. Noir, rouge ou bleu sarcelle - Seul. 39,98\$.
6. **TRANS-CANADA**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
Bottillon différent pour jouer la mode jusqu'au bout. Celui-ci est en cuir, décoré d'un plissé et d'oeillets métallisés contrastants. Blanc cassé, fuchsia ou noir. En promotion spéciale jusqu'au 7 septembre. Ord. 48,99\$, maint. - 39,99\$.
7. **VAG**
Anjou - St-Bruno - Laval
Mode en tête sur accord d'automne avec Vag, le prêt-à-coiffer. Vag, un concept-coiffure où vous n'avez pas de cheveux à prendre, pas de pourboire à payer, et où vous êtes certaine de l'excellente qualité de la coiffure.
8. **CONTINENTAL ELLE ET LUI**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
Tête nouvelle pour saison neuve. Profitez de ce spécial coupe/shampooing/mise en plis. Pour lui - 11\$, pour elle - 14,50\$.
9. **INTERBEAUTÉ**
Anjou - St-Bruno - Laval
Jeune, moderne, féminin, pratique, vous trouverez sûrement votre style dans l'un de nos salons.
10. **LUVIN**
Anjou - St-Bruno - Fairview - Laval
Sac français en cuir avec bandoulière. Deux compartiments et une pochette devant. Noir, bourgogne ou gris. Ord. 55\$, maint. - 39\$.
11. **WILLSON**
St-Bruno - Fairview - Laval
Porte-mines Polo de Staedtler. Léger et rechargeable. Offert en vert, bleu, noir, rouge ou orange, avec boîte de 12 mines de 0,5mm. - 1,49\$.
12. **VESTIAIRE SPORTIF**
Anjou - St-Bruno - Laval
Coordonnées sport pour confort longue durée: pull rouge en polyester/coton ouaté avec garniture passepoilée - 24,99\$; tee-shirt en polyester/coton à col tricot - 17,98\$; pantalon de type jogging en polyester/raionne/coton. Marine ou gris - 21,98\$.
13. **HEALTH - TEX**
Laval
Tenue pour jeune garçon décidé: chemise en tricot de coton aux rayures vert/rouge/blanc sur fond gris. Ord. 19\$, maint. - 15,99\$; pantalon en velours de polyester/coton côtelé. Ord. 28\$, maint. - 21,99\$.



LA FÊTE EXPLOSE AUX CENTRES À LA MODE* JUSQU'AU 31 AOÛT.
POUR FÊTER NOTRE ANNIVERSAIRE, NOUS VOUS AVONS PRÉPARÉ...
UNE MYRIADE D'ACTIVITÉS pour les grands et petits.
UN CONCOURS À TOUT CASSER, où vous pourriez gagner un voyage d'une semaine à Orlando pour 2 adultes et 2 enfants; en collaboration avec Treasure Tours et Voyages Simpson
Voyages Simpson Treasure Tours <
ou, un bon d'achat de 1,000\$ échangeable contre de la marchandise au supermarché Steinberg de votre Centre à la mode
STEINBERG
ou, un four à micro-ondes à réglages multiples.
ET TOUTE UNE AVALANCHE DE COUPONS - RABAIS qui vous feront faire des économies fantastiques.
Ne manquez surtout pas la fête... aux Centres à la mode*, jusqu'au 31 août.
*Sauf Fairview Pointe Claire.

LES Centres À LA MODE

CARREFOUR LAVAL • PROMENADES ST-BRUNO
GALERIES D'ANJOU • FAIRVIEW POINTE CLAIRE

FAÇONNEZ VOTRE IMAGE!

SELON JEAN-JACQUES BOURGAULT, DIRECTEUR DES RELATIONS DE TRAVAIL

Air Canada: la grève peut durer indéfiniment

■ La grève à Air Canada sera longue. La société aérienne de la Couronne reconnaît qu'il faudra, tôt ou tard, reprendre les négociations avec les agents de bord, mais cette reprise n'est pas pour demain. Elle ne cédera pas. La grève ne lui fait pas mal et peut donc se poursuivre « indéfiniment ».

LISA BINSSE

Jean-Jacques Bourgault, directeur des relations de travail à Air Canada, a réitéré hier en entrevue à LA PRESSE que la solution de cette grève, dans sa deuxième semaine, ne repose pas

sur des concessions patronales. « Air Canada ne peut pas céder et laisser aller la concurrence. Il ne nous resterait qu'un choix — fermer. »

« Dans un contexte de concurrence accrue, dit-il, Air Canada offre le maximum et ne peut pas donner plus. Tout au plus la société d'État consentirait à faire certains aménagements dans l'offre rejetée par les agents de bord. »

Quant à une reprise des pourparlers, M. Bourgault reconnaît que ceux-ci devront reprendre, mais attend toujours le syndicat — l'Association du personnel navigant d'Air Canada (APE-

NAC) — qui n'a pas donné signe de vie depuis le début de la grève. Et, si le syndicat ne fait rien? « On le fera, répond-il, et on n'attendra pas très longtemps. » M. Bourgault n'a pas voulu préciser davantage.

Brian Spence, porte-parole syndical à Toronto, a répliqué hier qu'à moins qu'Air Canada respecte le statu quo en ce qui a trait aux conditions de travail, « qui sont sacrées », et une hausse raisonnable des salaires, le syndicat ne voit pas l'utilité de reprendre les négociations.

« L'embauche et l'entraînement du personnel substitut

coûte plus cher, affirme M. Spence, qu'il en coûterait si Air Canada nous accordait ce que l'on demande. »

La compagnie, dit-il, « est en pleine expansion » et oublie de dire que le syndicat a déjà, dans un accord global séparé l'automne dernier, consenti plusieurs concessions pour augmenter la productivité. Elle ne tient pas compte de ces concessions dans son offre et en demande encore plus. D'où le rejet par les membres.

M. Bourgault affirme que la compagnie s'en tire très bien malgré la grève et

que son taux d'occupation varie de 72 à 80 p. cent. Le syndicat soutient au contraire que la grève fait plus mal que la compagnie veut bien l'admettre.

Selon M. Bourgault, ce conflit « n'a aucun sens » alors qu'Air Canada fait face à une concurrence de plus en plus vive des compagnies aériennes privées. Ces compagnies ont obtenu sans difficultés des concessions de leurs employés, membres du même syndicat. « Leurs employés ont dû comprendre le danger. Certaines de ces compagnies privées n'hésiteraient pas à fermer. »

Cette concurrence force la société d'État à réduire ses coûts d'opérations ou « laisser tomber ». D'où la demande patronale de concessions auprès de ses 3300 agents de bord afin de se donner plus de flexibilité.

Le conflit repose sur le fait qu'Air Canada veut augmenter les heures de travail des agents de bord, de 75 à 80 heures par mois, volontairement pour les employés en place et obligatoirement pour les nouveaux. La journée de travail sur les vols notifiés serait haussée de deux heures. Soixante-quinze heures de vol signifie entre 125 (selon la compagnie) à 150 (selon le syndicat) heures de travail par mois.

M. Bourgault est d'avis que les salaires ne sont pas un problème majeur. Air Canada offre un montant forfaitaire la première année, deux p. cent la deuxième et quatre p. cent pour la dernière année du contrat. Elle veut aussi un taux de base inférieur pour les nouveaux employés. Ceux-ci commencent à \$17 de l'heure au lieu de \$20,81. Le syndicat, dont les membres n'auraient pas reçu d'augmentations salariales depuis deux

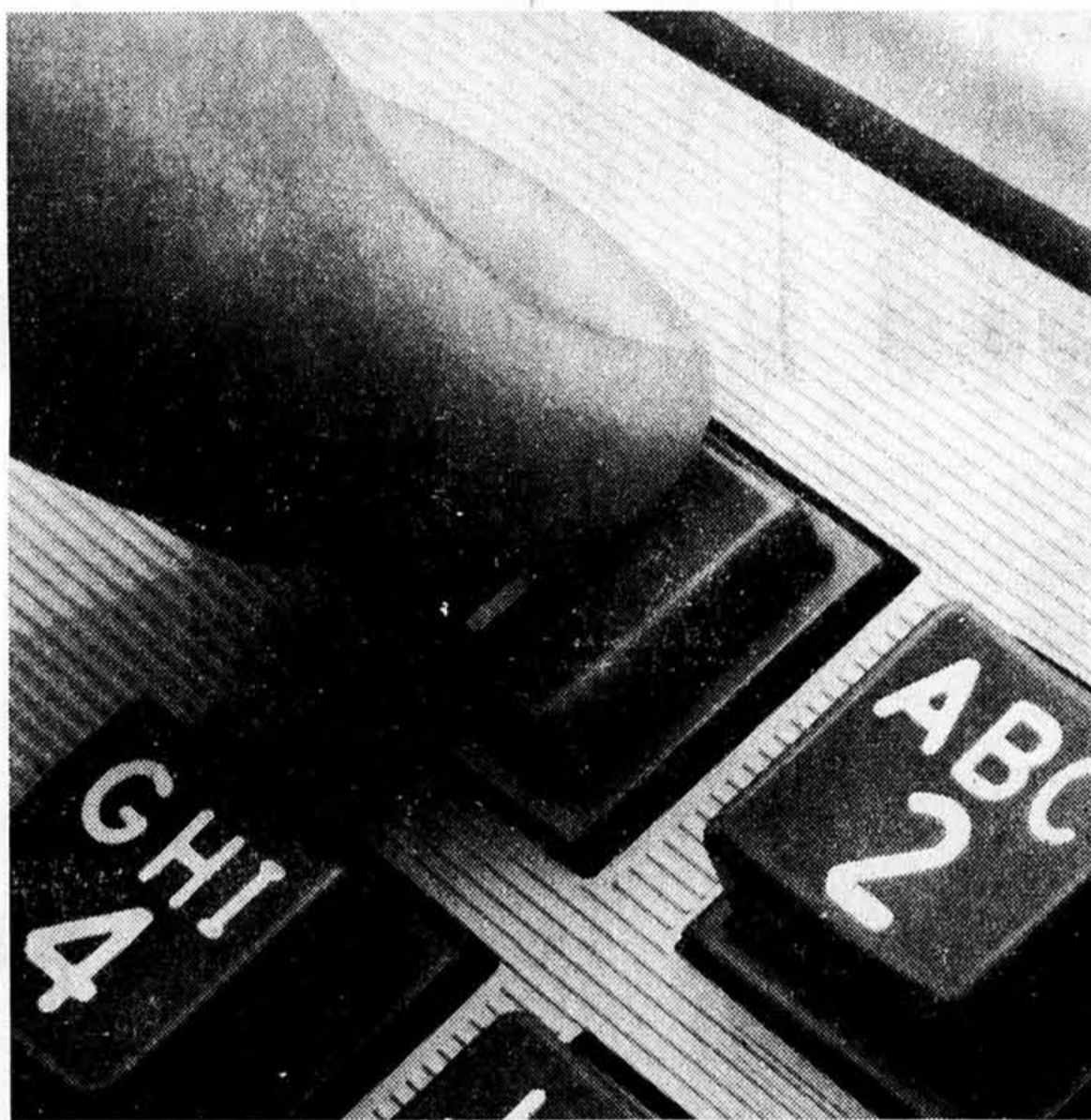
ans, demande neuf p. cent sur trois ans. Les agents de bord au maximum de l'échelle, ce qui est le cas de 90 p. cent d'entre-eux, selon M. Bourgault, gagnent \$30,49 de l'heure.

La compagnie est satisfaite du travail accompli par les 1800 agents de bord substitués — cadres, employés non syndiqués et étudiants — engagés pour remplacer les grévistes. M. Bourgault soutient qu'ils assurent le service en toute sécurité après l'entraînement intensif de six à dix jours qu'ils ont reçu. Les pilotes vérifient régulièrement les connaissances des remplaçants. Le service s'améliore de jour en jour avec l'expérience que prend ce personnel de remplacement.

Une bonne partie des 600 étudiants embauchés pourraient rester, a-t-il dit, parce que des accommodements seront faits à leur horaire. D'autres ne reprennent les cours qu'en janvier. La compagnie aérienne a l'intention d'accroître le nombre de substitués et s'assure qu'ils prennent le repos requis.

« Donc, la grève peut se poursuivre longtemps et même... indéfiniment. »

L'interurbain Bell, ça marche partout, ça marche tout le temps, ça marche pour vous.



Pour acheminer vos appels aussi bien que vos données financières ou statistiques, vous savez que vous pouvez compter sur Bell. Grâce à la technologie numérique, Bell transmet voix et données avec fiabilité sur toute l'étendue de son réseau. Un réseau qui vous donne accès à des réseaux semblables partout en Amérique du Nord et à travers le monde. Le réseau de Bell Canada, un réseau dont la performance est assurée par une surveillance informatisée 24 heures sur 24. L'interurbain Bell c'est aussi des conseillers qui, avec une expérience inégalée dans le monde des télécommunications, vous aideront à trouver parmi la vaste gamme de services interurbains offerts, des solutions innovatrices à vos besoins particuliers pour maximiser l'efficacité de votre réseau et rendre votre entreprise encore plus compétitive sur l'ensemble de ses marchés. L'interurbain Bell... ça marche!

L'efficacité passe par Bell

Membre du réseau national Telecom Canada

Bell

BOEING DE LA JAL

Le premier rapport n'explique rien

■ TOKYO (AFP) — Le premier rapport officiel sur la catastrophe du Boeing 747 de Japan Air Lines, qui s'est écrasé au Japon le 12 août dernier, a été rendu public hier à Tokyo, mais n'avance aucune explication sur la cause du drame qui a fait 520 victimes sur 621 personnes à bord.

Selon les milieux aéronautiques à Tokyo, l'enquête pourrait être achevée dans un an. Quelque 10 000 débris de l'avion, recueillis sur le lieu de l'accident, vont être rapportés à Tokyo dans les prochaines semaines pour y être examinés.

Ce premier rapport de la commission d'enquête du ministère des Transports indique que l'appareil, qui avait décollé de Tokyo-Narita à 18h10 locales, a subi un choc brutal à 18h21 et 30 secondes exactement. Le choc, toujours inexplicable, a été suivi dans un délai d'une minute et demie par la destruction du fonctionnement des quatre systèmes hydrauliques permettant de diriger l'appareil devenu incontrôlable à 18h28 et 35 sec, selon le pilote.

Le rapport, notent les observateurs, ne fait aucune allusion à l'explication avancée fréquemment depuis le drame, de sources proches du ministère des Transports, selon laquelle la rupture de la cloison de pressurisation de l'avion aurait entraîné l'éclatement de l'empennage en libérant l'air sous pression contenu dans la cabine.

VENTE FINALE

ENCAN NON PRÉVU

L'hôtel du Parc de Montréal, University Room I + II, 3625, avenue du Parc, Montréal

JEUDI 29 AOÛT 1985 à 19 h 30

Exposition à 18 h 30

CARPETTES ET TAPIS D'ORIENT

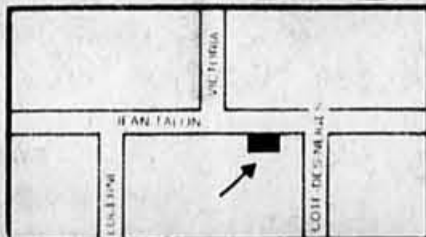
NOUÉS DE QUALITÉ ET BEAUX TAPIS FAITS MAIN D'AUTRES ORIGINES

NOUS DEVONS PROCÉDER À LA LIQUIDATION D'UNE CARGAISON DE TAPIS D'ORIENT EN RAISON D'UN DÉFAUT DE PAIEMENT REPRESENTANT 50% DU MONTANT. LE CHARGEMENT DOIT ÊTRE VENDU IMMÉDIATEMENT AU LIEU D'ÊTRE RETOURNÉ DANS LE PAYS D'ORIGINE. LES TAPIS SERONT DONC VENDUS AFIN DE REMBOURSER UNE PARTIE DE LA GARANTIE.

TOUS LES TAPIS SONT NOUÉS MAIN

SUPER CHOIX

Hatchback, berline quatre portières, familiale, coupé sport, moteur atmosphérique, moteur turbo, traction avant ou quatre roues motrices. Nous ne vendons que des Subaru et nous avons celle qu'il vous faut.



Nous avons tout l'espace et les spécialistes requis pour vous offrir un super service après-vente. Alors quel qu'en soit le modèle ou l'année, venez nous confier votre Subaru pour un entretien rapide, efficace et exclusif.

LSUBARU MONTRÉAL

3900 JEAN-TALON OUEST — PRÈS DE CÔTE-DES-NEIGES • 737-4441



**Une invitation très spéciale
aux enseignants, enseignantes,
personnes-ressources,
moniteurs et éducateurs
oeuvrant auprès d'adultes analphabètes**

Pour souligner, à sa façon, la Journée internationale de l'alphabétisation, LA PRESSE vous convie à un atelier de formation axé sur l'utilisation du journal en formation de base.

DATE: Le 4 septembre 1985

COÛT: 10,00 \$. Ce montant inclut un goûter, la remise de documents pertinents ainsi que 40 exemplaires de LA PRESSE qui seront livrés à votre lieu d'enseignement.

DURÉE: de 19 h à 22 h

Le nombre de participants étant limité à 40, prière de vous inscrire avant 17 h le 30 août, en téléphonant au **285-7263.**

SURPRISE À SAINT-JÉRÔME
Le maire Bernard Parent ne sera pas candidat aux élections de novembre

■ Le maire de Saint-Jérôme, M. Bernard Parent, a pris ses collaborateurs par surprise, lundi, en annonçant qu'il ne sera pas candidat aux élections municipales du 3 novembre.

M. Parent est maire de Saint-Jérôme depuis 14 ans. Il a été député libéral à l'Assemblée nationale de 1970 à 1973.

Il explique dans un communiqué que s'il a décidé de se retirer de la scène politique municipale, c'est qu'il veut consacrer plus de temps à sa vie privée. M. Parent est un homme d'affaires bien connu.

Il souligne également qu'il est devenu

nécessaire que son regroupement, le Parti municipal, ait un nouveau chef pour réaliser ses engagements et poursuivre son programme électoral.

M. Parent quittera son poste à la fin de son mandat. Il s'est signalé notamment par le rôle qu'il a joué pour que la finale provinciale des Jeux du Québec se tiennent à Saint-Jérôme à l'hiver 1987.

On ne sait pas encore qui deviendra chef du Parti municipal et candidat à la mairie aux prochaines élections.

Il semble par ailleurs que le conseiller Jean-Claude Hébert sera le candidat à la mairie du Parti démocratique.



Bernard Parent, maire de Saint-Jérôme depuis 14 ans.

CARRIÈRES ET PROFESSIONS

Le Centre hospitalier de Gatineau centre de soins généraux et spécialisés de 323 lits, sollicite des candidatures aux postes de:

**Infirmier(ère) chef
en périnatalité
(obstétrique — maternité — pouponnière)
Prolongation de concours 1-029**

Responsabilités: Évalue les besoins des bénéficiaires, contrôle la qualité, la quantité et la continuité des soins prodigués et assure la coordination des services dispensés en pouponnière de niveau intermédiaire, en obstétrique et en maternité.

Exigences: Formation universitaire de premier cycle en sciences infirmières ou D.E.C. en techniques infirmières appuyé de trois années d'expérience pertinente. Expérience en gestion souhaitable.

**Infirmier(ère) chef en
médecine chirurgie
concours 1-032**

Responsabilités: Évalue les besoins des bénéficiaires, contrôle la qualité, la quantité et la continuité des soins prodigués et assure la coordination des services dispensés. Participe à la sélection, supervise, guide et évalue son personnel.

Exigences: Formation universitaire de premier cycle en sciences infirmières ou D.E.C. en techniques infirmières appuyé de trois années d'expérience pertinente. Expérience en gestion souhaitable.

Rémunération: Selon la politique salariale du M.A.S.

Offre de service: Faites parvenir votre curriculum vitae en spécifiant le numéro du concours à la direction des ressources humaines, avant le 6 septembre 1985.



C.P. 2000
Gatineau
(Québec)
J8P 7H2

**Nous avons \$10 Millions en stock
Y FAUT QU'ÇA SORTE!**

Le début d'été peu clément que nous avons subi... nous force à liquider notre stock à des prix jamais vus au Canada!



Faites installer votre piscine cette semaine et payez seulement en MAI '86



PRIX DE LIQUIDATION

Faites-la installer immédiatement et effectuez votre 1^{er} versement dans 6 mois



**PISCINES/PATIOS
CITADELLE**

Jusqu'à 50% de réduction

PRIX DE LIQUIDATION
Il faut tout liquider à des prix de sacrifice!
Venez voir notre collection de meubles de patio.
Vous trouverez des réductions allant jusqu'à 50%.
C'EST INCROYABLE, MAIS VRAI!

- Heures d'ouverture:
Lundi au mercredi 9h00 à 18h00/
Jeudi et vendredi 9h00 à 21h00/
Samedi 9h00 à 17h00/
Fermé exceptionnellement dimanche 1^{er} septembre
lundi 2 septembre, fête du Travail et
mercredi 4 septembre. Tournoi de golf annuel.
- | | | | |
|--|---|---|---|
| LONGUEUIL
820, Place Trans-Canada
527-8817 | LAVAL
1770, boul. des Laurentides
1400, St-Martin
344-4581 | ST-YACINTHE
2065, rue Chevier
773-5887 | BROSSARD
9005, boul. Taschereau
678-0854 |
| REPERTIGNY
545, rue Notre-Dame
543-0100 | SHAWINIGAN
1423, 41 ^e Rue
528-8431 | SAINTE-THÉRÈSE
209, 2 ^e rue Labelle
425-1983 | SOREL/TRACY
204, route Marie-Vic
742-7942 |
| TROIS-RIVIÈRES
820, boul. Jean-XIII
377-2821 | SHERBROOKE
4701, boul. Bourque
564-8811 | CHÂTEAUGUAY
375, boulevard Arroy
691-0030 | BLACK LAKE
78, route Frontenac
618-433-2795 |
| GRANBY
84, rue Principale
378-4844 | JOLIETTE
84, rue St-Charles-Bonhomme
758-8110 | VICTORIAVILLE
L'Archevêque 54, rue Groulx
287-8344 | |

HOPITAL GENERAL
DE MONTREAL

Le Département de santé communautaire de l'Hôpital Général de Montréal est à la recherche d'un:

Épidémiologiste /
spécialiste en santé communautaire en vue de la mise sur pied d'un programme de contrôle des maladies transmises sexuellement (MTS) dans la région du Montréal métropolitain (06-A)

Responsabilités:

- déterminer l'importance des MTS comme problème de santé publique dans la région
- identifier les facteurs de comportement et autres pouvant favoriser la dissémination des MTS.
- évaluer les programmes et services existants, dans une perspective de santé publique
- formuler des approches nouvelles et efficaces aux programmes de prévention et de contrôle des MTS.
- coordonner les activités du programme régional de contrôle des MTS.

Exigences:

- médecin possédant licence de pratique au Québec ou éligible à l'obtenir
- bilingue
- formation et expérience en épidémiologie et santé communautaire
- la connaissance du contrôle des maladies contagieuses constitue un avantage
- imagination et leadership
- capacité d'analyse; habileté à résoudre les problèmes
- désir d'affronter un défi nouveau et intéressant en santé publique

Rémunération:

— selon les ententes en vigueur entre le M.A.S. et la F.M.S.Q. ou la F.M.O.Q.

Date limite du concours: le 31 octobre 1985

Les demandes, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être envoyées à:

Docteur John Hoey, chef
Département de santé
communautaire
Hôpital général de Montréal
1597, avenue des
Pins ouest
Montréal
(Québec)
H3G 1B3



RÉSIDENCE MAISON-NEUVE LTÉE

Centre d'hébergement pour personnes âgées de 281 lits (229 d'hébergement et 26 unités de logement) plus un centre de jour, est à la recherche d'un(e):

COORDONNATEUR(TRICE)
AUX SOINS INFIRMIERS

RESPONSABILITÉS:

Sous l'autorité du D.S.S.A., coordonne et contrôle les activités de l'établissement dans le but d'assurer aux bénéficiaires les services adéquats.

EXIGENCES:

- être membre en règle de l'O.I.I.Q.
- détenir un certificat en organisation des soins ou expérience pertinente à un poste comparable
- connaissance et expérience en géranto-gériatrie plus que souhaitable
- faire preuve de leadership et démontrer des habiletés dans la gestion des ressources humaines.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

- statut: temps complet permanent
- service de soirée
- une fin de semaine sur deux (2)
- salaire: classe 12 (M.A.S.)

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 15 septembre 1985 à:

Conseillère aux ressources humaines
Résidence Maison-Neuve Ltée
2300, rue Nicolet
Montréal, (Québec)
H1W 3L4

HÔPITAL BROME-
MISSISQUOI-PERKINS

Situé à 70 km de Montréal et de Sherbrooke, l'Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins est un établissement de soins de courte durée, d'une capacité de 140 lits, comprenant la gamme usuelle des spécialités propres aux grands hôpitaux, alliés au charme d'un hôpital de moyenne envergure. La région environnante est magnifique et pourvue de toutes les facilités sportives.

L'HÔPITAL BROME-MISSISQUOI-PERKINS
RECHERCHE UN(E):Chef du Service
de Technologie Médicale

Nature de la fonction:

Planifier, coordonner et contrôler les activités relatives à l'analyse des spécimens dans le but d'aider à déterminer la nature des maladies des bénéficiaires.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Diplôme d'études collégiales, formation professionnelle en techniques de laboratoire médical ou l'équivalent; minimum de deux (2) années d'expérience de travail et/ou de gestion.

Faire parvenir votre curriculum vitae avant le 3 septembre 1985, au:

Directeur Général
Hôpital Brome-Missisquoi-Perkins
950, rue Principale,
Cowansville, Qué.
J2K 1K3

Générale Électrique
du Canada

Domaine Radio-mobile

Dû à la croissance soutenue de notre participation dans le domaine des communications, radio-mobile, nous sommes présentement à la recherche de personnel professionnel pour combler les postes suivants:

Représentant senior

Le postulant choisi pour ce poste important aura l'occasion d'accroître notre clientèle industrielle et gouvernementale.

Nous vous offrons d'excellentes perspectives de carrière à la personne ayant une compétence prouvée dans la vente de produits techniques/électroniques identiques ou similaires.

Le bilinguisme (français et anglais) est essentiel. Ce poste s'accompagne d'un excellent salaire de base, d'une commission, d'une auto, d'un compte de frais et d'une gamme complète d'avantages sociaux.

Ingénieur,
conception de systèmes

La personne retenue travaillera étroitement avec nos services des ventes et du marketing, d'ingénierie et de soutien techniques ainsi qu'avec notre clientèle dans les secteurs industriel, commercial, gouvernemental et services publics afin de concevoir des systèmes de communications radio-mobile FM, UHF, VHF, 800 MHz. Elle devra aussi présenter et interpréter des devis techniques.

Le candidat choisi sera membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, possèdera de 3 à 5 ans d'expérience dans ce domaine et sera bilingue (français et anglais).

Le poste est situé à Montréal et comporte une période de formation initiale au siège social à Toronto.

Pour ces deux postes, faites parvenir votre curriculum vitae à titre confidentiel à

Jean Juliano
Directeur régional

Agents-représentants
commerciaux / industriels

Ce mandat porte sur la vente de produits radio-mobile à Montréal et dans les environs, incluant le radio-téléphone CELLULAIRE et les systèmes à canaux partagés (trunking).

En plus d'une clientèle établie, nous offrons un programme publicitaire, une formation complète, un service après-vente sans égal et un programme de commission intéressant.

Si vous êtes motivé par la perspective de gains supérieurs et si, en plus, vous avez une compétence reconnue dans la vente directe à commission, vous possédez une voiture et vous êtes bilingue (français et anglais), faites parvenir votre curriculum vitae à titre confidentiel à:

Jean-Claude Giffard
Directeur de district

Technicien

Technicien en équipement radio-mobile FM, VHF, UHF et 800 MHz.

Le candidat idéal sera bilingue (français et anglais) et comptera de 3 à 5 ans d'expérience en radiocommunication. Il détiendra un diplôme d'une institution technique reconnue et sera en mesure de travailler d'une façon autonome. Une expérience en transmission de données et avec les microprocesseurs serait un atout.

Le salaire est proportionnel à l'expérience et aux connaissances; il est rehaussé d'avantages sociaux multiples.

Faites parvenir votre curriculum vitae à titre confidentiel à:

Gérard Pagé
Directeur, service technique

Générale Électrique du Canada
Radio-Mobile
4170, rue Seré
Saint-Laurent (Québec) H4T 1A6

Notre firme d'experts-conseils désire accroître son équipe en génie sanitaire avec une expérience pertinente en conception et réalisation de postes de traitement d'eaux résiduaires et potables.

Nous recherchons:

TECHNICIEN SENIOR

Dessinateur-concepteur pour le traitement des eaux potables et des eaux usées, au moins 10 ans d'expérience dans le domaine.

TECHNICIEN INTERMÉDIAIRE

Dessinateur-concepteur pour le traitement des eaux potables et des eaux usées, au moins 5 ans d'expérience dans le domaine.

Salaire et bénéfices marginaux selon qualifications.

Faire parvenir curriculum vitae à:

SOCIÉTÉ MUNICOR INC.
Experts-conseils
1470, chemin Chambly
Longueuil, Québec
J4J 3X3

ADJOINT AU GÉRANT
Manufacturier de boîtes pliantes

Notre compagnie en plein essor dans l'industrie de la boîte pliante cherche à s'adjoindre une personne dynamique pour notre usine de Montréal.

Sous l'autorité du gérant, le titulaire se verra confier différentes tâches reliées aux coûts de fabrication, à la planification de la production et devra également assister ou remplacer le gérant dans la direction des effectifs et dans la poursuite des objectifs du département.

Le candidat devra posséder au moins 5 ans d'expérience dans le milieu, être bilingue et posséder l'habileté de communiquer.

La rémunération offerte pour ce poste est en relation avec les compétences et l'expérience de la personne choisie.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

LA PRESSE RÉP.: 14146
Case Postale 6041, Succ. A,
Montréal, (Québec),
H3C 3E3

GENDRON, LEFEBVRE & ASSOCIÉS
Ingénieurs-conseils

INGÉNIEUR GÉNIE MUNICIPAL

Expérience pratique minimale de trois (3) ans en travaux municipaux de design et estimation de coût.

Salaire et autres bénéfices marginaux selon compétence et formation.

S.V.P. faire parvenir votre curriculum vitae avant le 31 août 1985 à l'adresse suivante:

Gendron Lefebvre & Ass.
ingénieurs-conseils
2, Place Laval, suite 200
Laval, (Québec)
H7N 5N6
att.: Mme Rachel Bouchard

La Commission Scolaire de
Joutel-Matagami et du
Nouveau-Québec

recrute

Un(e) directeur(trice) d'école secondaire (pour une polyvalente regroupant 250 élèves)

Description de l'emploi: L'emploi de directeur(trice) d'école comporte la responsabilité de la gestion, tant au point de vue administratif que pédagogique, de l'ensemble des programmes et des ressources d'une école d'enseignement secondaire, conformément aux responsabilités définies par la commission scolaire. Cet emploi comporte en outre la responsabilité de s'assurer que l'école se donne une orientation propre ou un projet éducatif et d'établir les relations avec la communauté desservie par l'école et plus particulièrement la participation avec les parents au Comité d'école, conformément à la loi sur l'instruction publique.

Qualifications requises:

- Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié;
- 5 années d'expérience pertinente;
- Autorisation personnelle permanente d'enseigner décernée par le ministre de l'Éducation.

CONDITIONS: Selon le décret.

Rémunération: minimum — 32466\$
maximum — 46462\$

Prime de disparité régionale:
Avec dépendant — 4545\$ Sans dépendant — 3179\$

Logement fourni à prix modique.

Frais de déménagement remboursés.

Emploi permanent

Lieu d'affectation: École Polyvalente Le Delta à Matagami.

Envoyer curriculum vitae à:

Mademoiselle Catherine Boulay
Agente d'administration
Commission scolaire de Joutel-Matagami
et du Nouveau-Québec
7, Petite Allée, Case postale 190,
Matagami, Québec JOY 2A0
Fin du concours: Le 7 septembre 1985.

Hôpital Général
de LAKESHORE
General Hospital

MÉDECIN
POUR LA DIRECTION DES
SERVICES PROFESSIONNELS

L'Hôpital Général du Lakeshore est à la recherche d'une personne pouvant assurer la direction des services professionnels.

Conditions préalables

Être membre en règle de la corporation professionnelle des médecins du Québec.
Posséder une formation et/ou une expérience pertinentes en administration dans le secteur médical.

Les responsabilités

Diriger, coordonner, surveiller l'activité: des chefs des services cliniques, les activités professionnelles et scientifiques de l'hôpital, et s'acquitter d'autres fonctions prévues par la loi et les règlements.

La rémunération

La rémunération sera établie selon les normes du ministère de la santé et des affaires sociales.

Ce poste est ouvert également aux hommes et aux femmes. Les candidatures écrites seulement et accompagnées d'un curriculum vitae seront reçues jusqu'au 10 septembre 1985 par

Le Directeur Général
L'Hôpital Général du Lakeshore
160 Stillview
Pointe-Claire, (Québec)
H9R 2Y2



Lemay Vican Inc.

Offre d'emploi

ESTIMATEUR SENIOR

Fonctions:

Relevant du chef estimateur, le candidat participera à la préparation des soumissions dans des domaines aussi variés que: ROUTES - PONTS - VIADUCS - ÉGOUTS ET AQUEDUC - DIGUES - BARRAGES ET TRAVAUX CONNEXES.

Exigences requises:

- Technicien en génie civil ou équivalent.
- Un minimum de cinq (5) années d'expérience dans les domaines déjà énumérés.

Lieu de travail:

— Poste permanent à Victoriaville (Québec).

Veillez soumettre en toute confiance votre curriculum vitae à:

M. Richard Fortier
Directeur du personnel
Lemay Vican Inc.
575, boul. Industriel est
Victoriaville (Québec)
G6P 6T2

COMPTABLES AGRÉÉ(E)S

L'expansion de notre firme a créé de la place pour de nouveaux comptables agréés. Si vous êtes bilingue et que vous possédez au moins deux années d'expérience en vérification, et que votre objectif est de planifier et diriger des mandats de vérification auprès de PME, nous devrions nous rencontrer. Notre firme recherche des personnes dynamiques qui possèdent des compétences techniques supérieures et qui aspirent à une carrière dans la pratique publique. Nous leur offrirons en échange une atmosphère agréable, un contexte professionnel et une excellente rémunération.

Veillez soumettre votre c.v. en toute confiance à M. Joseph Michael, c.s.

MICHAEL, BEHNA, CORMIER & ASS.
50 CRÉMAZIE OUEST, SUITE 909
MONTRÉAL (QUÉBEC) H2P 2T6

**OFFRE
D'EMPLOI****CHEF DE SECTION —
MAGASIN**

Concours no: 85-1041

NATURE DU POSTE:

Sous la direction du chef de la Division approvisionnements et services, le titulaire de ce poste coordonne, dirige et contrôle les activités de la Section magasin. Il conçoit et élabore des analyses, rapports statistiques ou autres; il entretient des relations avec tout requérant de la Communauté urbaine de Montréal et les fournisseurs externes, soit pour procurer les équipements requis, pour bien connaître les marchandises et nouveaux produits ou s'assurer du respect des délais de livraison et de la qualité des marchandises achetées. Il peut également agir à titre de représentant de sa section sur divers comités.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Détenir un diplôme universitaire de premier cycle (baccalauréat) en administration ou dans une discipline connexe et posséder un minimum de 5 ans d'expérience pertinente dans des domaines compatibles. Toute combinaison d'instruction et d'expérience jugée suffisante pourra être considérée.

DIVERS:

Être résidant du territoire de la Communauté urbaine de Montréal et s'engager, comme condition du maintien de son emploi, à demeurer dans les limites de ce territoire; facilité d'élocution et de rédaction en français et en anglais; bonne connaissance de l'administration informatique; aptitudes à diriger et à contrôler le travail d'un personnel; qualités personnelles appréciées.

TRAITEMENT:

Le traitement de l'ordre de \$35,000 et \$40,000 tient compte de la compétence du candidat et est enrichi d'avantages accessoires importants.

Les personnes intéressées sont invitées à nous transmettre leur curriculum vitae le ou avant le 20 septembre 1985.

Section dotation

Division des ressources humaines
Communauté urbaine de Montréal
2, Complexe Desjardins
19e étage, bureau 1910
Montréal (Québec)
H5B 1E6
Téléphone: 280-3700



Le Centre Hospitalier Hôtel-Dieu
d'Amos opérant cent quarante-cinq
(145) lits autorisés avec vocation
régionale en orthopédie

est à la recherche d'un(e)

**ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE)
À LA DIRECTION GÉNÉRALE****POSTE**

Sous l'autorité du Directeur général, l'adjoint(e) administratif(ve) exécute des tâches reliées au fonctionnement général du Conseil d'administration et du Centre hospitalier.

Notamment, le(la) titulaire a pour fonction de:

- Analyser les besoins de l'organisation en terme de développement organisationnel.
- Collaborer au développement et à l'application d'outils administratifs permettant l'utilisation rationnelle des ressources matérielles, financières et humaines.
- Assurer un support administratif aux gestionnaires dans l'organisation de leurs activités et dans la gestion de leurs ressources.
- Élaborer et assurer la réalisation du plan annuel de communications de l'établissement.
- Mettre à jour les règlements du Conseil d'administration, le plan d'organisation et les politiques en vigueur dans l'établissement.

LES EXIGENCES

Être détenteur d'un diplôme universitaire de 1er cycle en administration et posséder une bonne connaissance du réseau des Affaires sociales.

Avoir un esprit rigoureux permettant une capacité d'abstraction, de conceptualisation, d'analyse et de synthèse; faire preuve d'initiative, de dynamisme joints à une qualité de communication.

LA RÉMUNÉRATION

Selon les normes en vigueur dans le réseau des Affaires sociales.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur offre de service accompagnée d'un curriculum vitae, AVANT 16 HEURES, LE VENDREDI 13 SEPTEMBRE 1985, À:

Direction des ressources humaines
Centre hospitalier Hôtel-Dieu d'Amos
622, 4e Rue ouest
AMOS (Québec)
J9T 2S2

Re: Concours adjoint(e) administratif(ve)

N.B. Seules les personnes retenues en entrevue recevront un accusé-réception.

**CÉGEP
DE SAINT-LAURENT****UN DIRECTEUR GÉNÉRAL
OU UNE DIRECTRICE GÉNÉRALE****ATTRIBUTIONS**

L'emploi du directeur général comporte la responsabilité totale de la gestion (planification, organisation, direction, contrôle, évaluation) des programmes et des ressources pour l'ensemble des unités administratives du Collège: l'enseignement et la vie étudiante; le personnel, l'équipement, les finances, l'informatique, le secrétariat général.

CONDITIONS D'ADMISSIBILITÉ

- 1° Le candidat détiendra au minimum un diplôme universitaire terminal de premier cycle;
- 2° à compétence égale, le diplôme de deuxième cycle sera privilégié;
- 3° une formation complémentaire en administration constituera un atout;
- 4° le candidat aura 10 années d'expérience pertinente, de préférence dans le secteur de l'éducation, dont au moins cinq dans un emploi de cadre.

TRAITEMENT

Suivant la politique administrative et salariale des collèges.

INSCRIPTION

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant 17 heures le vendredi 6 septembre 1985, en s'adressant à:

Secrétariat général
«Concours DG-85»
Cégep de Saint-Laurent
625, boul. Sainte-Croix
Saint-Laurent (Québec)
H4L 3X7

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Qué. H4L 3X7 • Tél.: 747-6521

Le groupe des matériaux de construction **DOMTAR** est l'un des plus importants fabricants et distributeurs de matériaux de construction en Amérique du Nord. Nous recherchons actuellement, pour notre usine de panneaux de fibre, à Donnacona (Québec), un(e):

CHIMISTE

Relevant du Directeur de produits et de recherche et développement, vous assisterez à la préparation ainsi qu'à l'implantation du programme de recherche et de développement. Entre autres, vous devrez coordonner l'orientation des efforts de recherche vers le développement de nouveaux produits, évaluer les procédés actuellement utilisés à l'usine et étudier les produits compétitifs sur le marché.

Pour se qualifier, vous devrez posséder un diplôme universitaire en chimie doublé de deux à trois ans d'expérience pertinente dans un milieu industriel, préférentiellement dans l'industrie du bois. Le bilinguisme et l'aptitude à travailler avec différents niveaux hiérarchiques sont essentiels.

Domtar offre un salaire initial concurrentiel ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 13 septembre 1985, en indiquant le numéro de référence B85/125, au:

Chief - Services d'emploi
DOMTAR INC.
B.P. 7210
Montréal (Québec) H3C 3M1

DOMTARLA COMMISSION SCOLAIRE
JEROME-LE ROYER**OFFRE D'EMPLOI**CONCOURS:
967-CONS-PED-109-85

POSTE:

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

SECTEUR D'ACTIVITÉS: ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL AU PRIMAIRE

SALAIRE: 22 904,00\$ à 39 428,00\$

POSTE DE PROFESSIONNEL REMPLAÇANT À TEMPS PLEIN

Du 26 septembre 1985 au 30 juin 1986

NATURE DU TRAVAIL

Ce poste comporte des fonctions de conseil auprès du personnel de cadre responsable des services d'enseignement et d'animation pédagogique, auprès des enseignants et des autres professionnels relativement à l'implantation, au développement, à l'évaluation des programmes d'enseignement, à l'organisation scolaire qui convient de même qu'au choix et à l'utilisation des méthodes, des techniques, de l'équipement, du matériel didactique...

DOSSIERS MAJEURS

Sciences de la nature (60%)
Éducation physique (30%)
Activités sportives et de plein air (10%)

QUALIFICATIONS REQUISES

Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié à l'emploi.

EXIGENCES PARTICULIÈRES

Connaissance sérieuse de la démarche pédagogique inhérente aux nouveaux programmes;

Capacité explicite d'intégrer à cette démarche pédagogique les différents aspects reliés à l'évaluation, tant formative que sommative;

Capacité de prendre en compte l'ensemble des matières enseignées dans un degré, dans une démarche d'intégration;

Souci d'intervenir, au sein d'une équipe de professionnel(le)s non enseignant(e)s polyvalent(e)s, par rapport à l'ensemble de la réalité éducative des écoles primaires.

ACHEMINEMENT

Votre candidature devra faire l'objet d'une lettre spécifiant le numéro du concours. Prière d'y joindre un bref curriculum vitae et poster avant 16h00 le 3 septembre 1985.

MONSIEUR PAUL RHEAULT

CONSEILLER EN GESTION DE PERSONNEL
LA COMMISSION SCOLAIRE JÉRÔME-LE ROYER
550-53e AVENUE
POINTE-AUX-TREMBLES, QUÉBEC H1A 2T7

Commission scolaire de Varennes**OFFRE D'EMPLOI
PSYCHOLOGUE SCOLAIRE**

— Poste régulier à temps partiel (3 jours/semaine)

Nature du travail

L'emploi de psychologue est un emploi de professionnel qui comporte plus spécifiquement l'analyse des aptitudes et des comportements des élèves ou des étudiants en vue de les assister dans l'orientation de leur formation et aussi, selon les cas, en vue de recommander des programmes appropriés de rééducation ou de réadaptation et de collaborer à leur réalisation.

Qualifications requises

— Être membre de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec;

— Grande aptitude à travailler en équipe

Quelques attributions caractéristiques

— La ou la psychologue effectue des tâches relatives à l'élaboration des objectifs et des politiques générales de travail du service de psychologie en tenant compte des politiques générales d'administration et de pédagogie tant au niveau de l'école qu'au niveau de la commission. Il est chargé de l'application de ces politiques.

— Il ou elle rencontre les élèves, individuellement ou en groupe; il ou elle leur administre ou besoin des tests d'intelligence, de personnalité ou certains tests spécifiques. Il est chargé de leur rééducation et de leur réadaptation. Au besoin, il réfère l'élève aux personnes concernées ainsi qu'à des institutions spécialisées.

— Il contribue à l'élaboration de programmes d'activités, en particulier pour des classes spéciales; il assiste et conseille les administrateurs, les enseignants et les parents et leur communique les rapports appropriés.

— Il participe à des études de cas à l'intérieur d'une équipe multidisciplinaire.

— Il monte et tient à jour le dossier des élèves en ce qui concerne son secteur.

Conditions de travail

Selon les dispositions tenant lieu de convention collective des professionnels-professionnelles.

— Date d'entrée en fonction: dès que possible.

— Le psychologue scolaire sera sous la responsabilité directe du directeur des services éducatifs.

— Les demandes écrites accompagnées d'un curriculum vitae devront parvenir au plus tard, le 6 septembre 1985 avant 16:00 heures à l'adresse suivante:

Jean-Guy Brats, d.s.p.
Commission scolaire de Varennes,
98, rue Youville
Varennes, Québec
J0L 2P0

en mentionnant sur l'enveloppe:
poste de psychologue scolaire.

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

Nom de l'établissement:

Centre d'Accueil Ste-Anne
411, De la Madone
Mont-Laurier (Qué.) J9L 1S1

Type d'établissement:

Centre d'accueil d'hébergement de 60 lits et de pavillons de 56 lits.

Responsabilités:

sous l'autorité du conseil d'administration, le directeur(trice) général(e) est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des activités, le tout en conformité avec la loi, les politiques et les directives émises par le conseil d'administration et par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Exigences:

détenir un diplôme universitaire de 1er cycle en sciences humaines ou en administration. Une expérience pertinente dans un domaine relié à la fonction peut exceptionnellement compenser à l'absence de diplôme universitaire;

avoir une expérience salariale de cinq (5) ans, dont trois (3) années à titre de gestionnaire, de préférence dans un domaine relié aux Affaires sociales.

Rémunération:

selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Classe salariale 17 — de 38894\$ à 54826\$

Inscription:

Les personnes intéressées sont priées d'achever leur offre de service accompagnée d'un curriculum vitae avant le 18 septembre 1985 à 16:00 heures au:

Président du jury de sélection
Poste du directeur général
Direction générale
Centre d'accueil Ste-Anne
411, De la Madone
Mont-Laurier (Qué.) J9L 1S1



B. TECH. TRONIQUE INC.

Nous fabriquons des systèmes d'affichage électronique qui sont utilisés aux États-Unis, en Europe et au Canada. Nous recherchons une personne qui pourra planifier, gérer et superviser notre département de production.

**INGÉNIEUR(E)
responsable de la production**

Les personnes qui désirent appliquer à ce poste possèdent:

- 3 années ou plus d'expérience dans la planification de la production, la gestion des inventaires et les contrôles de la qualité
- une connaissance des configurations des systèmes électroniques
- des antécédents en gestion

Nous offrons:

- des conditions de travail avantageuses
- un défi exceptionnel
- un plan de rémunération adapté à votre expérience

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

Daniel Chevalier, président
4050, Charlevoix
Montréal, Québec
H1H 1S6

**ENTREPRENEUR EN CONSTRUCTION
RECHERCHE
SURINTENDANT DE CHANTIER**

Entrepreneur bien établi en construction résidentielle, recherche un surintendant de chantier pour la banlieue ouest de Montréal.

Le candidat idéal aura à son actif plusieurs années d'expérience et un sens inné pour la planification et coordination des projets domiciliaires.

Rémunération des plus intéressantes pour la personne choisie.

Veuillez faire parvenir votre C.V. en toute confiance, ainsi que vos antécédents salariaux avant le 30 août 1985, à:

La Presse, réf.: 14132
C.P. 6041, succ. A
Montréal, Qué.
H3C 3E3

**LA VILLE
DE
WESTMOUNT**

offre présentement des possibilités de carrière à des personnes parfaitement bilingues dans les postes suivants:

DIRECTEUR DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Sous la direction du Directeur général, sera responsable de l'administration et du bon fonctionnement du Corps de la Sécurité Publique de la Ville de Westmount. Veillera aussi aux programmes de prévention du crime, à la mise en application des règlements municipaux et aux bonnes relations avec le public. Doit être bilingue et posséder des qualités de chef. Expérience militaire ou celle au sein d'un corps de police un atout. Salaire variant de 30000\$ à 35000\$, selon compétences et expérience.

ASSISTANT GREFFIER (de la Ville)

Le candidat doit être parfaitement bilingue (écrit et parlé) et détenir un Baccalauréat en droit civil ou être membre du Barreau du Québec. Expérience en administration municipale ou aux archives un atout.

Ces postes seront permanents après une période de probation dûment complétée. Nous offrons des salaires compétitifs ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Adresser la correspondance au Préposé au personnel, Ville de Westmount, 15, rue Stanton, Westmount (Québec) H3Y 3B1.

Notre client une PME manufacturière et de service dans un secteur relié à la construction recherche un

CONTRÔLEUR

Le candidat sera responsable du service de la comptabilité informatisée.

Il devra voir à l'amélioration des contrôles comptable et administratif. Le candidat devra posséder 3 ans d'expérience dans des fonctions similaires à l'intérieur d'une entreprise manufacturière.

Le poste est situé à Montréal. La rémunération sera selon les compétences.

Faire parvenir curriculum vitae à:

St-Pierre & Ass. Inc.
793 Antoinette Maillet
Outremont, Qué.
H2V 2Y4

ORDINATEK INC.

6800 Trans Canada,
Pointe-Claire, Québec
H9R 4S2

PROGRAMMATION

ORDINATEK INC., compagnie spécialisée dans les systèmes de gestion administrative, est à la recherche d'une personne d'expérience pour son bureau de Montréal.

Exigences:

- expérience d'analyse et de programmation de système de gestion
- bilingue
- connaissance du langage BASIC

Prière de faire parvenir votre curriculum vitae à l'attention de: Hélène Claron.

**TECHNICIEN
D'ENTRETIEN ÉLECTRIQUE**

Compagnie située dans le Parc Industriel de Longueuil est à la recherche d'un technicien d'entretien pour son usine automatisée de brique de béton.

Le candidat recherché sera en charge des contrôles électriques et des instrumentations du système automatisé contrôlé par automate programmable.

Taux horaires: À discuter.

Lieu de travail: Longueuil.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae à:

BETCON
(division de Graybec Inc.)
475, Place TransCanada, Longueuil, Qc J4G 1P4

Une société dynamique, qui fabrique des produits chimiques de sanitation, est à la recherche d'un(e)

**Directeur(trice)
vente et commercialisation**

Occupez-vous présentement un poste cadre supérieur ou intermédiaire? Êtes-vous frustré(e) par les politiques de l'entreprise et par les restrictions qui freinent sa croissance? Aimeriez-vous mettre à profit vos bonnes idées et remporter tout le succès qui vous revient? Dans l'affirmative, ce message s'adresse à vous.

Notre client vous offre l'occasion de faire fructifier sa base commerciale existante en plus de vous fournir un soutien technique complet et une vaste gamme de produits.

Un attrayant programme de rémunération, incluant le salaire, un compte de frais et la participation aux services, accompagnent ce poste.

Si vous croyez vous reconnaître dans la description ci-dessus, écrivez-nous en toute confiance, en joignant votre curriculum vitae.

LA PRESSE
Référence 14145
C.P. 6041, succursale A
Montréal (Québec) H3C 3E3

Veuillez indiquer dans votre lettre d'accompagnement le nom des sociétés auxquelles nous ne devrions pas transmettre votre demande.

**REPRÉSENTANT(E)S
PROFESSIONNEL(LE)S**

Salaire de base \$30,000

Pour notre région de Montréal, nous recherchons un candidat ayant 5 années et plus d'expérience de préférence dans la vente de l'intangible à un niveau exécutif. Des notions en comptabilité ou en informatique seraient un atout.

Un salaire fixe selon les qualifications, une allocation d'automobile ainsi que des avantages sociaux complets sont offerts.

Si vous voulez vous joindre à une entreprise nationale bien établie et dynamique offrant des possibilités d'avancement, veuillez faire parvenir votre résumé à:



Directeur des Ventes
C.P. 336, Station R
Montréal, Qc H2S 3M4
Té.: 270-7111

DEMIX
BETON / AGREGATS

DEMIX Béton/Agrégats, division de Cimex
Indépendant Inc. est à la recherche de deux
(2) cadres dynamiques pour combler son
équipe de direction.

**CONTREMAÎTRE À
L'ENTRETIEN ET RÉPARATION**

DEMIX Béton/Agrégats exploite plusieurs carrières, sablières et usines de béton dans la région de Montréal afin d'alimenter ses clients. Nous cherchons un contremaître à l'entretien et à la réparation des machineries fixes avec une grande expérience dans le domaine du béton et des carrières.

Le contremaître a comme responsabilité principale la supervision de l'entretien et la réparation des machineries fixes dans nos usines de béton et carrières. Il doit voir à introduire les améliorations aux présents systèmes. Les solutions qu'il proposera viseront à maintenir la qualité et la continuité des opérations.

Le candidat recherché possède un diplôme d'études techniques ou l'équivalent et une expérience minimale de 8 années dans le domaine de l'entretien et de la réparation de la machinerie fixe connexe à l'industrie du béton et des carrières. Il doit également avoir les connaissances techniques nécessaires au montage et aux ajustements des composants d'une grande variété d'équipement fixe plus des connaissances de base en soudure, plomberie et électricité.

**PRÉPOSÉ(E) AU SERVICE DU
CRÉDIT**

Relevant du gérant de crédit, le titulaire de ce poste, d'importance doit faire preuve de tact et disposer de bonnes aptitudes à évaluer le dossier de crédit des clients de l'entreprise. Les fonctions du poste consisteront en l'analyse des clients, la détermination du crédit à accorder ainsi que l'établissement de politiques et pratiques dans son domaine. Le poste comporte aussi des analyses et études financières.

Le candidat recherché possède un diplôme de 1er cycle universitaire en gestion des affaires et/ou en comptabilité ou l'équivalent et une expérience de 5 à 8 ans dans le domaine du crédit et des finances en général.

Les conditions de rémunération et d'avantages sociaux sont à la mesure des défis proposés et le lieu de travail sera situé dans la région métropolitaine de Montréal.

Si un tel défi vous intéresse faites parvenir votre dossier avant le 6 septembre 1985, en identifiant clairement le poste que vous sollicitez au:

Directeur du personnel
et des relations industrielles
DEMIX Béton/Agrégats
Case postale 256, Succ. P.A.T.
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H1B 5K3



LA COMMISSION SCOLAIRE
JÉRÔME-LE ROYER

OFFRE D'EMPLOI

CONCOURS: 968-CONS-PED-110-85

POSTE:

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

SECTEUR D'ACTIVITÉS: ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL AU PRIMAIRE
SALAIRE: 22 904,00\$ à 39 428,00\$

POSTE DE PROFESSIONNEL REMPLAÇANT À TEMPS PLEIN
Du 26 septembre 1985 au 30 juin 1986

NATURE DU TRAVAIL

Ce poste comporte des fonctions de conseil auprès du personnel de cadre responsable des services d'enseignement et d'animation pédagogique, auprès des enseignants et des autres professionnels relativement à l'implantation, au développement, à l'évaluation des programmes d'enseignement, à l'organisation scolaire qui convient de même qu'au choix et à l'utilisation des méthodes, des techniques, de l'équipement, du matériel didactique...

DOSSIERS MAJEURS

Enseignement religieux (50%)
Enseignement de la morale (25%)
Formation personnelle et sociale (25%)

QUALIFICATIONS REQUISES

Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié à l'emploi.

EXIGENCES PARTICULIÈRES

Connaissance sérieuse de la démarche pédagogique inhérente aux nouveaux programmes;
Capacité explicite d'intégrer à cette démarche pédagogique les différents aspects reliés à l'évaluation, tant formative que sommative;

Capacité de prendre en compte l'ensemble des matières enseignées dans un degré, dans une démarche d'intégration;
Souci d'intervenir, au sein d'une équipe de professionnel(le)s non enseignant(e)s polyvalent(e)s, par rapport à l'ensemble de la réalité éducative des écoles primaires.

ACHEMINEMENT

Votre candidature devra faire l'objet d'une lettre spécifiant le numéro du concours. Prière d'y joindre un bref curriculum vitae et poster avant 16h00 le 3 septembre 1985.

MONSIEUR PAUL RHEAULT
CONSEILLER EN GESTION DE PERSONNEL
LA COMMISSION SCOLAIRE JÉRÔME-LE ROYER
550-53e AVENUE
POINTE-AUX-TREMBLES, QUÉBEC H1A 2T7



LA COMMISSION SCOLAIRE
JÉRÔME-LE ROYER

OFFRE D'EMPLOI

CONCOURS: 969-CONS-PED-111-85

POSTE:

CONSEILLER PÉDAGOGIQUE

SECTEUR D'ACTIVITÉS:
ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL AU PRIMAIRE

SALAIRE: 22 904,00\$ à 39 428,00\$

POSTE DE PROFESSIONNEL REMPLAÇANT À TEMPS PLEIN
Du 26 septembre 1985 au 30 juin 1986

NATURE DU TRAVAIL

Ce poste comporte des fonctions de conseil auprès du personnel de cadre responsable des services d'enseignement et d'animation pédagogique, auprès des enseignants et des autres professionnels relativement à l'implantation, au développement, à l'évaluation des programmes d'enseignement, à l'organisation scolaire qui convient de même qu'au choix et à l'utilisation des méthodes, des techniques, de l'équipement, du matériel didactique...

DOSSIERS MAJEURS

Enseignement de la mathématique.

QUALIFICATIONS REQUISES

Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation approprié à l'emploi.

EXIGENCES PARTICULIÈRES

Connaissance sérieuse de la démarche pédagogique inhérente aux nouveaux programmes;

Capacité explicite d'intégrer à cette démarche pédagogique les différents aspects reliés à l'évaluation, tant formative que sommative;

Capacité de prendre en compte l'ensemble des matières enseignées dans un degré, dans une démarche d'intégration;

Souci d'intervenir, au sein d'une équipe de professionnel(le)s non enseignant(e)s polyvalent(e)s, par rapport à l'ensemble de la réalité éducative des écoles primaires.

ACHEMINEMENT

Votre candidature devra faire l'objet d'une lettre spécifiant le numéro du concours. Prière d'y joindre un bref curriculum vitae et poster avant 16h00 le 3 septembre 1985.

Monsieur Paul Rheaault
Conseiller en gestion du personnel
La commission scolaire Jérôme-Le Royer
550-53e Avenue
Pointe-aux-Trembles, Québec H1A 2T7

Le Centre hospitalier Douglas est à la recherche d'un

**Assistant
infirmier chef**

Temps complet (soir) pour notre unité Urgence et soins intensifs psychiatrique

Exigences:

- Membre en règle de l'O.I.I.Q.
- D.E.C. et un certificat en soins infirmiers dans le domaine pertinent
- Deux ans d'expérience à titre d'infirmier
- Expérience valable en administration (minimum 6 mois)
- Leadership
- Connaissance de la fonction
- Capacité à travailler en équipe
- Habileté dans les relations interpersonnelles
- Capacité d'expression verbale et écrite en français et en anglais.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 13 septembre en mentionnant le numéro de dossier P-1985-18, au:

Service du personnel



6875 BOUL. LASALLE BLVD./VERDUN, QUÉBEC, H4H 1R3

**FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'AGRICULTURE
RECHERCHE****ADMINISTRATEUR CHEVRONNÉ****Fonctions**

La Fédération canadienne de l'agriculture, la principale organisation agricole nationale, doit pourvoir dans l'immédiat un poste de cadre supérieur, soit celui de secrétaire exécutif adjoint. Le titulaire de ce poste aide à assurer la direction et la gestion générales de la Fédération et de son programme. Il travaille, de concert avec les représentants élus, les organismes membres et d'autres employés, à l'élaboration de politiques nationales à l'intention des agriculteurs ainsi qu'à l'établissement et à l'exécution des programmes de liaison nécessaires avec le gouvernement et d'autres parties intéressées, en vue de la mise en œuvre des politiques de la Fédération. En outre, il aide à la gestion de l'organisation en s'occupant notamment de questions touchant les membres, d'activités de liaison, du secrétariat et de certaines fonctions de trésorerie et de communication.

Qualifications

Les candidats à ce poste doivent avoir des antécédents de travail dans le domaine de l'agriculture et détenir un diplôme universitaire, préférablement en agriculture ou en sciences sociales; avoir un certain nombre d'années d'expérience dans le secteur des politiques agricoles ou connexes et avoir démontré leur aptitude à exercer un jugement critique dans l'élaboration de politiques; être intéressés et résolus à travailler à l'élaboration et à la défense de politiques au nom des agriculteurs; et avoir de l'expérience en administration et en communications.

Ce poste laisse beaucoup de place à l'initiative personnelle, et le candidat doit être une personne autonome et capable de travailler en équipe au sein d'un personnel restreint.

La langue de travail du bureau est l'anglais mais le candidat devrait être bilingue.

Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience.

Les réponses, qui seront gardées confidentielles, doivent être envoyées avant le 17 septembre 1985 à

M. William Hamilton, secrétaire exécutif associé

Fédération canadienne de l'agriculture
111, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1P 5B5

Elles doivent préciser les qualifications, l'expérience et le salaire escompté.

**REPRÉSENTANTS
MAISONS NEUVES**

Le Groupe Immobilier Prével a connu une ampleur considérable au cours de la dernière année dans plusieurs secteurs d'habitation de la région de Montréal. Actuellement présent sur dix sites d'habitation, Prével est à la recherche de deux représentants des ventes pour les secteurs de Champlévier, Laval (unifamiliales détachées) et de l'île des Soeurs (copropriété); les candidats devront avoir une expérience de 2 à 5 ans en matière de vente d'habitation neuve et être disponible à plein temps. Ils seront rémunérés sous forme de commission de vente (2% et bonus s'il y a lieu).

Toutes personnes répondant à ces exigences doivent faire parvenir leur curriculum vitae en précisant le secteur de leur choix à:

Le Groupe Immobilier Prével Inc.

C.P. 30
Repentigny (Québec)
J6A 5H7
a/s de Colette Gosselin

**HÔPITAL REDDY MEMORIAL**

Le centre hospitalier Reddy Memorial, affilié à l'Université McGill, est à la recherche de candidat(e)s pour combler les besoins immédiats en soins infirmiers.

ASSISTANT(E) INFIRMIER(ÈRE) CHEF

Unité de soins intensifs
Temps complet permanent — nuits
No. de réf.: SI-85-31

INFIRMIER(ÈRE) LICENCIÉ(E)

Équipe volante
Temps complet permanent — soirs avec roulement des quarts
No. de réf.: SI-85-42

INFIRMIERS(ÈRES) LICENCIÉS(ÈES)

Équipe volante — Liste de rappel
Disponibilité minimale requise:
2 quarts/semaine avec rotation
No. de réf.: SI-85-35

EXIGENCES:

- Membre de l'O.I.I.Q.
- Posséder une expérience clinique
- Bilinguisme (français-anglais)

Les candidat(e)s sont prié(e)s de soumettre leur curriculum vitae en faisant mention du numéro de référence, au plus tard le 9 septembre 1985 à l'attention de:

Hôpital Reddy Memorial
Directeur
Ressources humaines et communications
4039, rue Tupper
Westmount (Québec)
H3Z 1T5

**CÉGEP
DE SAINT-LAURENT**

LE CÉGEP DE SAINT-LAURENT
recherche des

professeurs

à temps partiel pour la session Automne 85 dans les disciplines suivantes:

- Sciences sociales (Politique) — Cours 385-940 — 3 heures
- Informatique (Temps partiel, pleine charge)

QUALIFICATIONS REQUISES:

- Baccalauréat de premier cycle.
- Expérience de l'enseignement au niveau collégial.
- Expérience en analyse structurée et informatisation de la PME pour la discipline Informatique.

Le curriculum vitae des personnes intéressées doivent être reçus au plus tard, JEUDI LE 5 SEPTEMBRE 1985 à 16h30.

Concours 856-E-074 — Informatique
Concours 856-E-078 — Politique

CÉGEP DE SAINT-LAURENT
SERVICE DU PERSONNEL
CONCOURS 856-E-
625, BOUL. STE-CROIX
VILLE SAINT-LAURENT
H4L 3X7

625, boul. Sainte-Croix, Saint-Laurent, Qué. H4L 3X7 • Tél.: 747-6821

A deux pas
du métro

Station
Du Collège

**HÔPITAL REINE ELIZABETH
DE MONTRÉAL**

(Un hôpital d'enseignement universitaire)
recherche un(e)

PHARMACIEN(NE)

STATUT:
Temporaire à temps plein (pour une année)

EXIGENCES:

- Membre en règle de l'Ordre des Pharmaciens du Québec
- Un diplôme en Pharmacie d'Hôpital serait un atout
- Bilingue - français et anglais

Le(la) candidat(e) devra posséder beaucoup d'initiative, un sens d'organisation, du dynamisme et un esprit d'équipe.

RÉMUNÉRATION:

Selon les normes du ministère des Affaires sociales.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au:

Service du Personnel
HÔPITAL REINE ELIZABETH DE MONTRÉAL
2100, avenue Marlowe
MONTRÉAL, (QUÉBEC) H4A 3L6

**CIE DE PRÉSENTOIRS ET EMBALLAGES
DE PLASTIQUE**

recherche un

REPRÉSENTANT DES VENTES

La personne doit posséder:
— Expérience dans la vente
— Sens de l'organisation
— Créativité et leadership lui permettant de travailler avec un minimum de supervision
— Une bonne formation académique

Faire parvenir votre curriculum vitae avec vos exigences salariales à:

La Presse, 14149
C.P. 6041, Succ. «A»
Montréal H3C 3E3

**REPRÉSENTANT(E) EN
MICROBIOLOGIE****Conditions requises:**

- B.Sc. microbiologie (ou équivalent) pour l'Ontario et le Québec
- Candidat bilingue avec beaucoup d'initiative de discipline et d'autonomie
- Voiture fournie et comptes de dépenses.

Salaire de base \$25,000 plus commission.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

BIO CLASS INC.
C.P. 2642, Succ. Jacques-Cartier
Shawbrooks, Qc J1J 3Y5

**Directeur
adjoint
des finances**

FONCTIONS:
Assiste le directeur des finances dans l'exécution de ses attributions principales: la gestion financière, le contrôle budgétaire, la collecte et le traitement des données informatiques, la paie du personnel, le recouvrement des comptes dus, les achats, le contrôle de l'équipement, la comptabilité, la préparation des états financiers, la participation à la gestion générale de l'établissement.

Le candidat choisi aura également la responsabilité de la vérification interne.

OPPORTUNITÉ:

Ce poste pourrait éventuellement conduire à un poste de direction.

QUALIFICATIONS:

Le candidat recherché est un comptable professionnel bilingue et possède plusieurs années d'expérience pertinente. Un MBA serait un atout.

RÉMUNÉRATION:

Selon les normes du ministère de la Santé et les Services sociaux.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae, avant le 6 septembre 1985, au:

Directeur du personnel
HÔPITAL DE MONTRÉAL
POUR ENFANTS
2300, rue Tupper
MONTRÉAL (Québec) H3H 1P3



ATELIER HABITATION MONTRÉAL INC. EST À LA RECHERCHE D'UNE PERSONNE POUR COMBLER LE POSTE DE:

**RESPONSABLE À LA FORMATION
ET GESTION FINANCIÈRE**

TÂCHES:
Il ou elle aura à travailler auprès de coopératives d'habitation et organisme sans but lucratif. Le travail consiste à:

- assurer la formation comptable au comité de finances et l'éducation aux membres
- l'ouverture et tenue de livres de chantier
- la préparation des effets comptables pour l'état vérifié des coûts d'immobilisation
- l'aide à la tenue de livres après chantier
- l'aide de la préparation des budgets d'opération
- la vérification des contrats et obligations financières
- développer des outils de travail et de formation

QUALIFICATIONS:

Baccalauréat en comptabilité ou équivalence académique avec expérience pertinente

APTITUDES:

Disponibilité à travailler le soir.
Expérience en animation et en formation.

RÉMUNÉRATION:

Selon échelle salariale.

SEMAINE DE TRAVAIL:

28 heures/semaine.
LES PERSONNES INTÉRESSÉES DOIVENT FAIRE PARVENIR LEUR CURRICULUM VITAE AVANT LE 5 septembre 1985 à:

ATELIER HABITATION MONTRÉAL INC.
5330, boul. Saint-Laurent
Montréal, (Québec)
H2T 1S1

**DIRECTEUR
DE PROJETS**

Notre client est à la recherche d'une personne jeune et dynamique capable d'entreprendre des projets de la conception à la réalisation.

Le candidat devra posséder l'habileté des relations interpersonnelles et pouvoir travailler avec un minimum de supervision. Il (elle) détient un diplôme universitaire de préférence en génie industriel, est bilingue avec expérience dans l'industrie. Le poste intéressera la personne à la recherche d'un défi et qui retire satisfaction de la réussite d'un projet.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae en mentionnant le numéro de référence DP-2831-85 sur l'enveloppe adressée à:

revista

Publicité Revista Inc.
1070, rue de Bleury, bureau 700
Montréal (Québec) H2Z 1N3
Prière de ne pas téléphoner
Publicité Revista Inc. Publicité de recrutement
conception graphique et services publicitaires.

**DIRECTEUR D'USINE
Lerotex Inc.**

cherche directeur d'usine pour usine de teinture et finition à Volleyfield.

Candidats avec:

- Connaissance de la finition de tricots et tissus tubulaires et en lisières
- Sens de la production selon des normes strictes de qualité
- Capacité de travailler selon un échéancier très serré

Discrétion la plus stricte assurée.

Les candidat(e)s seront bilingues, diplômés d'une école de textile ou auront acquis plusieurs années d'expérience.

Veuillez adresser curriculum vitae à:

Lerotex Inc.
10145, Côte de Liesse
Dorval, Québec H9P 1A3

REPRÉSENTANT

Poste de REPRÉSENTANTE/TECHNICIENNE pour candidate dynamique, possédant diplôme en esthétique — Expérience et voiture.

- Excellent territoire
- Bonnes conditions salariales

Faire parvenir curriculum vitae

Sothys

Service de
représentation
244, rue St-Jacques
Montréal, Qc H2Y 1L9

N.B.: Tous les postes annoncés sont ouverts également aux femmes et aux hommes.

La chaîne s'allonge

vous aimeriez...

- participer à cette expansion,
- faire partie de la GÉRANCE d'une de nos unités,

vous avez...

- une connaissance de la restauration «semi-rapide»,
- des talents d'administrateur et de leader,
- de la disponibilité,

vous voulez...

- transmettre votre dynamisme à une équipe de travail,
- être reconnu pour votre travail par un salaire avantageux et des avantages sociaux intéressants,
- avoir une possibilité de carrière,

Oui...

- faites parvenir votre c.v. avant le 6 septembre

RESTAURANTS GIORGIO (AMÉRIQUE) LTÉE
1484 Cunard Laval (Québec) H7S 2B7

GIORGIO



Menuisier Chef d'atelier

Spécialité : Décor de théâtre

Lieu: Ville Ste-Catherine
[Rive-Sud, 15 min. du Centre-Ville]

Expérience et références demandées

861-5907

[Bureau entre 9h et 17h]

INGÉNIEUR DE PROJET SENIOR

RJR-MACDONALD INC., entreprise manufacturière œuvrant au sein de l'industrie du tabac, est à la recherche d'un ingénieur de projet senior ayant le potentiel, l'expérience et le leadership nécessaires pour assumer un poste clé dans son équipe de projets.

Sous la responsabilité du Directeur du service des projets, le titulaire de ce poste est responsable de l'exécution de projets pouvant atteindre trois millions de dollars, depuis les études préliminaires, la conception, la réalisation, l'entretien des archives jusqu'au rapport final et la fermeture du dossier. Ces divers projets portent sur l'opération, l'entretien, les équipements, les agrandissements, le réaménagement, l'amélioration des méthodes, etc.

Le candidat recherché est ingénieur de projet bilingue possédant 7 à 10 années d'expérience dans l'étude et la gestion de projets impliquant la transformation, la fabrication et l'emballage sur équipement ultra-rapide, de biens destinés à la consommation.

Nous offrons une rémunération concurrentielle et une gamme complète d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant le 11 septembre 1985 à l'adresse suivante:

RJR-MACDONALD INC.

Francine Dagenais
2455, rue Ontario est
Montréal H2K 1W3

Une robe originale?



Pour annoncer
dans cette
section
composez le
285-7202

INGÉNIEURS EN AUTOMATISATION

Firme d'ingénieurs-conseils recherche ingénieur avec environ dix (10) ans d'expérience, possédant l'expertise en instrumentation et contrôle incluant au moins cinq (5) ans de technologie courante en contrôle du procédé et moteurs dans les industries lourdes.

Les responsabilités techniques se regroupent dans une série de tâches diversifiées comprenant la conception et l'implémentation de contrôle du procédé, instrumentation, supervision des ingénieurs juniors et concepteurs pour notre bureau de Montréal, et mise en marche sur le chantier de construction.

- Diplôme universitaire en génie avec option en contrôle de procédés, instrumentation ou électricité.
- Bonne connaissance des capteurs et de la théorie des contrôles.
- Connaissances et expérience des automates programmables et des interfaces opérateurs à l'aide d'écran électronique.
- Capacité de travailler en français et en anglais de préférence.
- Rémunération selon expérience.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante

LA PRESSE, Réf.: 14117
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, Qc H3C 3E3

Collège de Rosemont

PROFESSEUR EN TECHNIQUES D'INFORMATIQUE

pour occuper une pleine charge
d'enseignement à la session d'automne 1985.

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire de premier cycle en informatique
- Connaissance du COBOL et de l'ordinateur HP-3000

SALAIRE:

Selon la scolarité et l'expérience: entre 20 845\$ et 44 034\$.

Les personnes intéressées devront faire parvenir leur candidature avant 17 h le mercredi 4 septembre 1985 au:

Collège de Rosemont
Service du personnel
Concours
«Techniques d'informatique»
6400, 16e Avenue
Montréal (Québec)
H1X 2S9

REPRÉSENTANT DES VENTES

Une jeune et dynamique entreprise manufacturière reliée à une corporation internationale, œuvrant dans l'industrie électrique recherche une personne compétente pour offrir ses produits dans la région de Montréal et la province de Québec.

Le candidat recherché possède une expérience pertinente de la représentation dans l'industrie électrique, une formation académique orientée vers la vente et la mise en marché, une excellente maîtrise du français et de l'anglais et un sens développé à la créativité et à l'initiative.

La rémunération incluant salaire de base et des commissions sera en conformité avec les qualifications et l'expérience. Nous offrons une automobile avec toutes les dépenses payées, d'excellentes conditions de travail et un plan complet d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae.

Toutes les demandes seront traitées confidentiellement.

Directeur du personnel
Thomas & Betts Limitée
Case Postale 30
Iberville (Québec) 4J5 J2X

N.B.: Le poste est ouvert aux hommes et aux femmes.

DIRECTEUR-ADJOINT AU CRÉDIT

Nous sommes à la recherche d'une personne pouvant secondier notre directeur du crédit. Idéalement, elle aura environ 5 années d'expérience, de préférence dans une compagnie ayant œuvré dans la fourniture de matériaux de construction.

Elle aura à son actif une expérience de supervision d'un personnel et une connaissance approfondie de l'aspect juridique de la fonction.

De plus, elle sera bilingue et une connaissance de la langue italienne serait souhaitable. Nous offrons en échange de vos qualifications, un salaire compétitif en plus d'une gamme complète d'avantages sociaux.

Si vous croyez avoir les qualifications pour combler ce poste, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

MATÉRIAUX LUMBERLAND INC.
9055, Pascal-Gagnon
St-Léonard, Qc H1P 1Z6
a/s Directeur des Ress. humaines

AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN...

CAE Électronique Ltée est à la fine pointe de la conception et de la fabrication de systèmes de commande et d'acquisition de données, de simulateurs de centrales d'énergie, de simulateurs de vols commerciaux et militaires, de systèmes de contrôle de navires et de systèmes aéroportés, d'équipement de détection d'anomalies magnétiques ainsi que de systèmes de contrôle du trafic aérien. Nous offrons des possibilités de carrière dans les domaines suivants:

Simulateurs de centrales d'énergie

Nous sommes à la recherche de personnel pour le développement de simulateurs de centrales d'énergie à la fine pointe de la technologie. Les personnes choisies devront avoir de bonnes connaissances en:

- génération/distribution de pouvoir électrique
- transfert de chaleur
- systèmes de contrôle pour centrale d'énergie
- thermodynamique
- physique nucléaire
- mécanique des fluides

Simulateurs de vol

Pour la conception de simulateurs de vol, reproduisant fidèlement la performance dans tous les aspects du vol et en particulier la phase critique d'atterrissage. Nous sommes à la recherche de candidats pour travailler dans les secteurs suivants:

- systèmes avioniques
- affichage en temps réel et logiciel pour l'interface homme/machine
- simulation en temps réel pour les radars, l'armement, les systèmes sonars et les systèmes d'acoustique passif

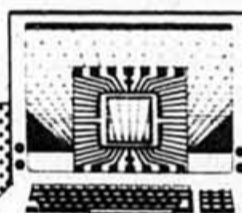
Pour tous les postes ci-dessus, les candidats devront avoir de l'expérience ainsi qu'un baccalauréat ou un diplôme d'études supérieures en physique, en mathématiques, en informatique, en génie électrique ou mécanique.

Bien que les postes mentionnés soient de niveaux supérieur et intermédiaire, nous considérerons également les candidats moins expérimentés ainsi que les nouveaux diplômés pour nos projets futurs.

CAE offre un milieu de travail stimulant ainsi qu'une excellente rémunération et une gamme complète d'avantages sociaux. Faites parvenir votre curriculum vitae à l'attention de:



Chef de service, dotation
CAE Électronique Ltée
C.P. 1800
Saint-Laurent (Québec)
H4L 4X4



Un manufacturier (100 employés) spécialisé dans la fabrication d'appareils d'éclairage commercial cherche à combler le poste suivant:

CONTRÔLEUR

Le contrôleur assure la gestion des activités comptables et financières de la corporation. A ce titre, il dirige le personnel de soutien administratif. Il est aussi responsable des systèmes de contrôle des coûts, des comptes à payer et à recevoir, du service de la paie, des budgets, il prépare les états financiers. Il s'occupe de l'implantation d'un nouveau système comptable informatisé.

EXIGENCES:

RIA ou CGA ou plus. 5 années d'expérience. Bilingue. Discipliné. Bon meneur.

Veuillez faire parvenir vos coordonnées à:

La Presse, Réf.: 14147
C.P. 6041, Succ. A
Montréal H3C 3E3

CHANCE UNIQUE!

Manufacturier de produits alimentaires ayant vaste choix de produits de marque Déli-Régal recherche des personnes pour agir à titre d'agent distributeur dans la vente en gros pour solliciter chaînes de magasins, détaillants, institutions, etc...

Invitation spéciale à ceux qui désirent opérer leur propre commerce et assurer leur avenir.

Nous accordons des territoires exclusifs pour Montréal Sud, Montréal-Nord, Montréal Ouest, Montréal Est. Fournissons entraînement, programme exclusif de vente, publicité et prospect ainsi que clients.

Possibilité de revenu au-dessus de la moyenne. Expérience requise. Candidat sérieux, travailleur aimant la vente. Camion genre Chevy Van est obligatoire avec réfrigération et congélation.

Pour de plus amples renseignements:

PRODUITS DELI-REGAL INC.
241, boul. St-Joseph
Charlesbourg, Québec - G2K 1B4
Tél.: 1-418-627-1417

IGG | KEEPRITE

REPRÉSENTANT VENTE COMMERCIALE

KEEPRITE IGG un des plus gros manufacturiers de produits de chauffage, ventilation, climatisation et réfrigération est à la recherche d'un représentant vendeur pour son département de vente commerciale pour la région de Montréal.

QUALIFICATIONS:

- Ingénieur en mécanique de préférence
- Expérience 3 ans
- Bilingue

RÉMUNÉRATION:

- Bon salaire de base
- Plan de commissions sur le premier dollar de vente
- Plan de dépenses et allocation très intéressante
- Avantages sociaux, programme complet.

Envoyez votre c.v. à:

1055 Autoroute Laval
Chomedey, Laval, Qc H7L 3W3
ou appelez au (514) 383-0880

VÉRIFICATEUR EXTERNE

Nous sommes à la recherche d'un C.A. ou C.G.A. avec 2 ans d'expérience en vérification publique. Les candidatures démontrant une combinaison d'études et d'expérience satisfaisante seront considérées. Salaire selon expérience. Prière de communiquer avec M. Dominique Dinh-Hung par téléphone ou faire parvenir C.V. à:

Bilodeau, Vary, Ouellette & Associés
1405, Henri-Bourassa ouest, suite 201
Montréal, Qué.
H3M 3B2
Tél.: 337-4670

CONCEPT DESIGNERS

recherche

DESIGNER

(aménagement intérieur)

- 2 à 3 ans d'expérience
- Bilingue
- Salaire à discuter.

Lieu de travail: Hull.

Faire parvenir curriculum vitae au:
137, rue Wellington
Hull, Québec
J8X 2J1

Un chef de file dans l'acier est à la recherche d'un

ESTIMATEUR

dans le domaine de la construction pour la lecture de plans, relève de quantités et application des coûts. Le candidat devra être bilingue et avoir 3 ans minimum d'expérience.

S.V.P. Envoyez curriculum vitae à
Westeel Produits de construction
1350s, Volta
Boucherville, Qc J4B 6G6

DIRECTEUR du service aliments et boissons

Un important centre de villégiature est à la recherche d'un directeur pour son service d'aliments et boissons. Relevant du directeur général il planifie, organise, dirige et contrôle l'exploitation des salles à manger, cafétérias et bars pour assurer l'efficacité et la rentabilité du service.

Veuillez faire votre curriculum vitae à:

La Presse, réf.: 14143
Case postale 6041, succ. A
Montréal (Québec)
H3C 3E3

DIRECTEUR du service d'hébergement

Un important centre de villégiature est à la recherche d'un directeur pour son service d'hébergement. Relevant du directeur général il planifie, organise, dirige et contrôle l'hébergement intendance réception et buanderie.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

La Presse, réf.: 14144
Case postale 6041, succ. A
Montréal (Québec)
H3C 3E3

ESTIMATEUR

Possédant expérience et auto pour entrepreneur en peinture.

P.V.A. Inc.
768-1101

CONTREMAÎTRE

pour son département de fabrication

Formation:

- Études techniques reconnues
- Connaissances des pièces d'équipement de transformation du métal (particulièrement des presses plieuses)
- Expérience pratique d'au moins 5 années dans un contexte de fabrication d'articles en métal.
- Expérience d'au moins 5 années de supervision d'employés.

Lieu de travail: Rive sud

Faire parvenir votre curriculum vitae à:
La Presse, Réf.: 14123
C.P. 6041, Succ. A
Montréal, (Québec) H3C 3E3

Spécialiste en validation, secteur biologie

Nous recherchons un(e) candidat(e) bilingue, diplômé(e) en microbiologie, pour nos services techniques d'assurance de la qualité.

La personne choisie sera responsable des études microbiologiques de validation au sein d'une entreprise possédant plusieurs usines, et elle sera parfois appelée à voyager.

Le(la) candidat(e) que nous recherchons compte plusieurs années d'expérience pertinente dans l'industrie pharmaceutique ou alimentaire. Nous accorderons une attention particulière aux personnes ayant également une compétence dans d'autres domaines scientifiques comme la chimie, les mathématiques, etc. La connaissance des procédés de traitement thermique sera un atout certain.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, en précisant leurs exigences salariales, au :

Chef du personnel
C.P. 6150, succursale A
Saint-Laurent (Québec) H4T 1E3

Discretion assurée.

Laboratoires Abbott
Limitée

La Super Pêche vous attend

Les amateurs de pêche, ceux du dimanche et les autres, pourront, le week-end des 7 et 8 septembre, célébrer leur passion dans l'île Notre-Dame.

JEAN-PIERRE BONHOMME

Comme cela se produit maintenant depuis quatre ans déjà, les taquineurs de la truite mouchetée pourront participer en famille à ce « concours » de pêche qui peut rapporter gros... en nature et en espèces.

C'est la Super Pêche, bien sûr, cette loterie piscicole qui fait maintenant courir le tout Montréal des loisirs tranquilles.

La Ville de Montréal, qui organise la manifestation avec le concours de son Club nautique et de plein air, s'attend de recevoir 40 000 personnes à ce joyeux happening. Les appâts devant

les attirer, du reste, ne manquent pas.

Parmi les 6 000 truites déposées dans le lac des Régates, il s'en trouve une, étiquetée, qui rapportera \$10 000 à son capteur; voilà le plus gros appât. De plus petites incitations au voyage de pêche dans l'île sont également attirantes. 550 prix en argent, le tout valant \$30 000, en effet, se trouveront là, représentés sur les étiquettes des salmonidés. Les truites marquées attendront là, la bouche ouverte, pour gobier le vers tentant des chanceux.

Les responsables de la Fête, MM. Gérard Giguère, commissaire, André Aubin, président du Club nautique et André Huneault, assistant directeur du service municipal des loisirs ont indiqué que la manifestation a pour but d'intéresser les Montréalais à ce site exceptionnel qu'est l'île Notre-Dame. Ils ont même révélé avec fier-

té que le bassin des régates sera le lieu, en août 1986, du championnat mondial de canot-kayak.

Mais pour réussir la fête de cette fin d'été, ils se sont assurés le concours de plusieurs commanditaires. C'est une brasserie, O'Keefe pour ne pas la nommer, qui fournit le plus gros appât: elle offre le gros lot en espèces sonnantes.

LA PRESSE et CKAC sont associées à la manifestation. La Presse installe une tente, dans l'île Notre-Dame, où les novices pourront se faire initier aux meilleures techniques de pêche à la mouche. (11h30 à 12h30; 14h30 à 15h30). Les Super pêcheurs pourront s'installer sur le pourtour du lac des Régates dès huit heures du matin; chaque pêcheur n'a droit qu'à une ligne et le lancer à la mouche est interdit. La limite des prises, comme le veut la réglementation de l'Etat, est fixée à cinq.

AGENTS DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS DEMANDÉS

Une compagnie canadienne-française œuvrant dans le domaine de produits alimentaires spécialisés et de breuvages très populaires choisira un agent distributeur exclusif par comté provincial incluant Montréal et les banlieues pour la représenter. Tout l'entraînement nécessaire à cet effet sera fourni par la compagnie ainsi que la publicité à la radio, télévision et autres médias.

CONDITIONS REQUISES

Être travaillant et ambitieux, déterminé à faire de l'argent, être capable de s'adapter aux promotions et au «marketing» de la compagnie, être disponible à plein temps, expérience non nécessaire.

Capital initial 20000\$

N.B.: Nous acceptons les applications des dames et demoiselles.

Pour une entrevue personnelle et confidentielle, écrire en donnant des références sur vous-même ainsi que votre numéro de téléphone à:

L.B.M.G. Directeur des relations extérieures
Case postale 535
Station Jean-Talou
Montréal, Québec H1S 2Z4

SIMPSON C'EST SENSATIONNEL

VENTE "DANSKIN"

Économisez sur notre stock entier

de collants "Danskin" - Faites

ample provision dès aujourd'hui!

1/2 PRIX!

Partez du bon pied cet automne en profitant de ce 1/2 prix chez Simpson! Seyants collants mode "Danskin" offerts dans un choix de 8 modèles - c'est à ne pas manquer!

AU CHOIX:

2 POUR **2⁴⁹**
POUR VENTE

1. COLLANT DE JOUR ENTièrement DIAPHANE. POINTES INVISIBLES. Crème caramel, taupe brumeux, beige doux, beige fauve, porcelaine, coquillage de mer, gris glacé ou soirée. P. M. G. Ord. Simpson 2/5.50

2. COLLANT DE JOUR, CULOTTE ET POINTES RENFORCÉES. Coloris identiques à ceux de 1. P. M. G. Ord. Simpson 2/5.50

3. COLLANT "COULEURS", ENTièrement DIAPHANE. Bois de santal, "honeydew", coquillage de mer, bleu tempête, pierre de jade et brume de mer. D'autres coloris offerts dans certains magasins. P. M. G. Ord. Simpson 2/5.50

4. BAS AU GENOU "MOTIFS". Pointes invisibles. Motif filet. Coquillage de mer, bois de santal, primevère, jacinthe. Pointure unique. Ord. Simpson 2/\$5.

5. BAS AU GENOU "MOTIFS" Pointes invisibles. Motif de carrés. Coquillage de mer, gris glacé, bois de santal, primevère, jacinthe, "honeydew" ou blanc. Pointure unique. Ord. Simpson 2/\$5

AU CHOIX:

2 POUR **3⁴⁹**
POUR VENTE

6. COLLANT DE JOUR, CULOTTE DE MAINTIEN. Pointes invisibles. Coloris identiques à ceux de 1. P. M. G. Ord. Simpson 2/\$7

7. COLLANT DE NUIT, ENTièrement DIAPHANE. Culotte renforcée, pointes invisibles. Crème caramel, taupe brumeux, beige doux, beige fauve, noir ombragé, porcelaine, coquillage de mer, soirée ou marine. P. M. G. Ord. Simpson 2/\$7.

8. COLLANT "CHIC CONFORT", JAMBES "ULTIMATE LEG". Culotte renforcée, pointes invisibles. Coloris identiques à ceux de 1. P. M. G. Ord. Simpson 2/7.50

POUR ACHATER EN PERSONNE SEULEMENT Bas pour dames, 229, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

CERTAINS MODÈLES, TAILLES ET COLORIS NON OFFERTS DANS TOUS LES MAGASINS.

C'est à ne pas manquer!

Lundi, mardi, mercredi - de 12h à 14h
Jeudi et vendredi - de 12h à 14h et de 18h à 20h
Samedi - de 10h à 12h
Centre-ville seulement

